

**Zeitschrift:** Études de Lettres : revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne  
**Herausgeber:** Université de Lausanne, Faculté des lettres  
**Band:** 19 (1945)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Les relations russo-bulgares (1878-1886) : (Suite)  
**Autor:** Daneva, Liliana  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-869992>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.03.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

---

# ÉTUDES DE LETTRES

Bulletin de la Société des Etudes de Lettres, N<sup>o</sup> 63

---

## LES RELATIONS RUSSO-BULGARES

(1878-1886)

(Suite)

---

### CHAPITRE IV

#### LE RÉGIME DES GÉNÉRAUX RUSSES ET LE RÉTABLISSEMENT DE LA CONSTITUTION

Le 23 juin/5 juillet 1882 le nouveau gouvernement était constitué sous la présidence du général Sobolev, également ministre de l'intérieur. Les autres ministres, sauf le général Kaulbars qui détenait le portefeuille de la guerre, étaient tous des conservateurs bulgares. Le « triumvirat » était au pouvoir avec Grekov à la justice, Natchovitch aux finances et bientôt Stoïlov aux affaires étrangères, où il remplaça Valkovitch. Il fut défendu aux chefs libéraux exilés, Karavelov et Slaveïkov, de rentrer en Bulgarie.

Les conservateurs avaient appelé les généraux, d'accord avec le prince, pour consolider leur pouvoir à l'égard de l'opposition. Au début les relations entre ministres bulgares et russes furent amicales, mais bientôt un refroidissement se fit sentir. Les conservateurs étaient froissés par l'attitude de Sobolev qui traitait le gouvernement bulgare comme une partie intégrante du gouvernement russe <sup>1</sup>. Néanmoins, ils espéraient pouvoir

---

<sup>1</sup> Entre autres, il avait l'habitude de réunir le Conseil des ministres chez lui et non au ministère.



encore collaborer avec les Russes : en octobre Sobolev leur donna son appui et, grâce à son influence, ils l'emportèrent aux élections <sup>1</sup>. Mais bientôt surgirent de nouvelles difficultés. Le conflit devint inévitable dès que les intérêts économiques entrèrent en jeu. Il s'agissait une fois de plus du fameux projet Ginzbourg pour une voie ferrée reliant Sofia au Danube. Sobolev arriva en Bulgarie avec la ferme intention de le faire accepter ; il se savait appuyé par le ministre de la guerre, Obroutchev, qui avait toujours souligné l'importance stratégique de la ligne. Koch écrit à ce sujet : « On m'avait assuré qu'à cette époque la conduite de la politique russe en Bulgarie passa de Giers à Obroutchev et qu'ainsi la Bulgarie ne fut plus considérée que du point de vue militaire, comme rempart de la grande forteresse Russie. En bon commandant de fort, Obroutchev aspirait à libérer le glacis de tous les obstacles et il transféra cette tâche aux deux généraux qui étaient sur le point de partir pour la Bulgarie. » <sup>2</sup>

Sobolev prit la question des chemins de fer très à cœur. Il avoue lui-même qu'elle fut à l'origine de la crise qui suivit <sup>3</sup>. Les conservateurs qui, comme nous l'avons vu <sup>4</sup>, soutenaient Hagiénov s'opposèrent énergiquement aux projets de Sobolev. Celui-ci rapportait à Giers : « Le prince de Bulgarie penche personnellement pour les chefs du parti conservateur qui possèdent la pleine confiance de son Altesse... mais ces chefs font de la résistance ouverte dans des questions qui regardent les intérêts russes en Bulgarie, dans l'intention de consolider dans le pays l'influence hostile de l'Autriche-Hongrie. » <sup>5</sup> Par l'intermédiaire de son représentant à Sofia, le comte de Biegeleben,

---

<sup>1</sup> La nouvelle loi électorale, favorable aux conservateurs, était connue sous le nom de « loi Sobolev ». Elle prévoyait la réduction du nombre des députés, l'introduction du vote indirect, la limitation de l'exercice du droit de vote, etc. Cf. Pokrovsky, p. 351.

<sup>2</sup> Koch, p. 110 ; cité par Hajek, p. 196.

<sup>3</sup> Cf. son récit des événements dans *Russkaya Starina*, septembre 1886.

<sup>4</sup> Cf. ci-dessus, p. 164.

<sup>5</sup> Cf. Documents secrets, p. 40, N° 35 ; cité par Hajek, p. 195.

l'Autriche ne cessait d'insister auprès de Battenberg pour que la Bulgarie construisît d'abord la ligne internationale, conformément à ses obligations. D'autre part, l'agent autrichien attirait l'attention du prince sur les dangers et les difficultés que ce dernier risquait de s'attirer, s'il soutenait les généraux russes au détriment de l'élément bulgare <sup>1</sup>.

Les conservateurs, bien qu'ils ne fussent nullement désintéressés, jouèrent le rôle de défenseurs des intérêts bulgares contre les exploiters russes ; car Sobolev voulait non seulement donner la concession à des entrepreneurs russes qui seraient aidés par des ingénieurs russes, mais encore importer de Russie tout le matériel nécessaire <sup>2</sup>.

Les ministres bulgares furent soutenus par le Conseil d'Etat <sup>3</sup> et par la Chambre, malgré tout ce que les généraux russes firent pour s'attacher les députés. Les députés étaient logés et nourris aux frais de l'Etat et Sobolev alla jusqu'à leur distribuer des bonbons qu'ils trouvaient sur leurs sièges dans la salle des séances <sup>4</sup>. Mais ils ne se laissèrent pas leurrer : la Chambre refusa le projet de loi de Sobolev dicté par les appétits de Ginzbourg, et accepta celui des conservateurs profitable aux intérêts bulgares. L'Assemblée décida que de nouvelles études seraient faites aux frais de l'Etat et interdit en même temps à celui-ci d'acheter celles de n'importe quel particulier <sup>5</sup>. Cette dernière clause visait directement Sobolev. Le vote avait été précédé par un autre acte de méfiance à l'égard du général russe : une députation parlementaire vint demander au prince que le titulaire des travaux publics (dont la concession des chemins de fer dépendait en partie) fût Bulgare. Natchovitch

---

<sup>1</sup> Cf. Corti, p. 127.

<sup>2</sup> Cf. Pokrovsky, p. 352, d'après *Russkaya Starina*, septembre 1886 et Golovine.

<sup>3</sup> Une des premières créations de Battenberg après la suspension de la Constitution.

<sup>4</sup> Cf. Radev, I, p. 364.

<sup>5</sup> Cf. Drandar, p. 143 ; Radev, p. 367 et suiv.

hérita du portefeuille que Sobolev avait voulu garder pour un ingénieur de Saint-Pétersbourg, le prince Hilkov <sup>1</sup>.

En revanche, les généraux remportèrent une victoire à propos d'une question secondaire : la Chambre, d'accord avec les ministres, avait exigé la dissolution de la gendarmerie spéciale, créée sur modèle russe après le coup d'Etat de 1881. Le « Corps des Dragons », commandé par des officiers russes, était détesté du peuple, mais Battenberg y tenait. Sobolev déclara brusquement à la Chambre que la volonté du prince était de conserver ce Corps <sup>2</sup>. Les généraux qui, à ce moment, tenaient encore pour le prince étaient indignés du fait que leurs collègues, tout en protestant de leur fidélité, avaient voulu agir contre sa volonté <sup>3</sup>. Plus tard Sobolev changea d'opinion : il disait que les mesures prises par lui pour consolider l'autocratie d'un « prince étranger » n'avaient eu d'autres conséquences que de détourner des Russes le peuple bulgare <sup>4</sup>.

Voyant que leur opposition amènerait une crise grave, les conservateurs cédèrent finalement et la gendarmerie fut conservée. Mais l'incident faillit causer la démission des « triumvirs ». Elle n'était cependant qu'ajournée et survint deux mois plus tard à propos de la condamnation du métropolite Mélétiüs.

Russophile fanatique, le métropolite avait en 1877 gravement péché contre la discipline ecclésiastique, en quittant Constantinople sans la permission de l'Exarque pour se joindre aux troupes russes. Il fut condamné par l'Exarchat que son action irréfléchie risquait de compromettre devant la Porte, toujours méfiante. Dans la joie de la libération le cas fut oublié,

---

<sup>1</sup> Futur ministre russe des routes et communications. Les conservateurs s'étaient opposés à sa nomination en juin déjà et Sobolev avait dû garder provisoirement ce portefeuille dans ses attributions. Cf. Drandar, p. 131 et suiv.

<sup>2</sup> Les députés, irrités par ce langage, se plaignirent au prince qui en fit le reproche à Sobolev : « Vous avez froissé la Chambre », lui dit-il. Cf. Radev, I, p. 366.

<sup>3</sup> Cf. Slonimski, p. 608, citant Sobolev.

<sup>4</sup> Cf. Slonimski, p. 607.

et en 1878 Mélétiüs devint métropolit de Sofia. Ses mœurs scandaleuses soulevèrent l'indignation générale. Cependant, on se vit obligé de lui pardonner certaines excentricités, sous prétexte qu'au moment du coup d'Etat il avait agité les masses en faveur du prince. Mais lorsque, sous le régime des généraux, il prit ouvertement parti pour Sobolev, les conservateurs, d'accord avec l'Exarchat, décidèrent de faire exécuter l'ancienne sentence : le Saint-Synode condamna l'évêque à l'exil <sup>1</sup>. Comme Mélétiüs refusa de se rendre au monastère qui lui avait été assigné, Stoïlov, le chef du Département des cultes, l'y fit emmener de force. Sobolev se mêla de l'affaire et ordonna le retour de Mélétiüs à Sofia. Le Saint-Synode protesta contre cette ingérence du général russe ; l'Exarque à Constantinople, voyant son autorité minée, se plaignit à l'ambassade russe. On y critiqua la conduite autoritaire de Sobolev ; selon l'opinion générale « il avait oublié que la Bulgarie n'était ni l'Asie Centrale ni la Pologne » <sup>2</sup>. En fin de compte, Sobolev dut s'excuser auprès de l'Exarque. Mais le « triumvirat » avait déjà démissionné au début de mars 1883.

La crise ministérielle était déclenchée. Aucun des politiciens bulgares connus ne voulut accepter de portefeuille dans ces conditions. Sobolev se vit obligé de nommer à la tête des ministères vacants des hommes de paille, qui ne portaient même pas le nom de ministres. Il devenait ainsi tout-puissant. Le pouvoir était entièrement dans les mains des Russes. Bien que Battenberg fût à leur merci, ils ne lui pardonnaient pas l'échec de leur projet ferroviaire. Les intrigues à la Hitrovo recommencèrent. Les généraux écrivaient à Saint-Pétersbourg pour discréditer le prince : à les entendre, Alexandre était l'agent des Autrichiens, le défenseur de la propagande catholique dans le pays, il était prêt à accepter de l'argent pour la construction de la ligne internationale, etc. En Russie on croyait à tous ces mensonges. L'ex-agent Hitrovo, ami d'Obroutchev, faisait de

---

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, p. 368 et suiv.

<sup>2</sup> Kartsov 1, p. 125 ; cité par Radev, I, p. 371.

son mieux pour exciter l'opinion publique contre Battenberg. Au Département asiatique on penchait pour l'éloignement du prince qui faisait obstacle à la réalisation des plans russes <sup>1</sup>. A cet effet, on conseillait le rapprochement avec les libéraux <sup>2</sup>; ceux-ci étant russophobes depuis les événements du printemps 1881, on recommandait aux consuls russes de rejeter la responsabilité du coup d'Etat sur le prince seul <sup>3</sup>. Suivant ces directives, les généraux intensifiaient leur lutte contre les conservateurs <sup>4</sup> et sondaient l'opposition libérale en vue de chasser Alexandre.

La situation du prince était désespérée : abandonné par les conservateurs, haï par les libéraux, tyrannisé par les généraux russes qui allaient jusqu'à contrôler sa correspondance <sup>5</sup>, il ne savait que faire. C'est alors, le 22 mars/3 avril, que les trois chefs conservateurs lui présentèrent un rapport dans lequel les généraux étaient accusés de vouloir faire de la Bulgarie une province russe et de vouloir construire la voie ferrée Sofia-Roussé sans l'assentiment de la Chambre. En conséquence, les conservateurs conseillaient au prince de convoquer l'Assemblée nationale pour résoudre la crise. Si les généraux s'opposaient à la convocation de la Chambre, c'était là une occasion de provoquer leur démission que le prince n'aurait garde de refuser.

---

<sup>1</sup> Cf. lettre secrète de Sinoviev, directeur du Département asiatique, au gérant du consulat de Roussé, septembre 1882. Documents secrets, p. 43 et suiv., N° 36; cité par Hajek, p. 195.

<sup>2</sup> Cf. Documents secrets, p. 40, N° 35.

<sup>3</sup> Cf. Documents secrets, p. 43 et suiv., N° 36.

<sup>4</sup> Hagiénov dut abandonner la mairie de Sofia; le libéral Souknarov l'y remplaça. A l'aide de quelques libéraux « modérés », Sobolev fonda l'organe *Balkan*, qui paraissait en russe et en bulgare, attaquait la « clique des conservateurs » et menait une agitation en faveur de la ligne Ginzbourg. Cf. Radev, p. 380 et suiv. Fait curieux : pendant qu'à Sofia Sobolev faisait les premiers pas pour un rapprochement avec les libéraux, à Plovdiv leurs chefs Kavavelov et Slaveïkov multipliaient leurs attaques contre le gouvernement et les généraux russes dans leur organe *Nesavissimost* (Indépendance).

<sup>5</sup> Cf. Corti, p. 128.

Le rapport dévoilait également les relations des généraux avec les libéraux, ainsi que leur projet de détrôner le souverain<sup>1</sup>. Faible et découragé, Alexandre commit la trahison de remettre le document à son premier ministre. Sobolev, après l'avoir lu, traita les conservateurs d'« agents autrichiens achetés par Hirsch ». Le baron Hirsch était, en effet, le plus gros actionnaire de la Compagnie des Chemins de fer d'Orient et le général avait de quoi être furieux contre lui. Car la « conférence à quatre » qui réunissait les représentants de l'Autriche-Hongrie, de la Serbie, de la Turquie et de la Bulgarie, arrivait à un accord pour la construction de la ligne internationale. Or, Sobolev, ayant en vue le projet Ginzbourg, avait voulu soulever de nouvelles difficultés du côté bulgare. Mais la diplomatie russe ne l'avait pas soutenu. La Russie avait promis au gouvernement autrichien de ne pas entraver l'exécution de ses projets. Et l'ambassadeur russe à Vienne, le prince Lobanov, avait conseillé aux délégués bulgares d'être plus conciliants ; selon lui, les intérêts du pays exigeaient la construction immédiate de la ligne internationale qui faciliterait l'union de la Principauté avec la Roumélie<sup>2</sup>. C'est dans ce sens que le 27 avril/9 mai la convention devait être enfin signée. Elle était profitable à la Bulgarie, mais fut mal reçue par les libéraux, parce que la ligne, au lieu de passer par Skopié (Uskub) comme l'avait exigé le premier gouvernement libéral en 1880<sup>3</sup>, passait par Nish et laissait ainsi la Macédoine isolée de la Principauté.

En livrant à Sobolev le mémoire des conservateurs, le prince ne fit qu'exaspérer son premier ministre. Le général réussit à faire rappeler en Russie le successeur intérimaire de Hitrovo, Arseniev, parce qu'il envoyait au Département asiatique des rapports favorables à Battenberg. Il exigea également le renvoi d'un fonctionnaire du palais, dévoué à Battenberg, le Russe Golovine, dont la femme écrivait pour un quotidien de

---

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, pp. 375-377.

<sup>2</sup> Cf. le rapport des délégués bulgares ; cité par Radev, I, p. 419.

<sup>3</sup> Cf. ci-dessus, p. 146.

Saint-Pétersbourg des articles très défavorables au régime des généraux. Le prince s'opposa à la demande de Sobolev, donna cependant congé à Golovine pour qu'il allât en Russie détromper l'opinion slavophile sur la situation en Bulgarie. De son côté, Sobolev se hâta d'envoyer son beau-frère et secrétaire particulier Chteglov à Saint-Pétersbourg, avec mission de compromettre Golovine devant les cercles compétents <sup>1</sup>.

C'est en Russie qu'allait se jouer l'acte le plus important des relations russo-bulgares. Tous les personnages intéressés s'y donnèrent rendez-vous à l'occasion du couronnement d'Alexandre III, qui devait avoir lieu au mois de juin à Moscou. Le 9/21 mai Battenberg y arrivait après avoir fait un grand détour par Constantinople, Jérusalem, Athènes et Cetinje dans l'espoir de constituer une ligue balkanique qui serait en mesure de s'opposer à l'influence russe <sup>2</sup>. Ce voyage, dont on devina facilement les intentions politiques, ne prédisposa pas les Russes en faveur du prince. Les slavophiles l'accueillirent encore assez bien <sup>3</sup>, mais leur enthousiasme s'était sensiblement refroidi depuis sa première visite. Le télégramme qu'il avait envoyé d'Athènes à son cabinet pour lui recommander la construction de la ligne d'Orient, lui aliéna définitivement les sympathies du panslaviste Katkov, le plus influent des journalistes russes <sup>4</sup>. D'autre part, il commit une grosse imprudence en permettant à Sobolev de venir, lui aussi, en Russie. Le général se rendit directement à Saint-Pétersbourg, où il s'appliqua à noircir le prince dans l'opinion du Tsar. Ce ne fut pas difficile, car le

---

<sup>1</sup> Cf. Queillé, p. 131 ; Radev, I, p. 382.

<sup>2</sup> Cf. Langer, p. 341. La tentative échoua d'ailleurs à cause des exigences démesurées des Grecs. Cf. Corti, p. 130.

<sup>3</sup> En avril Katkov avait dit à Golovine : « Il y a beaucoup de généraux en Russie, mais il n'y a qu'une Bulgarie. La Russie ne peut ni ne doit perdre la Bulgarie à cause de la carrière d'un général. Transmettez ceci au prince et dites-lui de se hâter, sinon il sera peut-être trop tard. » Radev, I, p. 382 ; cf. aussi Corti, p. 131. Mais Battenberg n'osa pas destituer les généraux ; il craignait Saint-Pétersbourg.

<sup>4</sup> Cf. Corti, p. 130.



terrain avait été préparé par Dondoukov, Hitrovo et Obroutchev. Kartsov dit qu'à partir de cette époque, Alexandre III ne voulut plus entendre parler de son cousin <sup>1</sup>.

Deux députations bulgares avaient été envoyées aux fêtes du couronnement. L'une, déléguée par l'Assemblée conservatrice, avait comme chef le métropolite russophile Siméon et tenait nettement pour le prince. Sobolev ne put l'empêcher de venir en Russie, mais il trouva le moyen de la rendre inoffensive en la surveillant constamment, en l'accompagnant lui-même tant auprès de Giers qu'auprès de l'Empereur. Les délégués n'osèrent pas parler <sup>2</sup>. En revanche, Sobolev patronnait la seconde délégation qui avait été envoyée par les libéraux du Conseil municipal sofiote, selon le désir du général Kaulbars et contre la volonté expresse du prince. Elle fut reçue par l'Empereur en présence de Battenberg. Cette audience n'eut aucune importance politique. Les entretiens avec le ministre des affaires étrangères et le directeur du Département asiatique furent tout au contraire significatifs : Giers et Sinoviev tombèrent d'accord pour dire que le prince était nuisible « aux intérêts bulgares ». Sinoviev affirma même que Battenberg s'était vendu à l'Autriche et au baron Hirsch <sup>3</sup>. Ce qui montre que, pendant son séjour à Saint-Pétersbourg, Sobolev avait réussi à faire croire cette absurdité aux personnages les plus importants en Russie.

Ainsi l'éloignement de Battenberg s'imposait du point de vue russe. Cependant le gouvernement du Tsar avait des vues divergentes sur la façon de procéder. Deux opinions bien tranchées se dessinaient : le courant panslaviste, entraîné par le ministre de la guerre, poussait énergiquement à l'action. Les militaires, d'accord avec les comités slaves et les généraux, voulaient

---

<sup>1</sup> Cité par Hajek, p. 198.

<sup>2</sup> Giers, prévenu contre la Chambre, fit un accueil très froid à la délégation. L'attitude du Tsar à l'audience du 7/19 mai fut plus encourageante, mais, selon le récit de Siméon, cité par Radev, I, p. 384, lorsque le métropolite lui parla de la reconnaissance éternelle des Bulgares à l'égard de la Russie, il répliqua : « Il faut la prouver par des actes. »

<sup>3</sup> Selon le récit des délégués, cité par Radev, I, p. 385.



instaurer provisoirement une dictature militaire en Bulgarie, pour proclamer ensuite le protectorat russe. Après l'éloignement du prince, on réaliserait l'union des deux Bulgaries sous l'égide du Tsar<sup>1</sup>. Le courant pacifique, canalisé par le ministre des affaires étrangères, était, au contraire, désireux d'éviter les complications extérieures. Giers désavouait l'extrémisme des généraux. Avec Sinoviev il pensait qu'il était trop tôt pour s'occuper de l'Union, qu'il fallait tout d'abord rétablir la Constitution en Bulgarie et enlever au prince les pleins pouvoirs en s'appuyant sur le parti libéral. Si Battenberg s'y opposait, ce serait un prétexte bienvenu pour le renverser; s'il y consentait, on essaierait quand même de faire comprendre à l'*intelligentsia* bulgare la nécessité de son éloignement<sup>2</sup>. De cette façon, les événements garderaient l'aspect d'une affaire intérieure de la Principauté, ce qui garantirait la neutralité des Puissances<sup>3</sup>. Peu à peu Giers réussit à influencer le Tsar, qui avait été d'abord opposé au rétablissement de la Constitution.

Tandis que Sobolev montait habilement l'opinion russe contre Battenberg, celui-ci s'attirait par plusieurs maladresses l'antipathie profonde d'Alexandre III. Il eut ainsi l'idée malheureuse d'offrir un déjeuner de gala aux princes étrangers venus pour le couronnement, juste au moment où le Tsar passait trois jours dans un monastère moscovite, s'adonnant, selon la tradition russe, au jeûne et aux prières. Lorsqu'on lui en fit un reproche, Battenberg répliqua : « Si l'on m'avait donné un Empire de cent millions d'habitants, je jeûnerais non trois jours, mais trois ans ! »<sup>4</sup> Sa visite en Russie aboutissait à un échec complet : il n'avait même pas obtenu le rappel des généraux, qui l'avaient au contraire compromis complètement auprès de l'Empereur et des sociétés slavophiles.

---

<sup>1</sup> Cf. Documents secrets, p. 48 et suiv., N° 44; cité par Hajek, p. 198; et Radev, I, p. 390.

<sup>2</sup> Cf. Documents secrets, p. 52, N° 46; cité par Hajek, p. 200; et Radev, I, p. 392.

<sup>3</sup> Cf. Radev, I, p. 391.

<sup>4</sup> Radev, I, p. 386.

Le 12/24 juillet, le prince était de retour. En route il s'était arrêté à Berlin chez Bismarck et à Ischl chez l'Empereur d'Autriche-Hongrie. Tous deux avaient dû lui dévoiler les intentions russes, déjà ouvertement discutées par la presse européenne. Il est probable qu'à Ischl on lui conseilla de se débarrasser à tout prix des généraux <sup>1</sup>.

De retour en Bulgarie, le prince trouva les esprits en grande agitation. Pendant son absence, le général Kaulbars avait ouvertement comploté contre lui. Dans les milieux des officiers russes on parlait de le détrôner au moyen de l'armée. Suivant la suggestion des « triumvirs », Battenberg réunit le Conseil d'Etat pour examiner les violations de la loi commises par le régime des généraux pendant son séjour en Russie. Les conseillers remirent au prince un rapport contenant plusieurs critiques contre Sobolev et Kaulbars : tout d'abord, la population avait dû envoyer ses télégrammes de félicitations pour le couronnement du Tsar par l'intermédiaire de Sobolev, et non par celui du prince comme le prévoyait l'article XVII de la Constitution. Ensuite, Kaulbars était accusé d'avoir nommé à son gré un nombre excessif d'officiers russes, alors qu'on refusait systématiquement toute promotion aux officiers bulgares <sup>2</sup>. Le rapport concluait sur la nécessité d'un ministère responsable formé de sujets bulgares.

Avant d'entreprendre quoi que ce soit, le prince essaya de s'entendre une dernière fois avec le Tsar : il espérait encore qu'Alexandre III empêcherait le complot des généraux, si on lui révélait la véritable situation de la Bulgarie. Mais comment entrer en contact avec lui ? Giers n'aimait pas le prince ; il lui

---

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, p. 393 ; Hajek, p. 198 ; et l'article d'Aksakov du 1/13 novembre, Aksakov, p. 548 et suiv.

<sup>2</sup> Les officiers bulgares devaient choisir entre leur nationalité et leur carrière : Kaulbars avait déclaré que la condition *sine qua non* de toute promotion était un stage en Russie, où les officiers bulgares apprendraient à connaître les traditions et l'esprit de l'armée russe — le but en était sans doute une assimilation complète au corps des officiers russes.

avait refusé à plusieurs reprises la création d'une agence diplomatique bulgare à Saint-Pétersbourg <sup>1</sup>. Au début d'août, Battenberg voulut faire un dernier essai : il désigna Stoïlov comme agent diplomatique et l'envoya dans la capitale russe sans l'autorisation préalable du gouvernement russe. L'émissaire ne fut reçu par personne et, par surcroît, le *Journal de Saint-Pétersbourg*, organe officiel du ministère des affaires étrangères, railla ce pseudo-ambassadeur. Le mémoire de Stoïlov adressé à Katkov, Sinoviev et au général Démontovitch resta sans réponse.

Après l'échec de cette dernière tentative de rapprochement avec la Russie, il ne restait qu'un seul moyen à Battenberg pour se débarrasser des généraux : le rappel des libéraux, ses anciens ennemis. A ce moment la politique des libéraux sofotes était équivoque : alors que leur journal *Sasnanié* (Conscience) glorifiait les généraux russes, le maire de Sofia <sup>2</sup> préparait un accueil triomphal au prince revenant de Russie : on voulait lui montrer que la chute du « triumvirat » avait suffi pour le rendre à nouveau populaire ! <sup>3</sup> Selon Radoslavov <sup>4</sup>, la tactique des libéraux consistait à soutenir les généraux tant qu'il s'agissait d'anéantir avec leur aide la « clique des conservateurs » ; ensuite de débarrasser la Bulgarie des Russes avec le concours du prince <sup>5</sup>. C'est exactement ce qui arriva ; mais il est improbable que les libéraux aient eu un plan arrêté. C'est plutôt aux conservateurs qu'il faut attribuer l'initiative des événements qui suivirent. Il peut paraître paradoxal que le « triumvirat » lui-même ait conseillé au prince le rapprochement avec l'opposition.

---

<sup>1</sup> N'était-ce pas un indice que la Russie entendait traiter la Bulgarie comme une dépendance russe ? Sans représentant diplomatique bulgare en Russie, le prince était obligé de communiquer avec ce pays par l'intermédiaire de l'agence russe, ce qui était très gênant, vu les conflits fréquents entre Battenberg et les agents.

<sup>2</sup> Cf. ci-dessus, p. 198, note 4.

<sup>3</sup> Ce qui n'empêcha nullement les libéraux de préparer, trois semaines plus tard, un accueil tout aussi enthousiaste à Sobolev, qui s'était attardé à Saint-Pétersbourg ! Cf. Drandar, p. 160.

<sup>4</sup> Futur ministre, cf. ci-dessous, p. 248.

<sup>5</sup> Cf. Radev, I, p. 395.

Mais c'était la dernière ressource des conservateurs : ayant perdu tout prestige auprès du peuple, ils étaient impuissants à former un gouvernement. Natchovitch s'entremît pour le retour de Tsankov, qui avait été interné sur son ordre peu après le coup d'Etat de Svichtov<sup>1</sup>. Fait curieux : Kaulbars ne s'opposa pas au rappel du chef libéral, espérant que ce serait un allié contre le prince ! Reçu en audience par Battenberg, Tsankov posa comme condition de son concours le rétablissement de la Constitution ; il consentait toutefois à la révision de certains articles. Une entente sur ces bases fut signée entre Natchovitch et Tsankov le 8/20 août ; les points essentiels en étaient que le régime constitutionnel serait rétabli dans la Principauté, que le prince y donnerait son adhésion publique devant une commission composée de membres des deux partis et que, dans le plus bref délai, une assemblée générale nationale serait convoquée pour reviser certains articles de la Constitution de Tirnovo<sup>2</sup>. Quant aux généraux, ils garderaient leurs portefeuilles, en abandonnant seulement la présidence du Conseil. Tsankov voulait ainsi ménager la susceptibilité de la Russie.

Cet accord souleva le mécontentement des libéraux extrémistes, partisans fanatiques de l'intégrité constitutionnelle, hostiles à l'idée même de collaborer avec les agents du coup d'Etat. Leurs attaques contre le compromis de Tsankov se multiplièrent après le retour de Sobolev. Les négociations infructueuses entre conservateurs et libéraux se prolongeaient, lorsque, vers la fin du mois d'août, un nouveau personnage entra en scène : l'ambassadeur russe Yonine<sup>3</sup>, nommé au poste vacant de l'agence. Tous les regards se tournèrent vers cet arbitre qui venait annoncer la volonté du Tsar.

---

<sup>1</sup> Tsankov rentra à Sofia le 28 juillet/9 août 1883.

<sup>2</sup> Cf. Drandar, p. 168.

<sup>3</sup> Après avoir passé quinze ans de sa carrière diplomatique au Montenegro, il avait été récemment nommé à la légation du Brésil. Son séjour en Bulgarie n'était donc que temporaire. Son titre de ministre plénipotentiaire le plaçait en marge du corps diplomatique de Sofia dont les membres n'étaient qu'agents ou consuls généraux. Cf. Queillé, p. 141.

Après le rappel de Hitrovo, Battenberg avait demandé à Saint-Pétersbourg un agent digne de confiance, qui se tiendrait à l'écart des luttes politiques en Bulgarie et userait de son prestige de représentant de la Russie en faveur d'une conciliation. Yonine n'était certes pas la colombe attendue !<sup>1</sup> Son rôle officiel devait être celui d'un conciliateur ; mais sa véritable mission consistait à préparer le renversement du prince, selon le plan arrêté par le Département asiatique<sup>2</sup> : il s'agissait de gagner le concours du parti libéral en rétablissant la Constitution.

Le conflit entre le prince et l'agent éclata dès leur première rencontre le 21 août/2 septembre. Après avoir présenté ses lettres de créance, Yonine déclara d'une manière fort arrogante que Battenberg avait mécontenté le Tsar. Ensuite il énuméra les exigences de son gouvernement : la Russie demandait au prince de ne pas réunir la Chambre, acte qu'elle jugerait hostile<sup>3</sup>, de retenir les généraux à leurs postes pour au moins deux ans encore, de se séparer de la « clique conservatrice » et de renoncer au régime des pleins pouvoirs. Battenberg, qui ne pouvait tolérer une pareille insolence, montra la porte à l'agent. Celui-ci déclara : « En tant que M. Yonine, je demande pardon pour les expressions que j'emploie ; comme émissaire de S. M. je suis cependant obligé de les répéter, car j'ai reçu l'ordre du Tsar d'employer ce langage ! »<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Aux fêtes de son couronnement, Alexandre III avait promis à son neveu de lui envoyer le général Ehrenrooth. Cf. Corti, p. 135. A propos de la nomination de Yonine, Battenberg écrivit au prince héritier Frédéric-Guillaume : « L'Empereur m'avait promis un homme qui devait m'aider contre les généraux et m'envoya à sa place un des diplomates russes les plus mal famés (*berüchtigt*) pour aider les généraux contre moi. » Ibid., p. 140.

<sup>2</sup> Cf. ci-dessus, p. 202. Ce plan visait à établir solidement l'influence russe en Bulgarie ; la Bulgarie devait être organisée à l'instar de la Principauté de Finlande. Cf. Documents secrets, p. 52 ; cité par Hajek, p. 200 ; cf. Radev, I, p. 392.

<sup>3</sup> La Russie craignait que l'Assemblée n'exprimât un blâme à l'égard du régime des généraux.

<sup>4</sup> Yonine aurait même dit : « C'est le Tsar qui vous a donné les pleins pouvoirs et c'est lui qui vous les ôte, parce que vous en avez fait un mauvais usage » ; cf. Koch, pp. 144-145 (selon le récit de Battenberg au pasteur) ; cité par Radev, I, p. 404.

La réunion de la Chambre était fixée pour le 3/15 septembre. Entre temps Yonine travailla : une circulaire secrète ordonna aux consuls russes en Bulgarie de faire savoir partout aux libéraux que le Tsar désirait le rétablissement de la Constitution et d'organiser avec eux des manifestations contre les pleins pouvoirs, « pour que, le cas échéant, nous (c'est-à-dire les Russes) puissions nous réclamer de la volonté du peuple, exprimée publiquement » <sup>1</sup>. La majorité de l'opposition fut plus russophile que jamais ; encouragés par l'entrée en scène de Yonine, les libéraux ne voulaient rien entendre d'une réconciliation avec les conservateurs. Seul Tsankov maintenait le contact avec ses anciens adversaires. S'il détestait Natchovitch, il avait une aversion encore plus grande pour la dictature que Sobolev et Kaulbars voulaient instaurer en Bulgarie.

Comptant sur le refus du prince de renoncer aux pleins pouvoirs, les généraux prenaient des mesures pour renverser de force « l'ennemi de la Russie et des slaves ». Kaulbars annonça son plan aux officiers russes, qui ne montrèrent cependant aucun enthousiasme. Le complot échoua grâce à la fidélité d'un d'entre eux qui prévint Battenberg à temps. Lorsque, au milieu de la nuit, les généraux demandèrent à être admis auprès du prince, prétextant une affaire urgente, ils trouvèrent le palais gardé par des troupes fidèles ; Battenberg refusa de les recevoir.

Le lendemain, le prince fit appeler son premier ministre et demanda sa démission. Le général Sobolev répondit aussitôt qu'il regrettait infiniment de ne pouvoir se conformer aux désirs de Son Altesse, les ordres qu'il avait reçus du Tsar lui enjoignant de demeurer à son poste ! <sup>2</sup> « Vous pouvez être ministre en Bulgarie, mais vous n'êtes plus le mien », répliqua Battenberg, en mettant fin à cette audience orageuse <sup>3</sup>.

Dans une seconde rencontre avec le prince, Yonine réitéra les exigences russes sous la forme d'un ultimatum : renonciation aux pleins pouvoirs ; rétablissement et révision de la Constitution ;

<sup>1</sup> Radev, I, p. 406, selon Documents secrets.

<sup>2</sup> Cf. Queillé, p. 142 ; Drandar, p. 170.

<sup>3</sup> Drandar, p. 170.

maintien des généraux à leurs postes, jusqu'à ce que la grande Assemblée ait révisé le statut; changement de la prochaine session de la Chambre en session extraordinaire, la Chambre n'ayant droit d'examiner que les deux conventions internationales, à savoir, l'accord de Vienne relatif à la voie ferrée Zaribrod-Vakarel, et l'accord russo-bulgare relatif au payement de la dette d'occupation. Yonine insistait sur cette dernière clause pour ôter à la Chambre la possibilité d'exprimer sa critique à l'égard du gouvernement Sobolev. Il tenait à éviter toute crise précipitée, qui risquerait de compromettre définitivement le renversement du prince. Il était paradoxal de voir la Russie mettre en tête de ses revendications le rétablissement de la Constitution, après avoir en la personne d'Ehrenrooth contribué à la renverser. Le prince refusa d'accepter l'ultimatum tel quel, mais n'eut pas le courage d'insister sur la démission de Sobolev. Par sa proclamation du 30 août/11 septembre il manifesta sa volonté de compromis : il annonçait qu'une commission nommée par lui élaborerait un projet de Constitution qui serait soumis à la grande Assemblée. « Jusqu'à l'époque de la promulgation de la Constitution, déclarait-il, nos ministres conserveront leurs portefeuilles, en bornant leur activité uniquement à l'expédition des affaires courantes, et en observant une stricte neutralité dans tout ce qui concerne la politique intérieure. »<sup>1</sup> Le 6/18 septembre la Chambre — en majorité conservatrice — vota à l'unanimité une adresse au prince, le priant de rétablir la Constitution de Tirnovo<sup>2</sup>. Battenberg consentit, sachant que c'était là le seul moyen de se concilier l'opposition libérale dont le concours lui était indispensable pour déjouer les plans russes. Le manifeste princier du 7/19 septembre 1883 annonça le retour au régime constitutionnel<sup>3</sup> — les pleins pouvoirs avaient vécu.

---

<sup>1</sup> Le texte intégral de la proclamation est cité par Drandar, p. 171 et suiv.

<sup>2</sup> L'adresse fut rédigée par une commission de six conservateurs et six libéraux. Cf. Drandar, p. 177.

<sup>3</sup> La session extraordinaire de la Chambre était transformée en session législative ordinaire, chargée d'examiner certains articles de la Constitution en vue d'une révision.



Ce coup de théâtre, habilement mis en scène par Natchovitch et Tsankov qui pendant toute la crise avaient collaboré conformément à leur accord du 8/20 décembre <sup>1</sup>, décida du sort des généraux Sobolev et Kaulbars. Comme ils étaient venus défendre un parti contre l'autre, leur mission devenait sans objet en présence du rapprochement des deux partis. « Appelés par les conservateurs en Bulgarie pour y exercer un gouvernement de combat », dit Drandar <sup>2</sup>, « ils firent d'abord consciencieusement le jeu de ceux-ci et persécutèrent les libéraux. S'étant brouillés ensuite avec les premiers, ils se rapprochèrent du parti adverse. Pour maintenir l'équilibre dans ce jeu de bascule, il eût fallu être du pays, y posséder soi-même de nombreux partisans <sup>3</sup>. Conservateurs et libéraux ayant eu successivement à se plaindre des généraux, une alliance entre eux était fatale. » Celle-ci n'avait pu être réalisée que grâce à l'exagération des procédés russes. Le patriotisme de Tsankov, qui craignait par-dessus tout une dictature de la Russie <sup>4</sup>, avait été plus fort que ses rancunes d'homme de parti. L'entente entre conservateurs et libéraux avait mis hors question le renversement du prince, recommandé par les généraux ; dès lors, ceux-ci n'avaient qu'à se retirer. Ils motivèrent leur démission en alléguant l'impossibilité de maintenir une Chambre élue sous le régime des pleins pouvoirs, du moment qu'on rétablissait la Constitution. Prétexte curieux pour ceux qui avaient rêvé d'être dictateurs ! Il leur valut néanmoins les sympathies des libéraux intransigeants qui les acclamèrent

---

<sup>1</sup> Cf. ci-dessus, p. 205.

<sup>2</sup> Drandar, p. 181.

<sup>3</sup> Le manque de tact des généraux avait contribué à leur impopularité : mal vus par les consuls étrangers, auxquels ils parlaient comme représentants de la grande Russie et non comme ministres bulgares, détestés par Battenberg qu'ils traitaient en vassal russe, ils s'étaient en outre aliéné les sympathies des officiers bulgares, en nommant, comme nous l'avons vu, un nombre excessif de Russes aux postes importants de l'armée.

<sup>4</sup> Selon les confidences que Sobolev eut l'imprudence de faire à Tsankov, le gouvernement russe désirait que la grande Assemblée, au lieu d'élaborer une nouvelle Constitution, demandât l'établissement d'un protectorat russe sur la Bulgarie. Cf. Corti, p. 143 et suiv.



comme des héros du constitutionnalisme ! Le 15/27 septembre, Sobolev et Kaulbars quittaient Sofia pour toujours. Ironie suprême : au banquet d'adieu, offert aux généraux par les russophiles, figurait aussi Tsankov, le chef du nouveau gouvernement de coalition ! Par ce geste un peu ridicule et très politique, il espérait calmer l'opinion russe qui probablement, à l'arrivée des deux vaincus, se déchaînerait contre les Bulgares <sup>1</sup>.

En Russie on était furieux. Aksakov subodorait derrière les événements de septembre les intrigues de l'Autriche-Hongrie dont les partis bulgares avaient été les « victimes » <sup>2</sup>. Selon lui le peuple restait cependant fidèle à la Russie ; le panslaviste concluait donc que « tout Bulgare (conservateur ou libéral) capable de comploter contre la Russie était un traître à son peuple, méprisable jusqu'à la moelle de ses os » <sup>3</sup>.

Lorsque Battenberg informa Yonine de l'accord survenu entre les partis, le diplomate lui déclara en propres termes : « Nous savons maintenant à quoi nous en tenir. Vous nous avez trompés : vous vous en repentirez. » <sup>4</sup> Yonine ne tarda pas à employer la tactique traditionnelle des agents russes : il intrigua avec l'opposition formée par les libéraux radicaux, hostiles à toute entente avec les conservateurs. Leur chef Karavelov, revenu de Plovdiv à Sofia, devint un visiteur assidu de l'agence russe. Yonine, reprenant la politique ferroviaire de Sobolev, voulut profiter entre autre de Karavelov pour empêcher la Chambre d'approuver

---

<sup>1</sup> Cf. Queillé, p. 150.

<sup>2</sup> Ce qui n'était pas tout à fait exact. Pendant toute la crise, l'Autriche-Hongrie, qui n'avait nulle envie de s'opposer ouvertement à la Russie au sujet de la Bulgarie, avait encouragé le prince à résister à la tyrannie des généraux. Mais dès que les buts qu'elle poursuivait en Bulgarie furent atteints par la signature de la convention relative à la ligne Zaribrod-Vakarel, la diplomatie autrichienne changea de ton et recommanda à Battenberg la modération et le rapprochement avec la Russie. Le comte de Biegeleben, un ami personnel du prince, avait de la peine à se soumettre aux instructions contradictoires de Kálnoky. Cf. Corti, p. 144 et suiv.

<sup>3</sup> Article du 1/13 octobre 1883. Cf. Aksakov, p. 535.

<sup>4</sup> Queillé, p. 148.

la convention de Vienne signée par la Conférence à quatre. Le chef libéral désapprouvait cette convention parce que la ligne en question ne passait pas par la Macédoine. Mais, malgré l'opposition qu'il fit au Sobranié, la Chambre accepta le projet le 6/18 octobre, au grand dépit de l'agent russe <sup>1</sup>.

En outre, les conservateurs avaient fait adopter par l'Assemblée la proposition de diviser le ministère de la guerre en deux départements, l'un militaire, l'autre purement administratif. Les titulaires de ces deux divisions seraient responsables devant le prince et la représentation nationale. En scindant ce ministère et en le soumettant au contrôle législatif, on en diminuait l'importance. Cette mesure fut mal vue en Russie, à cause des intentions qu'elle mettait en évidence. En apprenant le vote, Yonine s'écria que le Sobranié venait de « déclarer la guerre à la Russie » <sup>2</sup>. Une dépêche chiffrée de l'agent, qui tomba entre les mains du prince, se terminait par ces mots : « Il est temps de lâcher la foule sur lui » <sup>3</sup>, c'est-à-dire sur le prince lui-même.

Battenberg n'avait plus aucun défenseur à la cour du Tsar où, depuis la mort du Libérateur, le nombre de ses ennemis ne faisait qu'augmenter <sup>4</sup>. L'arrivée à Saint-Pétersbourg des deux généraux déchus provoqua un nouvel incident fâcheux : par leurs intrigues, Kaulbars et Sobolev obtinrent le rappel des officiers russes qui par leur fidélité au prince avaient fait échouer le complot du mois de septembre : l'aide de camp Polzikov, ami de Battenberg, et le général Liessovoï, commandant de l'artillerie <sup>5</sup>. Battenberg fut profondément blessé par ce procédé. Devant le conseiller financier Queillé, reçu en audience le 14/26 octobre, il s'écria, cédant à une émotion violente : « Qu'on

---

<sup>1</sup> La Chambre approuva également la convention relative à l'amortissement de la dette d'occupation, signée par Sobolev en juillet à Saint-Pétersbourg.

<sup>2</sup> Queillé, p. 157. La décision de la Chambre s'appuyait sur les articles 11 et 153 de la Constitution de Tirnovo.

<sup>3</sup> Queillé, p. 169.

<sup>4</sup> Il s'en plaignait au conseiller financier français ; cf. Queillé, p. 174.

<sup>5</sup> L'ordre pour leur rappel (non motivé) arriva à Sofia le 12/24 octobre 1883.

me frappe dans ma personne, je l'admets ; qu'on frappe à cause de moi ceux qui m'aiment, et parce qu'ils m'aiment, je me sens déchiré. Ah ! Russie, où te mène-t-on ? N'est-il pas vrai qu'on en arrive à comprendre le nihilisme... quand un souverain, livré à toutes les intrigues, mord à tous les caprices d'un ramassis d'ambitieux... etc., etc. » <sup>1</sup> Dans son premier mouvement de colère le prince procéda à des représailles : il destitua de leurs fonctions les officiers russes de sa suite, exigea la démission de Roediger, ministre par interim de la guerre et rappela les trente-six officiers bulgares attachés à l'armée russe.

Mais Battenberg était mal placé pour entreprendre une lutte ouverte avec la Russie : les conservateurs, bien que dévoués, étaient impuissants, les libéraux restaient sur la réserve, le peuple aimait la « Libératrice » et de l'Europe il ne pouvait s'attendre à aucun appui. Bismarck estimait que l'Allemagne n'avait pas d'intérêts directs dans les Balkans, mais qu'en revanche elle ne pouvait se passer de l'alliance russe — c'est pourquoi il soutenait la politique russe en Orient et s'efforçait d'apaiser tous les conflits entre Saint-Pétersbourg et Vienne <sup>2</sup>. Sous l'influence du Chancelier de fer aussi, Kálnoky, le ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, était prêt à sacrifier le prince à une entente austro-russe dans les Balkans <sup>3</sup>. Seule l'Angleterre manifestait ses sympathies pour le jeune souverain

---

<sup>1</sup> Queillé, p. 182.

<sup>2</sup> En novembre 1883, Bismarck et Giers se rencontrèrent à Friedrichsruhe pour discuter du renouvellement de l'Alliance des trois Empereurs. Cf. *Die grosse Politik*, III, N° 611. Le 27 mai de l'année suivante, les négociations entre les dirigeants russe, allemand et autrichien aboutirent à la signature d'un protocole qui prolongeait l'accord pour une période de trois ans.

<sup>3</sup> Bismarck pensait que la solution la plus satisfaisante serait un partage des Balkans en zones d'influence entre la Russie et l'Autriche-Hongrie : la Russie se réserverait tous les droits en Bulgarie, mais laisserait l'Autriche libre en Bosnie et en Serbie. Selon Bismarck, l'Autriche avait tacitement admis les prétentions russes lorsqu'en 1881 elle avait laissé aux Russes la décision relative à l'union de la Bulgarie et de la Roumélie Orientale. Cf. *Die grosse Politik*, III, N°s 635, 636.

bulgare, mais son appui n'était que moral <sup>1</sup>. Dans ces conditions Battenberg ne pouvait qu'envisager une réconciliation avec son « protecteur » le Tsar. Il lui envoya deux lettres expliquant sa conduite et protestant de son dévouement <sup>2</sup>. Alexandre III se montra plus arrangeant qu'on ne l'avait espéré. Yonine avait désapprouvé dans un rapport le rappel des deux officiers russes, une faute à son avis <sup>3</sup>. La Russie venait de se rendre compte que la participation de ses officiers à la politique bulgare n'avait amené que des complications. On commençait à comprendre qu'on n'obtiendrait aucun résultat positif par des procédés de force employés contre un souverain plus populaire qu'on ne l'avait cru ; on craignait surtout l'intervention des Puissances, que l'État-major voulait éviter de provoquer avant l'achèvement de ses préparatifs militaires en Bulgarie <sup>4</sup>. Une entente qui endormirait les méfiances du prince et celles de l'Europe apparaissait opportune. C'est pourquoi le baron Kaulbars <sup>5</sup> fut envoyé de Saint-Pétersbourg en Bulgarie, avec mission de signer une convention militaire avec la Principauté. Cette fois-ci l'émissaire était bien choisi. Arrivant à Sofia le 29 octobre / 10 novembre 1883, il fit tout de suite preuve de tact en refusant de voir aucun des officiers russes avant d'être reçu par le prince <sup>6</sup>. La convention qu'il soumit au Conseil des ministres était inacceptable du point de vue bulgare, mais Kaulbars, personnellement bien disposé envers le prince et désirant mener sa tâche à bien, se montra très arrangeant et consentit à toutes les modifications proposées par les ministres bulgares. Ceux-ci firent

---

<sup>1</sup> Si la reine Victoria prenait ouvertement parti pour son neveu, le cabinet pacifique de Gladstone voulait éviter de provoquer la Russie. Cf. Corti, p. 148 et suiv. ; Langer, p. 342 et suiv.

<sup>2</sup> Les lettres furent remises, l'une au général Liessovoï, l'autre au ministre des affaires étrangères Balabanov, également porteur de la convention relative aux frais d'occupation.

<sup>3</sup> Cf. Queillé, p. 185.

<sup>4</sup> Cf. lettre confidentielle de Yonine au consul de Roussé, citée par Hajek, p. 202.

<sup>5</sup> Frère du général, attaché militaire à Vienne.

<sup>6</sup> Cf. Queillé, p. 224.

tout pour introduire dans l'accord des clauses qui, en augmentant le pouvoir du prince au détriment des officiers, réduiraient l'influence russe. La convention, signée le 3/15 novembre, stipulait que le ministre de la guerre serait nommé par le prince avec le consentement du Tsar ; qu'à l'égal des autres ministères, celui de la guerre serait responsable devant la Chambre et soumis à un contrôle financier ; que les officiers russes au service bulgare obéiraient aux lois militaires du pays et répondraient de leurs actes devant le souverain et le gouvernement ; on leur défendait d'occuper des postes quelconques dans l'administration et dans la police ; ils ne pouvaient prolonger leur séjour en Bulgarie au delà de trois ans. Cette convention mettait fin à l'arbitraire régnant dans l'organisation militaire bulgare — Battenberg devenait de fait le chef suprême de l'armée (il l'était de droit conformément à l'article XI de la Constitution). Kaulbars acheva sa mission en arrangeant la réconciliation officielle de Yonine avec le prince : au dîner d'adieu offert au baron, l'agent porta un toast à la santé de Battenberg <sup>1</sup>.

Il s'en suivit une détente sensible dans les relations russo-bulgares : Liessovoï et Polzikov rentrèrent en grâce et on ne parla plus du rapatriement des officiers bulgares. Le revirement dans l'opinion publique russe fut marqué par un article paru au début de décembre dans *Novoé Vremia*, un des journaux les plus hostiles à Battenberg lors de la crise de septembre 1882. A présent, il désavouait l'extrémisme des généraux et recommandait au futur représentant russe d'« être autant que possible réservé et de ne pas oublier que toute ingérence dans les affaires du pays ne pouvait que nuire au but que la Russie avait en vue... » <sup>2</sup>.

Mais le prince gardait quelque amertume envers les Russes. Il disait à Queillé : « Je n'oublierai pas la conduite des Russes à mon égard. Ils reconnaîtront un jour qu'ils ont commis une lourde faute, car on aura beau rogner mes pouvoirs, on ne

---

<sup>1</sup> Cf. Queillé, p. 240.

<sup>2</sup> Cf. Queillé, p. 305.

m'enlèvera jamais une certaine influence sur mon peuple et jamais non plus je ne redeviendrai ce que j'étais en arrivant ici, plus Russe que qui que ce soit. » <sup>1</sup>

Le 5/17 décembre le nouveau projet de loi constitutionnelle <sup>2</sup> fut voté malgré la forte opposition des libéraux <sup>3</sup>. Pour Battenberg la décision de l'Assemblée représentait surtout une victoire remportée sur Yonine : le refus de la Chambre, en entraînant la dislocation du cabinet, aurait laissé le prince en très fâcheuse posture. <sup>4</sup> Dans sa joie, il déclarait : « Je suis décidé à rester campé sur le terrain constitutionnel. Ce sera ma meilleure garantie contre les Russes eux-mêmes. » <sup>5</sup> Qu'il nous soit permis de citer le commentaire intéressant de Queillé : « La Constitution de Tirnovo que le prince avait étranglée de ses propres mains et couchée, il n'y a pas trente mois, dans le tombeau de Svichtov, devenue, en ressuscitant, le palladium de ce même prince contre ces mêmes Russes qui l'ont inventée dans la personne de Dondoukov, qui l'ont tuée ensuite par l'intermédiaire du général Ehrenroot et qui en avaient fait, au temps de Sobolev et Kaulbars, leur grand cheval de bataille, pour esquisser maintenant un retour offensif... Quelle ironie ! Quel comble ! » <sup>6</sup>

L'année 1884 amena de nouveaux changements dans la principauté. En janvier, le gouvernement de coalition avait fait place à un nouveau cabinet purement libéral sous la présidence de Tsankov. Un mois plus tard arrivait à Sofia le nouveau ministre

---

<sup>1</sup> Queillé, p. 259 (audience du 7 décembre).

<sup>2</sup> Ce projet prévoyait deux Chambres avec un corps nouveau ayant à peu près le caractère d'un conseil ministériel permanent. Cf. Drandar, p. 198.

<sup>3</sup> Une scission s'était produite au sein du parti libéral : les deux ailes se groupaient autour des anciens amis Tsankov et Karavelov. Le ministre-président se défendait contre les attaques de ses partisans en expliquant que les changements à apporter ne seraient applicables que dans trois ans, après un essai loyal de la Constitution de Tirnovo, et si la Chambre ordinaire leur donnait son approbation. Cette déclaration impliquait l'enterrement de fait de la constitution nouvelle. Cf. Drandar, p. 199.

<sup>4</sup> Cf. Queillé, p. 291.

<sup>5</sup> Ibid., p. 292 (audience du 21 décembre).

<sup>6</sup> Ibid., p. 345.

de la guerre, le prince Cantacuzène, qui gagna aussitôt les sympathies du corps diplomatique. Il se tenait un peu à l'écart de Yonine et de Kaulbars, signalant ainsi sa résolution de ne pas se mêler aux discussions politiques. L'agent, tout au contraire, n'avait pas abandonné ses menées <sup>1</sup> — il intriguait avec l'opposition radicale, où l'on parlait d'un renversement du prince. Battenberg lui-même était convaincu que, malgré les améliorations de forme dans les relations russo-bulgares, les Russes continuaient à vouloir sa perte. Plusieurs indices justifiaient son inquiétude : l'agitation perpétuelle de Yonine ; le séjour prolongé du baron Kaulbars à Sofia après la signature de la convention ; le refus de sept ou huit généraux russes, que la Russie lui avait proposés pour le ministère de la guerre, d'accepter ce poste — refus paradoxal dans un pays autocratique — ; enfin le fait que, peu après la chute de Kaulbars et Sobolev, son beau-frère, Valdemar de Danemark, avait été sollicité de recueillir sa succession. La *Gazette de Moscou* allait même jusqu'à préconiser une république en Bulgarie sous la présidence du gouverneur de la Roumélie, Aleko Pacha <sup>2</sup>.

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, Battenberg se soit montré prêt à une réconciliation avec son ancien premier, Karavelov <sup>3</sup>, qui, devenu chef de l'opposition que les radicaux faisaient à Tsankov, entendait se détacher des Russes et gagner la faveur du prince en vue d'une prochaine reprise du pouvoir. Lors d'une audience que lui accorda Alexandre le 2/14 mars,

---

<sup>1</sup> Il préconisait un renversement par la « voie légale », c'est-à-dire une abdication volontaire du prince à la suite d'une demande de son gouvernement. De la sorte une intervention de la Porte ne se justifierait pas ; si celle-ci avait quand même lieu, « alors nous (les Russes) aussi nous serons obligés d'affirmer nos droits, le cas échéant, en employant même la force ». Documents secrets, p. 59 et suiv., N<sup>o</sup> 55 ; cf. Hajek, pp. 202-203.

<sup>2</sup> Cf. Queillé, p. 350 et suiv.

<sup>3</sup> Leur rupture datait du coup d'Etat de Svichtov. Karavelov avait fui à Plovdiv (Philippopoli), d'où il avait mené avec Slaveïkov une puissante campagne de presse contre le régime des pleins pouvoirs.



ils tombèrent d'accord pour dénoncer le régime des généraux et la politique de Yonine.<sup>1</sup>

L'agent russe fut rappelé le même mois en Russie, parce que son attitude grossière à l'égard du prince avait choqué toutes les Puissances. Dans un entretien avec le comte Shouvalov, ambassadeur russe à Berlin, Bismarck avait exprimé l'espoir de voir bientôt un autre représentant de la Russie en Bulgarie<sup>2</sup>. On choisit le diplomate Koyander, qui venait directement de Pékin. Dès le jour de son arrivée, le nouvel agent déclara que le Tsar ne désirait pas maintenir Alexandre Battenberg sur le trône bulgare<sup>3</sup>. A l'égal de ses prédécesseurs, Koyander pensait détrôner le prince à l'aide des libéraux. C'est pourquoi on le vit soucieux de rétablir l'unité dans le parti — à cette fin il organisa une rencontre entre Tsankov et Karavelov à l'agence même<sup>4</sup>. Battenberg ne soupçonna rien de cette entrevue. De son côté, il tenait à la réconciliation des deux fractions libérales pour en faire un instrument puissant contre la Russie. A un bal au palais, le prince essaya en vain de gagner Tsankov et Karavelov à l'idée de collaborer dans un nouveau cabinet<sup>5</sup>. L'accord ne se réalisa pas et les élections de juin ne firent qu'aggraver le conflit. Les conservateurs s'étant retirés de la scène, la bataille électorale se déroula presque exclusivement entre les deux ailes du parti libéral. La grande majorité était pour Karavelov qui devint président de la Chambre. Aussitôt le ministère Tsankov démissionna.

---

<sup>1</sup> Karavelov avait été en excellentes relations avec l'agence russe tant qu'il croyait y gagner quelque chose.

<sup>2</sup> Cf. Radev, I, p. 457.

<sup>3</sup> Cf. Slavéïkov, p. 128, cité par Radev, I, p. 457.

<sup>4</sup> Les deux chefs libéraux y discutèrent du renversement de Battenberg. Tsankov estimait que seul un gouvernement de coalition saurait endosser la responsabilité d'un tel acte. Mais Karavelov ne voulait pas entendre parler des conservateurs. C'est du moins ce que raconte Tsankov lui-même. Cf. Radev, I, p. 458 et suiv.

<sup>5</sup> Cf. Radev, p. 460.

Le 29 juin/11 juillet Karavelov formait le nouveau cabinet radical sous sa présidence<sup>1</sup>. Dans ce cabinet, il n'y avait qu'une seule volonté, celle du premier ministre. A l'extérieur, Karavelov chercha à débarrasser la Bulgarie de la tutelle russe en améliorant ses relations avec l'Occident. Sur ce point, prince et président s'accordaient. En Russie, leurs actions ne cessaient de baisser, ce qui contribuait à les rapprocher. La tension entre la Russie et la Principauté avait de nouveau augmenté vers la fin de l'année. La Russie s'estimait trompée par le ministère Karavelov qui n'avait pas chassé le prince. Koyander envoya un agent à Saint-Pétersbourg pour dénoncer au Département asiatique la « trahison » du ministre-président<sup>2</sup>. La diplomatie russe maintenait son attitude : la sentence prononcée contre Battenberg était irrévocable. La presse russe discutait ouvertement le renversement du prince ; Aksakov présentait mélancoliquement ce renversement comme le dénouement inévitable des relations russo-bulgares. A Sofia, l'agent russe avait laissé tomber son masque de politesse et ignorait Battenberg avec ostentation : lorsque le 6/18 avril, à l'occasion du millénaire des saints Cyrille et Méthode, Koyander répondit au toast porté à la santé du Tsar, il ne mentionna même pas le nom du souverain bulgare !<sup>3</sup>

A l'intérieur aussi Battenberg avait des ennemis. Tsankov s'était fait le chef de l'opposition ; avec la devise « la Bulgarie ne peut exister sans la Russie » il avait gagné de nombreux partisans parmi les paysans. Devenu du jour au lendemain russophile convaincu, il estimait que, pour la Bulgarie, il n'y avait d'autre issue que l'éloignement du prince. L'auteur de la fameuse lettre du « miel et de l'aiguillon »<sup>4</sup> allait jusqu'à admettre

---

<sup>1</sup> Le prince Cantacuzène restait au ministère de la guerre.

<sup>2</sup> Cf. Radev, I, p. 478.

<sup>3</sup> Cf. Tsanov, cité par Radev, I, p. 479. Les lettres de Koyander au directeur du Département asiatique, Sinoviev, révèlent des détails intéressants sur les menées de l'agent, ainsi que sur ses rapports avec Tsankov. Cf. Avanturi, pp. 3-11.

<sup>4</sup> Cf. ci-dessus, p. 160.

la nécessité d'une occupation temporaire de la Principauté par les Russes ! L'explication que Tsankov lui-même donne de ce revirement complet est la suivante : « Tant qu'il s'agissait de démêlés avec un agent ou un général russe, notre tâche avait un sens ; mais résister au Tsar lui-même eût été de la folie. Seul un homme naïf comme le prince Alexandre pouvait croire cela possible. » <sup>1</sup> Mais il fallut surtout sa haine implacable contre Karavelov pour mettre le vieux politicien en contradiction avec tout son passé. Pendant l'été 1885, l'opposition des « tsankovistes » et des conservateurs <sup>2</sup> atteignit son apogée <sup>3</sup>. A tous les mécontentements on trouvait la même cause : « Nous sommes mal avec la Russie ! » <sup>4</sup> Le doute s'introduisit jusque dans les rangs des libéraux : que pouvait la petite Bulgarie contre un si puissant adversaire ? La colère du Tsar serait terrible, si elle s'abattait sur le pays. On ne voulait pas détrôner le prince, devenu populaire depuis le rétablissement de la Constitution <sup>5</sup>, mais on sentait que la crise ne pourrait être évitée.

Tel était l'état de choses en Bulgarie lorsqu'au début de septembre 1885 survint un événement qui devait changer à fond la situation : la révolution de Roumélie.

---

<sup>1</sup> Cité par Radev, I, p. 481.

<sup>2</sup> Les conservateurs n'avaient plus aucune importance politique depuis le triomphe des libéraux.

<sup>3</sup> On appelait Karavelov un traître, on critiquait ses mesures contre les révolutionnaires macédoniens, on attaquait sa politique financière, etc.

<sup>4</sup> Radev, I, p. 478.

<sup>5</sup> Battenberg trouva des adhérents surtout parmi les « jeunes », élément révolutionnaire qui apercevait le salut de la Bulgarie dans une lutte contre la politique russe dans leur pays. Le prince établit le contact avec eux par l'intermédiaire de son secrétaire Golovine, un ami des « jeunes », qui entreprit plusieurs voyages en Roumélie, centre de l'agitation révisionniste.

## CHAPITRE V

### LA RUSSIE ET LA QUESTION ROUMÉLIOTE

Il nous faut revenir quelque peu en arrière pour retracer les événements de Roumélie à partir de l'occupation russe.

Comme chef du gouvernement provisoire de cette province les Russes avaient nommé le général Stolipine, à cause de sa culture européenne et de sa connaissance des langues. Son poste, en effet, exigeait un contact constant avec la commission internationale chargée d'élaborer le statut organique de la Roumélie <sup>1</sup>. En conflit permanent avec les représentants russes, le prince Tseretelev et le colonel Schepelev, les commissaires européens travaillaient dans des conditions très peu favorables. Partout la population manifestait son indignation contre le traité de Berlin. A plusieurs reprises la commission dut interrompre ses délibérations pour recevoir des délégations populaires, ou bien pour accepter des pétitions signées par les notables du pays.

L'agitation, menée par l'*intelligentsia* rouméliote, était efficacement soutenue par les officiers russes et encouragée par le prince Dondoukov, que sa nomination de commissaire impérial de la Principauté n'avait nullement porté à se désintéresser des affaires de Roumélie <sup>2</sup>. Alexandre II lui-même écrivait au général Totleben, commandant en chef des troupes d'occupation : « Les

---

<sup>1</sup> Le siège de la commission internationale fut transféré le 21 octobre / 2 novembre 1878 de Constantinople à Plovdiv malgré l'opposition de la Russie, qui voulait avoir les mains libres en Roumélie aussi longtemps que possible. Elle soutenait que l'administration civile de la province était son affaire, tandis que la commission européenne, chargée de l'administration financière conformément à l'article XIX du traité de Berlin, prétendait que les finances étaient inséparables de l'administration civile. Cf. Hajek, p. 144 et suiv.

<sup>2</sup> Cf. ci-dessus, p. 119 et suiv.

sympathies des Bulgares se trouvant sous notre gouvernement (c'est-à-dire les sujets de la Principauté) pour leurs compatriotes qui restent sous le pouvoir turc, sont pleinement compréhensibles. Voilà pourquoi je crains que la formation d'une prétendue Roumélie Orientale selon le traité de Berlin ne s'avère irréalisable en fait. Il nous serait très agréable, que les membres de la commission européenne s'en persuadent eux-mêmes. » <sup>1</sup>

En dépit de ses sympathies personnelles, le Tsar était néanmoins partisan d'une stricte observation du traité de Berlin. Il craignait que les Bulgares ne se laissassent entraîner à des actes violents qui, selon le traité de Berlin, justifieraient une intervention armée de la Porte, qu'il savait soutenue par l'Angleterre <sup>2</sup>. Stolipine était chargé de faire connaître la position d'Alexandre II à la commission européenne, qui avait protesté contre le double jeu des autorités russes <sup>3</sup>. Le général fut chargé d'accompagner la commission dans ses tournées d'inspection pour éviter des incidents fâcheux, que l'attitude russe avait encouragés. Des Cosaques devaient veiller au maintien de l'ordre <sup>4</sup>. La Russie officielle, puisqu'elle n'était pas en état de remédier à la situation, conseillait aux Bulgares la résignation. Le prince Tseretlev, d'accord avec les autres commissaires européens, essayait de calmer les esprits en promettant un statut très libéral. Le règlement définitif provoqua, en effet, la satisfaction générale. Mais ce que les Rouméliotes craignaient surtout, c'était le retour des garnisons turques, auquel la Porte

---

<sup>1</sup> Lettre du 3/15 novembre 1878; citée par Tatichtchev 1, II, p. 479.

<sup>2</sup> Cf. sa lettre à Totleben du 23 février 1879 (a. st.); citée par Tatichtchev 1, II, p. 481.

<sup>3</sup> Lorsque la commission procéda à un examen de la situation financière de la province, on découvrit une facture extrêmement compromettante pour la politique russe, qui contenait les lignes suivantes : « Frais de voyage pour les délégués chargés de protester contre le traité de Berlin : 151 roubles et 97 kopeks. » Le commissaire anglais Drummond ne ménagea pas ses sarcasmes aux représentants russes qui avaient nié toute complicité de la Russie avec le mouvement unioniste. Cf. Radev, I, p. 113.

<sup>4</sup> Cf. Hajek, p. 146.

avait un droit formel<sup>1</sup>. La question devenait brûlante, car la période de l'occupation tirait à sa fin. Les Russes s'étaient appliqués à créer une milice locale qui permettrait aux Bulgares de défendre leur indépendance. L'ordre du général Stolipine du 31 décembre 1878/12 janvier 1879 avait donné naissance aux fameuses « Sociétés de gymnastique » ; on y recrutait les jeunes à partir de 18 ans, et on les faisait instruire par des officiers russes. Le Tsar approuvait et avait autorisé l'envoi des armements nécessaires<sup>2</sup>. En face de l'enthousiasme de la population, qui avait montré une aptitude remarquable à l'organisation militaire<sup>3</sup>, les représentants européens avaient informé leurs gouvernements que les Turcs ne sauraient entrer dans la province sans provoquer une effusion de sang. Les officiers russes conseillaient aux Bulgares de résister à tout prix et contribuaient à l'agitation générale par des discours véhéments<sup>4</sup>.

C'est alors que, le 24 avril/6 mai, arriva le général Obroutchev avec une proclamation d'Alexandre II, garantissant à la population rouméliote qu'à part le gouverneur-général (d'origine bulgare) nommé par la Porte avec l'assentiment des Puissances, elle ne verrait point d'autorités turques dans le pays. Avant de venir à Plovdiv, Obroutchev s'était arrêté à Constantinople pour transmettre au Sultan une lettre autographe du Tsar, demandant comme faveur personnelle qu'on n'envoyât point de troupes ottomanes en Roumélie. Abdul-Hamid avait autorisé le général à rassurer la population bulgare à ce sujet tout en ajou-

---

<sup>1</sup> Une délégation bulgare fit le tour des capitales européennes pour demander qu'on empêchât la Turquie d'établir des garnisons dans les Balkans. Partout on lui donna la même réponse : les décisions de Berlin étaient immuables ! A Londres, les délégués ne furent même pas reçus. L'ambassadeur russe Lobanov les accueillit très favorablement, mais n'était pas en mesure de les rassurer.

<sup>2</sup> Cf. ses lettres à Totleben du 12/24 octobre et du 19/31 octobre 1878 ; citées par Tatichtchev 1, II, p. 480.

<sup>3</sup> Cf. ci-dessus, p. 121.

<sup>4</sup> A Sliven le général Skobelev exhortait les Bulgares à mourir tous sur la frontière plutôt que de laisser entrer un soldat turc en Roumélie. Cf. Radev, I, p. 125.

tant que la Porte ne renonçait pas à son droit formel <sup>1</sup>. Le manifeste du Tsar <sup>2</sup>, dont Obroutchev donna solennellement lecture dans la cathédrale de Plovdiv, invitait en outre les Rouméliotes à se plier aux décisions de Berlin, soulignant que toute violation du statu quo ne saurait qu'entraîner de nouvelles souffrances pour le pays et compromettre la renaissance nationale.

Rassurés par la déclaration impériale, les esprits se calmèrent. Pendant les deux ans qui suivirent, l'ordre régna dans la province qui menait une existence presque idyllique ; moins déchirée par les luttes de parti que la Principauté <sup>3</sup>, elle prospérait à vue d'œil <sup>4</sup>. Cette atmosphère de détente n'était troublée que par le conflit entre le gouverneur de la Roumélie Orientale, Aleko Vogoridès <sup>5</sup>, et le prince Tseretelev, consul russe à Plovdiv. Aleko Pacha avait été nommé par la Porte sur la recommandation des Russes, qui tenaient à voir ce poste occupé par un bon patriote bulgare. Parmi tous les hauts dignitaires turcs, Vogoridès, diplomate déjà âgé et d'origine bulgare, présentait le maximum de garanties à cet égard. Mais si le choix était bon du point de vue bulgare, il se révéla malheureux pour les Russes : Aleko Pacha, jadis ambassadeur de la Porte auprès des cours européennes, avait pour la Russie l'antipathie d'un vrai sujet du Sultan. Il avait su habilement masquer ses sentiments pendant l'occupation, mais à peine les troupes russes parties, il voulut se débarrasser de la tutelle russe. D'où ses conflits fréquents avec le consul russe, un jeune homme doué, mais hypernerveux, qui allait dicter sa volonté au vieux gouverneur en

---

<sup>1</sup> Cf. à ce sujet la lettre du 25 avril/7 mai 1879 de Lobanov au prince Gortchakov ; citée par Tatichtchev 1, II, p. 481.

<sup>2</sup> Cité par Tatichtchev 1, II, p. 481 et suiv.

<sup>3</sup> La Roumélie Orientale n'en connut point jusqu'en 1881.

<sup>4</sup> Cf. Stanev, p. 44 ; Radev, I, p. 486 et suiv.

<sup>5</sup> Vogoridès ou Bogoridi, prince de Samos, fils de Stéphane Vogoridès, fonctionnaire turc d'origine bulgare qui, lors de la lutte pour l'Exarchat, avait défendu la cause bulgare auprès de la Porte. Aleko Pacha fut nommé gouverneur-général de la Roumélie le 14/26 avril 1879.



uniforme de Circassien, le « handjar » (poignard) à la ceinture ! <sup>1</sup>

A partir de 1881, la Roumélie connut, elle aussi, des luttes politiques. En face du parti « populaire » <sup>2</sup> qui détenait le pouvoir et avait le monopole des fonctions, on vit se dresser l'opposition des libéraux <sup>3</sup>. Parce que les premiers étaient patronnés par la Russie, le gouverneur accorda sa faveur aux seconds, partisans de sa politique d'émancipation à l'égard des Russes, et soutenus par la majorité des officiers bulgares de la milice, dont la carrière militaire était entravée par leurs supérieurs russes <sup>4</sup>.

En novembre 1882, Aleko Vogoridès eut un différend très vif avec le nouveau consul russe Krebel, qui gênait le pacha en excitant contre lui les membres du Comité permanent <sup>5</sup> et de l'assemblée provinciale, après avoir favorisé leur élection ; Aleko irritait le consul par son opposition silencieuse au renouvellement des contrats passés avec les officiers russes au service de la Roumélie <sup>6</sup>. Les relations entre les deux hommes ne furent reprises qu'en mars 1883, à l'occasion de l'anniversaire du règne d'Alexandre III. Krebel fut rappelé et on confia le consulat de Plovdiv à un simple gérant, ce qui signifiait que la Russie entendait garder, pour le moment, une attitude d'expectative <sup>7</sup>.

Cette même année, les libéraux gagnèrent les élections et occupèrent les postes de « directeurs » (ainsi s'appelaient les ministres de la Roumélie Orientale). Leur victoire électorale était due à Karavelov et Slaveïkov, qui, exilés de la Principauté après le coup d'Etat de Svichtov, étaient venus tous deux s'établir

---

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, p. 486.

<sup>2</sup> Il comptait dans ses rangs les membres des familles les plus illustres, ainsi que quelques écrivains très connus. A part l'appui des forces culturelles du pays et le prestige que lui donnait la position sociale de ses membres, le parti « populaire » avait pour lui la dévotion du peuple à l'égard de la Russie.

<sup>3</sup> Appelés encore « kazonni » (chasseurs de fonctions).

<sup>4</sup> Cf. Radev, I, p. 488.

<sup>5</sup> C'était le nom du ministère de la Roumélie.

<sup>6</sup> Cf. Queillé, p. 266 ; Radev, I, p. 496.

<sup>7</sup> Ibid.

à Plovdiv<sup>1</sup>. Leur prestige contribua dans une large mesure à l'essor du parti libéral. Le parti « populaire », constituant à son tour l'opposition, inscrivit à son programme l'union de la Roumélie et de la Principauté. Ainsi l'idée de l'Union, qui jusqu'en 1883 n'avait fait l'objet que de discussions théoriques sur le terrain sentimental, devint un mouvement politique au début de 1884. En peu de temps toute la province fut en effervescence : partout se tinrent des assemblées, où l'on manifesta en faveur des revendications nationales. Le grand essor que connut le mouvement était dû en partie à l'appui prêté par la diplomatie russe. Le nouveau consul russe Sorokine, élève du slavophile Ignatiev, arriva à Plovdiv avec des instructions du Département asiatique, lui enjoignant de soutenir les « unionistes ». Mais tandis qu'à Plovdiv le consul Sorokine haranguait la foule de son balcon et l'assurait qu'il n'existait pour lui qu'une seule Bulgarie, à Sofia, l'agent Koyander remettait à Battenberg des télégrammes du Tsar et de Giers, désapprouvant formellement les manifestations en faveur de l'Union<sup>2</sup>. Comment faut-il expliquer cette contradiction étrange dans l'attitude russe ? Le rêve de San-Stefano, détruit par les froides réalités du traité de Berlin, dit Queillé<sup>3</sup>, unit étroitement Russes et Bulgares, qui aspiraient secrètement à la reprise éventuelle des projets anéantis par l'intervention des Puissances. Des rapports russo-bulgares, la « Libératrice » attendait pour elle « la satisfaction des visées personnelles cachées sous la pureté de son œuvre humanitaire », pour sa protégée « la perpétuité de l'obéissance passive au bienfaiteur qui l'avait affranchie ». Personne ne prévoyait la disso-

---

<sup>1</sup> En 1883 Karavelov devint maire de cette ville. Les consuls russes le taxaient de « nihiliste ». Lorsque Aleko Pacha voulut le nommer directeur des finances, le Sultan refusa son consentement sur les instances de l'ambassadeur russe à Constantinople. Cf. Radev, I, p. 490.

<sup>2</sup> Cf. Queillé, p. 404.

<sup>3</sup> Ibid., p. 405 et suiv. L'explication donnée par Queillé est à notre avis très plausible.

ciation de leurs intérêts <sup>1</sup>. La déchirure s'étant néanmoins produite, la Russie devait être fatalement conduite à envisager le problème de la grande Bulgarie sous un angle nouveau, « ne cessant de vouloir l'Union des deux tronçons, mais ne voulant pas que la soudure se fît sans elle, de peur qu'elle ne se fît contre elle. D'où la différence des consignes imposées aux agents de Philippopoli (Plovdiv) et aux agents de Sofia : en Roumélie, entretenir l'agitation des esprits, afin que les Puissances n'ignorent pas que la question reste ouverte ; la réfréner en Bulgarie, dans la crainte qu'une poussée des seuls Bulgares ne réussisse à la résoudre avant l'heure. »

En Europe, le mouvement « unioniste » ne rencontrait encore aucune sympathie. Les Puissances étaient pour le maintien strict du statu quo. La délégation rouméliote qui fit le tour des capitales européennes, au début de mai 1884, ne fut même pas reçue officiellement. Avertie par ses ambassadeurs des complications internationales qu'entraînerait une révolution à Plovdiv, la Russie elle-même semblait prête à abandonner temporairement ses projets trop dangereux ; le prince Lobanov <sup>2</sup> déconseilla aux délégués bulgares d'aller en Russie : le moment de la révision du traité de Berlin n'était pas encore venu <sup>3</sup>.

Sur ces entrefaites, le mandat de Vogoridès approchait de son terme, et les relations peu amicales entre le pacha et les trois consuls russes successifs en rendaient le renouvellement impossible <sup>4</sup>. A sa place fut nommé son secrétaire, Gavraïl

---

<sup>1</sup> Seul le prince Gortchakov avait été obsédé par l'idée de l'ingratitude future des Bulgares. A Berlin il déclarait qu'on se trompait étrangement si l'on craignait que la Russie n'acquît le dévouement absolu des peuples pour lesquels elle s'était battue. « Rendre service à un ami, ajoutait-il, c'est trop souvent s'en faire un adversaire. Cette vérité est encore plus applicable en politique. » Drandar, p. 15.

<sup>2</sup> Cf. ci-dessus, p. 199.

<sup>3</sup> Cf. Radev, I, p. 494.

<sup>4</sup> Lors de son arrivée, le consul Sorokine déclara à Vogoridès que la Russie ne s'opposerait pas à la prolongation de son mandat de gouverneur, si seulement il était d'accord de renouveler le contrat avec les officiers russes en Roumélie. Le pacha refusa et partit définitivement pour Constantinople. Cf. Radev, I,

Krastevitch <sup>1</sup>, personnage déjà très bien vu de l'ambassade russe à Constantinople à l'époque d'Ignatiev. Presque en même temps les « unionistes » (*saedinisti*) revinrent au pouvoir <sup>2</sup>. Cependant, comme Sorokine, suivant les instructions de son gouvernement, n'encourageait plus l'Union, ils se virent obligés d'abandonner l'idée qui avait fait la force du parti, juste au moment où tout le monde attendait d'eux la réalisation de leur programme <sup>3</sup>.

C'est alors que de jeunes révolutionnaires, groupés autour de Zacharie Stoïanov <sup>4</sup>, formèrent un nouveau comité insurrectionnel qui devait préparer l'Union en dépit de la volonté officielle de la Russie <sup>5</sup>. Stoïanov s'était également assuré le concours du parti libéral et des officiers bulgares de la milice rouméliote.

La lutte s'ouvrit au printemps 1885. Les manifestations des patriotes se multipliaient. Ainsi, lorsque le 23 avril/5 mai, fête nationale des Grecs, le consul russe voulut dissuader la foule de manifester contre les Grecs <sup>6</sup>, un jeune patriote lui cria : « Allez donner des ordres en Russie ! Ici, c'est la Roumélie libre ! » <sup>7</sup> Ces mots téméraires furent applaudis par le même peuple qui, cinq ans auparavant, acclamait frénétiquement les troupes russes.

---

p. 496. Il avait dit à l'émissaire de l'ambassade russe de Constantinople, Kartsov, qu'il ne laisserait pas les Russes faire de lui un « instrument » ; cité par Hajek, p. 211.

<sup>1</sup> La nomination de Krastevitch date du 26 avril/8 mai 1884.

<sup>2</sup> Les libéraux étaient affaiblis depuis le départ de Karavelov qui, en janvier 1884, revint définitivement à Sofia.

<sup>3</sup> Depuis, on les appela les « pseudo-unionistes ».

<sup>4</sup> Ancien révolutionnaire et écrivain très goûté.

<sup>5</sup> L'attaché militaire au consulat de Plovdiv, Tchitchagov, montrait cependant ses sympathies pour les révolutionnaires ; cf. Radev, I, p. 520. La majorité des officiers russes ne pouvaient être hostiles à la réalisation d'un idéal que la Russie elle-même avait proposé aux Bulgares à San-Stefano.

<sup>6</sup> En organisant de grandes manifestations helléniques, auxquelles devaient participer les Grecs des villages environnants, la colonie grecque de Philippopoli avait provoqué l'hostilité des patriotes bulgares. Cf. Radev, I, p. 501.

<sup>7</sup> Ibid.

Pendant tout l'été, l'agitation en Roumélie ne fit que croître. Au début de septembre 1885 <sup>1</sup>, deux des chefs révolutionnaires se rendirent auprès de Battenberg pour gagner son concours à l'Union. Le prince était tenté, mais n'osait rien entreprendre, car il venait de promettre à Giers, rencontré à Franzensbad <sup>2</sup>, de ne pas encourager les revendications rouméliotes <sup>3</sup>. Par cette promesse, il avait espéré se concilier le Tsar ; il l'avait donnée d'autant plus facilement, qu'à ce moment il ne comptait absolument pas sur l'explosion de la révolution <sup>4</sup>.

Les révélations des délégués rouméliotes le surprirent et le mirent en face d'un dilemme pénible : soit rétracter sa parole, soit manquer l'occasion de se mettre à la tête du mouvement national. Pour le moment il n'osa prendre sur lui le double risque de rompre sa promesse envers la Russie et de s'attirer l'animosité de Giers qui s'estimerait trompé intentionnellement. Voilà pourquoi il demanda l'ajournement de l'Union <sup>5</sup>. Mais quelques jours plus tard la révolution éclatait : le 6/18 septembre 1885, le nouveau gouvernement provisoire <sup>6</sup> à Plovdiv proclamait Alexandre Battenberg prince de la Bulgarie unie. Après une

---

<sup>1</sup> Plus exactement le 29 août/10 septembre.

<sup>2</sup> Battenberg s'était arrêté chez l'Empereur François-Joseph à son retour de Londres, où il s'était rendu pour le mariage de son frère Henri avec la fille de la reine Victoria. Après l'entrevue de Franzensbad, arrangée par l'entremise du comte Kálnoky, successeur d'Andrássy aux affaires étrangères, il espérait sérieusement un rapprochement avec le Tsar. Cf. notes autographes de Battenberg dans Corti, p. 188.

<sup>3</sup> L'intention de la diplomatie russe était de lier les mains de Battenberg ; elle ne s'opposait pas en principe à l'Union. Cf. ci-dessus, p. 225 et suiv.

<sup>4</sup> Golovine, p. 285, dit que le prince n'était pas informé des préparatifs en Roumélie ; cf. Hajek, p. 219.

<sup>5</sup> Golovine, p. 286, cité par Hajek, p. 220. Le premier ministre bulgare était contre l'Union qu'il estimait une aventure criminelle ; Karavelov ne voyait dans les comités révolutionnaires qu'une bande de fanfarons. Cf. Radev, I, p. 521.

<sup>6</sup> Alerté par les rumeurs d'une révolte dans les villages environnants, le gouvernement « populaire » avait voulu proclamer lui-même l'Union un jour plus tôt. Lorsque les « directeurs » demandèrent au consulat russe le consentement de la Russie, Igelström, le remplaçant de Sorokine, leur donna une réponse négative.

courte hésitation il accepta sur l'insistance de Stambolov et le 9/21 il faisait son entrée triomphale à Plovdiv. En même temps le gouvernement bulgare ordonnait la mobilisation en Bulgarie et en Roumélie, comme mesure préventive contre une intervention armée de la Turquie <sup>1</sup>.

Dans l'enthousiasme général une question inquiétante se posait à tous : quelle serait la réaction de la Russie devant le fait accompli ? En route pour la Roumélie, Battenberg avait envoyé un télégramme au Tsar, le priant de prendre le peuple bulgare sous sa protection. Alexandre III, qui était à Copenhague, fit attendre sa réponse <sup>2</sup>. Mais l'attitude de la Russie officielle était nettement hostile à la révolution de Plovdiv qui survenait à un moment inopportun : en conflit avec l'Angleterre depuis le printemps au sujet de son agression contre l'Afghanistan, la Russie n'était pas prête à affronter les nouvelles complications que l'Union créait dans les Balkans <sup>3</sup>. L'agent Koyander, prévoyant la réaction de son gouvernement <sup>4</sup>, avait tout de suite déclaré au prince que la Russie n'approuvait pas le coup d'État,

---

Le Comité permanent n'osa agir dans ces conditions. Cf. Radev, I, p. 530. Le 6/18 septembre, les « directeurs » déchus se joignirent aux manifestants avec les paroles : « Nous sommes aussi des Bulgares ! » Ibid., p. 551.

<sup>1</sup> Le ministre de la guerre, Cantacuzène, se trouvait dans une position très délicate. Mais, comme il n'avait pas reçu d'instructions précises de Saint-Pétersbourg, il décida de remplir son devoir de ministre bulgare. Cf. Radev I, p. 560.

<sup>2</sup> Cf. Hajek, p. 233 ; Corti, p. 196.

<sup>3</sup> Cf. Die grosse Politik, IV, Nos 762-778. Le Département asiatique télégraphiait au consulat de Roussé : « Le renversement inattendu causé par la révolution en Roumélie, à la tête de laquelle se trouve Battenberg, a changé toutes nos intentions préalables. — Le gouvernement impérial ne peut approuver l'intervention de Battenberg qui entend réaliser l'Union par la voie révolutionnaire. Je vous prie, jusqu'à la réception d'instructions spéciales, de faire savoir aux Bulgares que le gouvernement de Sa Maj. Impér. désapprouve l'action irréfléchie du prince. » Documents secrets, p. 88, N° 74 ; cité par Hajek, p. 234.

<sup>4</sup> Il n'avait pas encore reçu des instructions. Cf. Documents diplomatiques, N° 9.

et avait essayé d'empêcher l'entrée des troupes princières en Roumélie <sup>1</sup>. En revanche, Battenberg fut agréablement surpris par l'accueil que lui firent les Russes de cette province. A son arrivée à Plovdiv, Tchitchagov et Igelström vinrent à sa rencontre hors de la ville pour lui présenter leurs félicitations. Le 6/18 septembre, les officiers bulgares avaient été invités au consulat russe pour boire à la réussite de la révolution : avec leurs collègues russes, ils y avaient discuté des mesures défensives à prendre contre la Turquie <sup>2</sup>. Ces manifestations de sympathie de la part des Russes en Roumélie n'étaient pas isolées : à Moscou même, l'Union provoquait une réaction semblable dans les milieux panslavistes. Aksakov voyait dans la révolution de Plovdiv, avant tout, l'anéantissement du « honteux » traité de Berlin qui, en 1878, avait soulevé l'indignation profonde des slavophiles <sup>3</sup>. Il exhortait la Russie à se poser une fois de plus en protectrice de la cause slave et à exploiter l'Union contre la politique balkanique de l'Autriche-Hongrie. « Il serait incompatible avec la dignité de la Russie, écrivait-il, de s'opposer à l'union de la Bulgarie et de la Roumélie, uniquement parce que celle-ci ne fut pas consommée à l'heure et avec les moyens désirés par la Russie. L'Union (à laquelle la Russie a toujours aspiré et que personnellement nous acclamons chaudement et de tout cœur) doit être reconnue et défendue par le gouvernement russe — même au cas d'une opposition armée de la part de la Turquie ; en comparaison, la destinée personnelle du prince Alexandre nous intéresse peu. » <sup>4</sup> Mais, tout comme en 1878,

---

<sup>1</sup> Ibid. Quelques jours plus tard, il fut chargé de déclarer officiellement au prince que « le gouvernement impérial le rendait personnellement responsable des suites graves de son action irréfléchie. Le prince et son gouvernement ne devaient plus compter à l'avenir sur l'appui de la Russie, pas plus que sur la sollicitude et la faveur de son monarque. » Documents secrets, p. 89 et suiv., N° 76 ; cité par Hajek.

<sup>2</sup> Cf. Radev, p. 551 ; Documents diplomatiques, N° 16.

<sup>3</sup> *Russ*, article du 14/26 septembre 1885 ; cf. Aksakov, p. 621 et suiv.

<sup>4</sup> Ibid., p. 633.



il y avait un abîme entre l'opinion publique russe <sup>1</sup> et la politique officielle. Aux « idéalistes » de Moscou s'opposaient les « réalistes » de Saint-Pétersbourg, pour qui il était temps d'abandonner les rêves de solidarité slave <sup>2</sup>. Alexandre III écrivait à Obroutchev : « Il faut cesser de vouloir se rendre populaire au détriment des intérêts russes. Les Slaves doivent maintenant servir la Russie et pas l'inverse. » <sup>3</sup>

La diplomatie russe avait été prise au dépourvu par les événements du 6/18 septembre <sup>4</sup>. Giers ne s'y attendait nullement après les assurances de Battenberg à Franzensbad. Alexandre III était furieux, parce qu'à l'entrevue de Kremsier, en été, il avait rassuré François-Joseph et Guillaume I<sup>er</sup> sur le statu quo en Roumélie <sup>5</sup>. L'amour-propre de la Russie officielle était blessé, ce qui explique son attitude : au lieu d'exploiter la révolution bulgare pour mieux asseoir son influence dans le pays, elle procéda à des représailles.

Le 10/22 septembre arrivait à Sofia la preuve de la colère russe : un télégramme adressé à Cantacuzène ordonnait la démission du ministre <sup>6</sup> et le rappel de tous les officiers russes tant en Bulgarie qu'en Roumélie <sup>7</sup>. L'acte était bien calculé :

---

<sup>1</sup> Seul Katkov était contre l'Union. Il avait considéré le départ des généraux comme une offense faite à la Russie et depuis n'avait pas cessé d'insulter Battenberg et ses ministres. Il désirait une union sous l'égide de la Russie, après que celle-ci eut mis fin au « chaos » régnant en Bulgarie. Cf. *Moskovskïa Vedomosti*, 10/22 septembre 1885.

<sup>2</sup> Cf. Aksakov, p. 675.

<sup>3</sup> Lettre du 12/24 septembre 1885. Cf. Avanturi, Introduction, p. XVI.

<sup>4</sup> Sorokine reçut la nouvelle chez Katkov à Moscou et refusa d'y croire. Cf. Aksakov, p. 626.

<sup>5</sup> Cf. Radev, I, p. 569.

<sup>6</sup> Cantacuzène abandonna aussitôt sa charge malgré les instances du prince, auquel il recommanda Nikiforov comme ministre de la guerre. Il resta à Sofia comme attaché militaire de l'agence russe.

<sup>7</sup> Dans un télégramme chiffré, le Département asiatique ordonnait au consul de Roussé de s'informer auprès des officiers russes si les jeunes officiers bulgares seraient en mesure de commander l'armée. Comme la réponse des Russes avait été négative, ces derniers furent sommés de rentrer. Cf. Documents secrets,

dans ce moment critique la jeune armée bulgare restait sans commandement supérieur<sup>1</sup>. Battenberg répliqua par un télégramme au Tsar, déclarant qu'il était prêt à déposer sa couronne pour le bien de la Bulgarie, au cas où le rappel des officiers russes le viserait personnellement, mais qu'il priait l'Empereur de protéger l'Union, préparée et proclamée sans qu'il le sût et contre sa volonté. La Chambre, qui avait reconnu l'Union à l'unanimité — seul Tsankov avait tenté une faible opposition en faisant dépendre son consentement de l'approbation de la Russie —, adressa une dépêche avec le même contenu à Alexandre III ; elle dut être envoyée directement à Copenhague, à cause du refus grossier de Koyander de la transmettre<sup>2</sup>. Plusieurs manifestations russophobes devant l'agence russe et la maison de Cantacuzène furent sévèrement étouffées par le gouvernement qui craignait les représailles russes. A Sofia, on espérait toujours que la Russie changerait d'attitude. Nombreux étaient ceux qui pensaient que la « Libératrice » avait rappelé ses officiers seulement *pro forma*, cédant à la pression des Puissances<sup>3</sup> !

Pour se concilier le Tsar, le Sobranié envoya auprès de lui, à Copenhague, une délégation présidée par le métropolite Kliment et Iv. E. Guéchoy, tous deux connus pour leur russo-philie. Avant de paraître devant Alexandre III, la délégation

---

p. 85 et suiv. ; cité par Kojouharov, p. 306. Battenberg combla les lacunes aussi bien qu'il le pouvait en rappelant de l'étranger les officiers bulgares.

<sup>1</sup> Aksakov critiquait sévèrement la mesure, en soulignant avec justesse que le rappel équivalait à une trahison, qu'il mettait en très fâcheuse posture les officiers russes qui avaient encouragé le mouvement en pensant qu'il se faisait sous la protection russe, qu'il jetterait la Bulgarie dans les bras de l'Angleterre et de l'Autriche, qu'il ôtait à la Russie une base précieuse dans les Balkans. Aksakov, pp. 653, 654.

<sup>2</sup> Cf. Radev, I, p. 567 et suiv. et Documents diplomatiques, N° 38. La réponse, très réservée, était conçue en ces termes : « La Russie a fait tant de sacrifices pour la Bulgarie qu'elle a le droit d'exiger que le peuple bulgare, avant de prendre des décisions importantes et vitales, demande d'abord conseil à Saint-Pétersbourg. » Hajek, p. 237.

<sup>3</sup> Marinov, p. 245 ; cité par Hajek, p. 237.

fut reçue par Giers, qui l'accabla de reproches : l'Union n'était qu'une « sottise irréfléchie », la Bulgarie par son attitude avait déçu la Russie. « Si un Sobolev ou Kaulbars ou Yonine ont dit certaines paroles désagréables sur votre compte, ce n'était pas une raison pour douter des sentiments de la Russie à votre égard. Vous vous méfiez de nous, comme si on voulait vous prendre quelque chose ! Nous nous occuperons maintenant de la solution de la question que vous avez soulevée si inopinément sans nous avertir au préalable. » <sup>1</sup> L'accueil que l'Empereur fit aux délégués le 21 septembre/3 octobre fut plus encourageant ; il blâma la Bulgarie d'avoir agi précipitamment et sans l'assentiment de la Russie, mais il ajouta aussitôt ces paroles significatives : « Il ne saurait être question d'une séparation à présent. » <sup>2</sup> Un autre délégué ajoute des détails extrêmement intéressants au récit de Guéchov. Le Tsar aurait dit : « Annoncez au peuple bulgare qu'il ne saurait être question d'une séparation à présent, mais que, tant que vous aurez ce gouvernement, vous ne devez rien attendre de moi. » <sup>3</sup> Lorsque après l'audience la délégation fut de nouveau reçue par Giers, le ministre voulut savoir ce qu'Alexandre III lui avait dit au juste. Quand on lui répéta les paroles « Il ne saurait être question... », il eut l'air déconcerté et pria les délégués de ne jamais les répéter devant personne <sup>4</sup>.

La délégation partit de Copenhague plutôt encouragée : elle avait été frappée surtout par l'assurance du Tsar que la Bulgarie ne serait pas de nouveau divisée. Cependant la phrase « Il ne saurait... », qui connut une grande popularité en Bulgarie, était en contradiction flagrante avec la politique russe du moment : Giers s'entremettait auprès des Puissances pour le rétablissement du statu quo en Roumélie ; il avait recommandé à la délégation de faire savoir en Bulgarie « que la Russie ne se désolidariserait pas des autres Puissances dans la question rouméliote ».

---

<sup>1</sup> Guéchov 2, p. 75 et suiv. ; cité par Hajek, p. 246.

<sup>2</sup> Guéchov 2, p. 144.

<sup>3</sup> Giers expliqua à la délégation que, sous « gouvernement », le Tsar entendait le prince ; Tontchev, cité par Radev, p. 578.

<sup>4</sup> Ibid.

Dans un mouvement de franchise maladroite, touché probablement par les discours déférents des délégués, Alexandre III avait dit plus qu'il ne fallait. La diplomatie russe prit des mesures pour supprimer l'effet de ces paroles fatales : un faux de la réponse impériale, où la fameuse phrase manquait, fut répandu par l'agence russe de Sofia parmi la population <sup>1</sup>.

L'Union entrait depuis longtemps dans le programme balkanique de la Russie : en 1881 déjà, l'accord de la Ligue des trois Empereurs prévoyait le consentement de l'Autriche et de l'Allemagne à l'Union des deux Bulgaries, si, de son côté, la Russie ne s'opposait pas à une annexion par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine <sup>2</sup>. La politique suivie tout d'abord par les Russes en Roumélie visait au même but. Mais la « Libératrice » n'avait aucun profit à soutenir le mouvement national tant qu'à sa tête se trouvait le prince Battenberg, dont la présence était inconciliable à son avis avec les intérêts russes <sup>3</sup>. Voilà pourquoi elle insista pour le rétablissement du statu quo. Mais, alors que la Russie croyait pouvoir compter sur l'appui des autres Puissances, on vit se produire un revirement des plus étonnants : tandis que l'instigatrice de San-Stefano défendait les clauses du traité qui lui avait été imposé à Berlin, les auteurs de celui-ci abandonnaient leur propre œuvre pour

---

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, p. 579.

<sup>2</sup> Cf. Pribram, I, p. 42.

<sup>3</sup> A quelques membres du Sobranié, Koyander avait déclaré, six semaines avant le coup d'Etat du 6/18 septembre, que la Russie appuierait l'Union si Battenberg était détrôné au préalable. (Selon le récit du chef des libéraux rouméliotes, Stransky, à un officier anglais. Livre bleu anglais, I, N° 127 ; cité par Hajek, p. 239.) Après le rappel de ses officiers, la Russie espérait que les Bulgares intimidés sacrifieraient Battenberg plutôt que de s'attirer l'inimitié de la « Libératrice ». L'agence projetait une assemblée où le prince serait détrôné et la Bulgarie placée sous le protectorat russe. (Livre bleu anglais I, N° 30 ; cité par Hajek, p. 240). Le plan échoua, car le gouvernement bulgare avait proclamé l'état de siège ; d'ailleurs les Bulgares ne pensaient même pas à détrôner le prince, qui était devenu plus populaire que jamais depuis l'Union.

défendre la création d'une grande Bulgarie !<sup>1</sup> Dans cette même Bulgarie qu'on avait jadis considérée comme un instrument de la politique russe dans les Balkans, on apercevait maintenant un obstacle à l'impérialisme de la Russie !

La volte-face de l'opinion européenne ne s'était pas opérée tout de suite : immédiatement après les événements en Roumélie la presse de l'Europe avait vu dans le coup d'Etat une intrigue russe, en rapport avec les entrevues de Kremsier et de Franzensbad<sup>2</sup>. Le 19 septembre, le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, Lord Salisbury, avait insisté à Vienne et à Berlin pour qu'on fît auprès du gouvernement bulgare des « démarches énergiques » afin de maintenir le statu quo<sup>3</sup>. Le rappel des officiers russes, ainsi que les rapports du consul anglais à Plovdiv prouvèrent à l'Angleterre que la révolution de Philippopoli s'était faite sans la complicité de la Russie — ce qui suffisait pour qu'on accordât ses sympathies aux Bulgares<sup>4</sup>. Et Lord Salisbury (le créateur de la Roumélie) accepta tout de suite l'Union comme moyen de miner la prépondérance russe en Bulgarie, et d'engager la Russie dans un conflit qui la détournerait de sa politique impérialiste en Asie centrale.

La Russie tenait plus que toute autre puissance à empêcher une crise à l'Est, car à ce moment elle ne se sentait pas prête à défendre avec succès ses intérêts. La diplomatie russe estimait que le mieux serait de laisser au concert européen l'initiative du rétablissement du statu quo. C'est pourquoi le 13/25 septembre elle proposa aux Puissances d'envoyer leurs plénipotentiaires à Constantinople pour délibérer sur la ligne de conduite à adopter

---

<sup>1</sup> Aksakov ne cessait de critiquer la position paradoxale de la Russie. Cf. Aksakov, pp. 621-640, 644-649.

<sup>2</sup> Cf. *Neue freie Presse*, 20 septembre 1885 et *Times*, 21 septembre 1885 ; cités par Kojouharov, p. 305.

<sup>3</sup> *Turkey*, 1886, N° 1, p. 2 ; cité par Kojouharov, p. 305.

<sup>4</sup> Le *Standard*, organe du premier britannique, écrivait : « perdre la faveur de la Russie équivaut à gagner la faveur de l'Angleterre » ; cité par Aksakov dans *Russ* du 2/14 novembre 1885.

dans la question rouméliote<sup>1</sup>. Bismarck, suivant sa politique traditionnelle de ménagement à l'égard de la Russie, appuya la proposition<sup>2</sup>. Kálnoky fut du même avis : l'Autriche, en effet, craignait l'extension des troubles en Macédoine<sup>3</sup> et les prétentions que la Serbie pourrait élever à une compensation. En outre, selon l'accord conclu entre les trois Empereurs, l'Union bulgare devait servir de monnaie d'échange pour l'annexion par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine, opération qu'à ce moment Kálnoky estimait impossible<sup>4</sup>. Le ministre ne regrettait nullement les difficultés russes, mais ne voulait pas mettre en jeu les intérêts autrichiens. Quant à l'Angleterre, elle fit part de ses réserves. La proposition russe était dans l'esprit de celle de Salisbury du 19 septembre — mais entre temps, nous l'avons vu, la Grande-Bretagne avait fait volte-face. Le plénipotentiaire britannique, Sir William White, reçut des instructions spéciales : il devait agir sur le Sultan pour empêcher son intervention en Roumélie, et, d'autre part, insister auprès des représentants européens pour qu'on modifiât le traité de Berlin, en nommant à vie le prince Alexandre gouverneur général de la Roumélie. Il devait s'opposer énergiquement à toute proposition de renverser Battenberg<sup>5</sup>.

Pendant ce temps, les préparatifs militaires en Serbie et en Grèce, où l'Union bulgare avait provoqué une forte indignation, devenaient chaque jour plus menaçants<sup>6</sup>. Des mesures énergiques s'imposaient. Le 3/15 octobre, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie proposèrent formellement une conférence internationale, dont l'initiative serait laissée à la Turquie.

---

<sup>1</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 46.

<sup>2</sup> Pendant toute la crise rouméliote l'attitude du Chancelier de fer ne varia pas ; estimant que l'Allemagne n'avait point d'intérêts directs dans les Balkans, il se réserva le rôle de médiateur entre l'Autriche et la Russie. Cf. *Die grosse Politik*, V, p. 3 et suiv.

<sup>3</sup> Livre bleu anglais, I, N° 12 ; cité par Hajek, p. 243.

<sup>4</sup> Cf. Pribam, I, p. 42.

<sup>5</sup> *Turkey*, 1886, I, N° 72 ; cité par Radev, pp. 590-591. Cf. Documents diplomatiques, N° 67.

<sup>6</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 1.

On exigerait, au nom de l'Europe, qu'Alexandre retirât ses troupes de la Roumélie; sinon les Puissances n'empêcheraient pas la Turquie d'exercer ses droits de suzerain<sup>1</sup>. Sur les instances de Kálnoky, Salisbury accepta finalement de participer à la Conférence, mais avec la réserve expresse que l'Angleterre garderait son entière liberté d'action, au cas où l'on déciderait des mesures coercitives<sup>2</sup>.

Cette Conférence, réunie le 24 octobre/5 novembre à Constantinople sur l'invitation de la Porte, ne devait aboutir à aucun résultat à cause de l'incompatibilité des points de vue anglais et russe. Les deux puissances, dont l'antagonisme remplit l'histoire de la question d'Orient, s'y dressaient encore une fois l'une en face de l'autre, en échangeant leurs positions de 1878. La Russie s'opposait catégoriquement à la solution anglaise d'une union personnelle des deux Bulgaries, tant que Battenberg y régnerait<sup>3</sup>.

La position du prince à l'égard de la Russie devenait intenable. Tous les consuls russes en Bulgarie s'accordaient pour le dépeindre à Saint-Pétersbourg comme le pire ennemi des Russes. Igelström avait soufflé aux « pseudo-unionistes » l'idée d'adresser des pétitions à Alexandre III pour lui demander sa protection; sur l'ordre de Karavelov la police empêcha qu'on signât ces adresses. Aux protestations du consul Battenberg répondit que, si ses sujets voulaient envoyer des pétitions en Russie, ils n'avaient qu'à le faire par l'intermédiaire de leur souverain. Cette réponse fut interprétée comme une nouvelle provocation du prince. Koyander, de son côté, rapportait que Battenberg avait proclamé devant ses troupes que « le jour où il lui fut

---

<sup>1</sup> Ibid., N° 140.

<sup>2</sup> Salisbury avait répondu d'abord que l'Angleterre ne saurait se joindre à une politique dont le résultat — en cas de résistance de Battenberg — serait de sanctionner par l'Europe une invasion turque en Roumélie. Cf. Radev, I, p. 618 et suiv.

<sup>3</sup> Le point de vue russe fut exposé nettement par Giers à Bismarck, à Friedrichsruhe, le 7/19 octobre. Cf. Die grosse Politik, V, p. 13 et suiv.



donné de voir enfin l'armée nationale sous le commandement exclusif d'officiers bulgares était le plus heureux de sa vie » <sup>1</sup>. A la suite de ces rapports calomnieux, un ordre du Tsar, du 22 octobre/3 novembre, exclut le prince des listes de l'armée russe et lui enleva son titre honorifique d'officier russe <sup>2</sup>. Cet acte équivalait à une déclaration de guerre officielle. Le prince était prêt à abdiquer, mais Karavelov ne voulait même pas entendre parler d'une telle possibilité. Le geste russe provoqua une violente réaction chez les nationalistes bulgares (Zacharie Stoïanov et ses amis) pour qui le prince était le héros de l'Union. Ils déclaraient que, si l'Europe admettait le renversement de Battenberg, le peuple bulgare se proclamerait république et ferait de son ex-prince le président de cette république révolutionnaire dans les Balkans <sup>3</sup>. En revanche, pour l'opposition russophile (tsankoviste), le 22 octobre/3 novembre Battenberg avait été détrôné moralement par le Tsar ; Tsankov ne voyait d'autre issue à la situation qu'une occupation russe <sup>4</sup>.

Tel était l'état de choses en Bulgarie, lorsque le 2/14 novembre 1885 les troupes serbes passèrent la frontière bulgare. Cette agression était la conséquence de la réaction hostile que l'Union avait provoquée en Serbie : aux yeux du roi Milan la satisfaction des revendications nationales bulgares risquait de compromettre la création d'une grande Serbie. Les Serbes craignaient que le mouvement de l'Union ne s'étendît à la Macédoine, où la population, rangée dans des comités révolutionnaires, aspirait

---

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, p. 613 et suiv., selon *Pravitelstvenii Vestnik* (Journal gouvernemental) du 27 octobre 1885.

<sup>2</sup> *Novoé Vremia* écrivait : « L'exclusion de Battenberg de l'armée russe facilite la tâche de la Conférence de Constantinople en rendant la candidature du prince comme gouverneur de la Roumélie tout à fait impossible. On pourra décider du sort de la Roumélie Orientale sans tenir compte du gouvernement de Sofia. » Ce calcul était faux, car l'Angleterre s'entremettait d'autant plus pour le prince que celui-ci était mal vu en Russie : l'article du *Standard* cité ci-dessus (cf. p. 235, note 4) se rapportait au geste du 22 octobre/3 novembre.

<sup>3</sup> Cf. Radev, I, p. 614.

<sup>4</sup> Ibid., p. 615, selon *Novoé Vremia* du 29 octobre 1885.

à l'affranchissement politique <sup>1</sup>. Le moment se révélait propice à une action serbe : la Bulgarie était privée de l'appui russe et ses troupes massées à la frontière turque. En face de l'échec manifeste de la Conférence de Constantinople, Milan décida de ne plus ajourner les hostilités.

La diplomatie russe souhaitait une défaite des Bulgares qui les obligerait à se retirer de la Roumélie. Le consul russe Kartsov écrivait : « Une victoire bulgare justifierait la politique du prince Alexandre et consoliderait sa position dans le pays. Au contraire, un échec prouverait aux Bulgares la justesse des bienveillants conseils de la Russie et les inciterait à se rapprocher à nouveau d'elle. » <sup>2</sup> A Sofia, l'agence russe était la source de toutes les nouvelles désastreuses — pour Koyander et Cantacuzène la défaite bulgare était une certitude. Le 6/18 novembre, ils conseillaient aux russophiles, visiteurs assidus de l'agence, de s'adresser au Tsar pour implorer du secours ; la réponse était facile à prévoir : la Russie refuserait d'intervenir tant que Battenberg serait sur le trône <sup>3</sup>. Tsankov et ses partisans démoralisaient l'opinion publique en prophétisant de terribles catastrophes ; le prince était seul responsable de tous les malheurs qui s'abattaient sur la Bulgarie. Mais la nouvelle de la victoire bulgare devant Slivnitsa et Gourgouliat, arrivée le 7/19 novembre, mit fin à leur agitation défaitiste.

Presque toute la presse européenne acclama le succès bulgare <sup>4</sup>. Les journaux de la Russie ne firent pas exception dans le concert général. Dès le commencement de la guerre l'opinion publique russe avait été nettement pro-bulgare. L'agression de Milan avait soulevé l'indignation de tous les milieux. Pour marquer sa

---

<sup>1</sup> Comme le rapport Carnegie l'a fait justement remarquer (cf. ch. I, p. 6 et suiv.) les prétentions serbes sur la Macédoine datent du Congrès de Berlin, lorsque l'occupation autrichienne de la Bosnie et de l'Herzégovine barra la route à l'expansion de la Serbie vers l'Ouest.

<sup>2</sup> Kartsov 1, p. 267 ; cité par Radev, p. 680.

<sup>3</sup> Cf. Radev, I, p. 668.

<sup>4</sup> Cf. Radev, I, p. 679.

désapprobation, le général Tcherniaev rendit l'ordre que Milan lui avait donné en 1876. La majorité des militaires russes croyait une victoire bulgare possible. Toute la Russie — sa diplomatie exceptée — la désirait. La presse (à part Katkov) manifestait ouvertement ses sympathies : Aksakov invitait le gouvernement russe à protester contre l'invasion serbe, en rappelant son représentant de Belgrade <sup>1</sup>. La nouvelle de la victoire de Slivnitsa suscita l'enthousiasme à Saint-Pétersbourg. Dans la joie générale les journaux russes pardonnaient même l'Union à Battenberg : on s'extasiait sur l'armée victorieuse bulgare, œuvre des instructeurs russes, on appréciait les talents militaires du prince <sup>2</sup>. Une fois de plus l'opinion publique de la Russie était aux antipodes de la politique officielle.

La guerre bulgaro-serbe ne dura que quinze jours. Le 12/24 novembre le gouvernement russe proposait aux Puissances une démarche collective pour la signature d'un armistice <sup>3</sup>. Sous la pression de l'Autriche-Hongrie, Battenberg dut cesser les hostilités. Le comte Khevenhuller, ambassadeur autrichien à Belgrade et ex-ami du prince, lui déclara le 16/28 novembre que s'il n'ordonnait pas à ses troupes de s'arrêter dans leur marche sur Nish, celles-ci rencontreraient l'armée autrichienne. Il avait ajouté qu'une entrée des Autrichiens en Serbie provoquerait probablement une occupation de la Bulgarie par la Russie, ce qui aurait pour suite son renversement <sup>4</sup>. Devant ces menaces le prince consentit à un armistice ; il était mal placé pour

---

<sup>1</sup> Cf. Aksakov, p. 711.

<sup>2</sup> Cf. *Novoé Vremia*, 8/20 novembre 1885 ; *Russ*, 16/28 novembre et 23 novembre/5 décembre 1885.

<sup>3</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 220.

<sup>4</sup> Cf. Corti, p. 229. Les déclarations de Khevenhuller suscitèrent un mécontentement très vif en Russie. On accusa l'Autriche de vouloir violer le statu quo en occupant la Serbie et on traita de calomnie l'affirmation relative à l'occupation russe de la Bulgarie. Cf. *Die grosse Politik*, V, N° 967. Pour sauver l'entente des trois Empereurs, Bismarck dut exercer une forte pression sur Kálnoky. Ibid., V, N°s 969, 972.

s'opposer à la pression de l'Europe, vu qu'à l'intérieur de sa principauté les agitations de l'opposition russophile continuaient et que la question rouméliote n'était toujours pas résolue.

La victoire n'avait procuré aucun avantage matériel à la Bulgarie <sup>1</sup>, mais elle avait singulièrement consolidé sa position. On ne pouvait plus penser à un rétablissement du statu quo en Roumélie <sup>2</sup>.

Néanmoins, la Russie et l'Autriche firent un dernier essai dans ce sens en persuadant à la Porte d'envoyer deux délégués dans la province révoltée : ceux-ci devaient exhorter la population à se soumettre au Sultan et annoncer l'arrivée d'un commissaire ottoman spécial. Les délégués turcs, à leur arrivée à Plovdiv le 19 novembre/1<sup>er</sup> décembre, trouvèrent une atmosphère chargée d'électricité : il était clair que, le cas échéant, les Bulgares défendraient leur indépendance par les armes. Seul le consul russe Igelström soutenait les émissaires, conformément à des instructions reçues de l'ambassadeur russe à Constantinople <sup>3</sup>; il avait déclaré aux Rouméliotes que, s'ils s'opposaient aux exigences turques, la Russie ne ferait rien pour empêcher une intervention des troupes ottomanes <sup>4</sup>. Le préfet de Plovdiv, Dimitrov, avait répondu à Igelström en présence de tous les autres consuls européens : « Il fallait nous le dire plus tôt, mais

---

<sup>1</sup> Le traité de paix définitif, signé à Bucarest le 19 février/3 mars 1886, ne comportait qu'une seule clause : « La paix entre la Serbie et la Bulgarie est rétablie à dater du jour de la signature du présent traité. » Cf. Documents diplomatiques, N<sup>o</sup> 499.

<sup>2</sup> La Conférence de Constantinople, qui avait traîné ses délibérations infructueuses pendant la guerre bulgaro-serbe, se sépara définitivement le 13/25 novembre ; tout accord avait échoué en raison de l'opposition de Sir William White. Cf. Documents diplomatiques, Protocoles de la Conférence, pp. 227-279 ; Die grosse Politik, V, N<sup>os</sup> 960, 961.

<sup>3</sup> Cf. Documents diplomatiques, N<sup>o</sup> 250.

<sup>4</sup> Cf. Aksakov, p. 739 et suiv. Aksakov ne cessait de dénoncer les terribles conséquences de la politique russe : la « Libératrice », qui avait délivré les chrétiens du joug ottoman, encourageait une agression turque contre ces mêmes chrétiens !

alors les consuls russes étaient les agitateurs les plus zélés en faveur de l'Union! »<sup>1</sup> Tandis qu'Igelström menaçait la population d'une occupation turque, le consul anglais Johns, un russo-phobe convaincu, la rassurait<sup>2</sup>. A la suite des manifestations populaires et grâce aux insistances des représentants diplomatiques étrangers, les envoyés ottomans estimèrent plus prudent d'abandonner leur mission<sup>3</sup>.

C'est alors que le Sultan Abdoul-Hamid se montra prêt à entamer des négociations directes avec le prince Alexandre; il estimait qu'une Bulgarie forte, vassale fidèle de la Turquie et hostile à la Russie, serait un soutien solide de son Empire contre une agression de l'ennemi héréditaire russe. Aussi Salisbury lui avait-il recommandé une entente turco-bulgare comme profitable aux intérêts de la Porte<sup>4</sup>. Le prince, lui aussi, sûr que l'Europe n'admettrait pas une occupation de la Bulgarie par la Russie, ne pouvait que gagner à un arrangement avec son suzerain<sup>5</sup>. Les clauses les plus importantes de l'accord turco-bulgare, établi le 20 janvier/1<sup>er</sup> février, étaient les suivantes: 1. Le prince Alexandre serait nommé gouverneur-général de la Roumélie Orientale, conformément à l'article XVII du traité de Berlin; son mandat serait prolongé tous les cinq ans par un firman spécial du Sultan. 2. Les administrations et les armées de la Roumélie et de la Principauté seraient fondues sous la direction du prince. 3. En cas d'agression quelconque contre la Bulgarie ou la Roumélie, la Porte s'engageait à mettre à la disposition du prince des troupes ottomanes. De son côté, Battenberg était tenu de secourir son suzerain contre tout agresseur de la Turquie

---

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, p. 735; Hajek, p. 296.

<sup>2</sup> Un rapport publié dans le Livre bleu révèle que Sir William White avait reçu de la Turquie une promesse formelle qu'elle n'emploierait pas la force. *Turkey I*, 1886, N° 550; cité par Radev, p. 738.

<sup>3</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 262, p. 303 et suiv.

<sup>4</sup> Cf. Livre bleu anglais, I, N° 628; cité par Hajek, p. 304.

<sup>5</sup> Cf. sa lettre au prince héritier Frédéric-Guillaume, où il expose ses motifs, fin février 1886. Hartenau-Archiv chez Corti, p. 255 et suiv. Le 7 décembre 1885 son frère Henri de Battenberg lui avait télégraphié d'Angleterre pour lui recommander le rapprochement avec le Sultan. Cf. Corti, p. 229 et suiv.

européenne. L'accord prévoyait, en outre, qu'une commission bulgaro-turque réviserait le règlement rouméliote et que les villages musulmans de l'arrondissement de Kardjali seraient séparés de la Roumélie et annexés à l'Empire ottoman.<sup>1</sup>

La Russie avait compris qu'il serait inutile d'insister sur le rétablissement du statu quo<sup>2</sup> : la victoire bulgare, remportée par les armées réunies de la Principauté et de la Roumélie, avait consolidé l'Union. Le 23 décembre 1885, l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg, Sir Robert Morier, rapportait à son gouvernement : « Monsieur de Giers me parle aujourd'hui pour la première fois ouvertement de l'impossibilité de rétablir le statu quo ante (en Roumélie). D'après lui, l'Union est consommée ; elle ne doit plus être dissoute ; elle existe *de facto* ; son existence doit être réglée et un mode quelconque, une formule quelconque doivent être trouvés. »<sup>3</sup> Mais la Russie tenait à ce que ce *modus vivendi* fût aussi désavantageux que possible à son ennemi Alexandre Battenberg. C'est pourquoi Giers présenta aussitôt ses objections à la convention bulgaro-turque qui avait été approuvée d'une façon générale par les Puissances<sup>4</sup>. La Russie exigeait tout d'abord que Battenberg ne figurât pas nommément dans l'accord : son intention était de détruire le lien de solidarité établi entre le nom d'Alexandre et la révolution nationale bulgare, lien qui rendait le renversement de Battenberg difficile. Elle demandait ensuite que le mandat du « prince bulgare » ne fût prolongé qu'avec l'assentiment des Puissances. Cette exigence visait à ouvrir tous les cinq ans les portes à une ingérence européenne, précisément ce que le Sultan et Battenberg avaient voulu éviter. Enfin la Russie s'opposait énergiquement à la clause militaire, qu'elle savait dirigée contre elle<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Texte intégral cité par Hajek, p. 313 et suiv., selon *Correspondence Respecting the Affairs of Eastern Roumelia and Bulgaria*, II, N° 124. Cf. Résumé dans Documents diplomatiques, N° 368.

<sup>2</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 307, p. 340 et suiv.

<sup>3</sup> Livre bleu anglais, II, N° 12 ; cité par Hajek, p. 311.

<sup>4</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 381.

<sup>5</sup> La Russie déclara que la clause défensive constituait une menace pour la Serbie et la Grèce ; elle aurait pour résultat la conclusion de contre-alliances

Devant la résistance tenace de la Russie, les Puissances, qui d'abord avaient accepté la proposition du ministre italien Robilant prévoyant une nomination du prince bulgare à perpétuité, fléchirent peu à peu et conseillèrent à la Porte de satisfaire aux demandes russes <sup>1</sup>. L'influence russe n'avait fait que grandir en Europe et surtout à Constantinople, où régnait l'ambassadeur russe Nélidov <sup>2</sup>. Le 24 mars/5 avril 1886, les plénipotentiaires signèrent le protocole définitif : Alexandre n'y figurait pas nommément ; son mandat ne pouvait être renouvelé qu'avec l'assentiment des Puissances ; la clause militaire était annulée. Voyant que toute résistance serait vaine, Battenberg télégraphia le 31 mars/12 avril au grand Vizir qu'il se pliait aux décisions de l'Europe <sup>3</sup>.

---

et créerait un état permanent de guerre dans les Balkans. Jamais, disait la note, les Etats chrétiens, vassaux du Sultan, n'ont été forcés à un secours militaire ; seuls les Etats indépendants et responsables ont le droit de conclure une alliance militaire. Cf. Documents diplomatiques, N° 448.

<sup>1</sup> En Angleterre le pouvoir était passé au parti libéral, connu pour sa politique passive en Orient ; le successeur de Salisbury, Lord Rosebery, un grand germanophile, tenait également à améliorer les relations russo-anglaises — c'est pourquoi il ménageait la Russie. En acceptant les modifications de l'accord turco-bulgare exigées par la Russie, le gouvernement britannique se réserva de proposer à l'expiration des cinq années le renouvellement des pouvoirs du prince comme gouverneur général de la Roumélie. Cf. Documents diplomatiques, N° 561, p. 563.

<sup>2</sup> Le successeur de Sir William White était un homme âgé sans énergie et sans initiative. Cf. Radev, I, p. 766.

<sup>3</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 577, p. 572 et suiv.



## CHAPITRE VI

### L'ABDICATION D'ALEXANDRE BATTENBERG ET LA RUPTURE DES RELATIONS RUSSO-BULGARES

Après la victoire remportée par la Bulgarie dans la guerre de novembre, on aurait pu espérer une amélioration des relations bulgaro-russes. *Novoé Vremia*, toujours très sensible aux courants du jour, écrivait : « Il (Battenberg) n'est plus un prince allemand, mais un héros, le vainqueur de Slivnitsa et Piroť. Il a lié son nom à l'histoire de la Bulgarie, il a sauvé le pays au moment d'un terrible danger. »<sup>1</sup> Vers la fin de novembre, par un « prikaze » (ordre), le Tsar manifesta sa satisfaction pour l'œuvre accomplie par les officiers russes, dont l'admirable instruction militaire avait contribué à former les armées exemplaires de la Bulgarie et de la Roumélie. Alexandre III exprimait sa reconnaissance à l'ex-ministre de la guerre Cantacuzène, ainsi qu'à tous les officiers russes ayant servi dans les deux Bulgaries<sup>2</sup>.

Bien que dégradé et exclu de l'armée russe, le prince désirait mettre à profit ce revirement de l'opinion<sup>3</sup>, afin de tenter une réconciliation avec son auguste cousin. A Piroť, il eut de longues conversations avec le baron Kaulbars<sup>4</sup> au sujet d'un rapproche-

---

<sup>1</sup> *Novoé Vremia*, 22 décembre 1885; cité par Radev, I, p. 758.

<sup>2</sup> Cf. article d'Aksakov du 23 novembre 1885, dans *Russ*; Aksakov, p. 719. Giers assura l'ambassadeur français que cet acte était purement militaire et n'avait rien à faire avec la politique. Cf. Documents diplomatiques, N° 250, p. 291.

<sup>3</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 251.

<sup>4</sup> Cf. ci-dessus, p. 213. Kaulbars montra ouvertement ses sympathies bulgares, en proposant à la commission militaire internationale d'ordonner d'abord la retraite des troupes serbes pour donner satisfaction à l'armée victorieuse bulgare. Cf. Radev, I, p. 758.

ment russo-bulgare. Kaulbars, agissant d'après les instructions du prince Lobanov, suggéra à Battenberg d'exprimer publiquement sa reconnaissance aux officiers russes qui avaient instruit son armée, acte auquel Alexandre III serait très sensible. Le prince suivit ce conseil, bien qu'il en coûtât, sans doute, à son amour-propre : l'ordre du jour du 10/22 décembre attribuait les mérites des succès bulgares à l'activité des instructeurs russes <sup>1</sup>.

De retour à Sofia, le prince renouvela ses manifestations russophiles : lors de la rentrée des troupes victorieuses, des drapeaux russes furent hissés sur le ministère de la guerre, tandis que la musique militaire faisait entendre l'hymne russe aussi bien que le chant national bulgare. De plus, Alexandre Battenberg remit une lettre autographe pour le Tsar à Kaulbars, qui promit de s'entremettre en faveur du prince. A Saint-Pétersbourg la mission de Kaulbars fut accueillie avec sympathie par les cercles gouvernementaux et les membres de la famille impériale. Obroutchev avait dû abandonner ses projets militaires relatifs à la Bulgarie ; Giers craignait que la Russie ne fût entraînée trop loin par son hostilité envers Battenberg ; tous deux estimaient un rapprochement désirable <sup>2</sup>.

Mais le Tsar n'oubliait pas ses rancunes. Il déclara qu'il désirait n'avoir aucun rapport avec Battenberg. A la suite de cette douche froide, personne n'osa plus manifester ses sympathies pour « le héros de Slivnitsa ». Giers, convaincu que la décision d'Alexandre III était irrévocable, reprit son ancienne politique qui visait à détrôner « l'Allemand » <sup>3</sup>.

Après cette amélioration éphémère dans les rapports russo-bulgares, la tension entre les deux pays augmenta sensiblement. L'attitude du représentant russe à Sofia était probante à cet égard : à l'anniversaire du prince, le 24 mars/5 avril 1886, Bogdanov, le remplaçant de Koyander, refusa d'assister

---

<sup>1</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 311.

<sup>2</sup> Cf. Kartsov 1, p. 276 ; cité par Radev, I, p. 760.

<sup>3</sup> Cf. Radev, I, p. 761 ; c'est alors que, pensant utiliser l'Union contre Battenberg, Giers avait imposé les modifications à la convention bulgaro-turque. Cf. ci-dessus, p. 243.

au service divin et omit de hisser le drapeau de l'agence <sup>1</sup>.

La Russie avait trouvé un puissant instrument en Bulgarie dans les partis des tsankovistes et des « unionistes » <sup>2</sup>. Dès la fin de l'année précédente, les chefs russophiles avaient demandé des subsides pour la fondation d'un journal qui mènerait la lutte contre les « tendances anti-russes » en Bulgarie <sup>3</sup>. Pour rendre leur organe plus populaire ils avaient voulu l'intituler « La Bulgarie de San-Stefano » — mais le Département asiatique jugea ce titre très peu indiqué : la Russie, devenue partisan d'une politique « réaliste », n'entendait plus se faire le champion des nationalismes slaves <sup>4</sup>. C'étaient les « bratouchki » <sup>5</sup> qui devaient maintenant servir les intérêts russes <sup>6</sup>.

Les subsides ayant été accordés <sup>7</sup>, la nouvelle revue des tsankovistes, intitulée *Svetlina*, commença son agitation anti-gouvernementale dès la levée de l'état de siège (29 mars/10 mai). La mauvaise situation intérieure contribuait à son succès. La guerre avait épuisé toutes les ressources du pays ; le gouvernement n'arrivait pas à dédommager la population pour les pertes causées par les réquisitions ; l'exportation des céréales — une des principales sources du revenu national — avait été prohibée. D'où une grave crise économique. Les russophiles profitaient du mécontentement général pour prêcher comme seule issue à la situation une réconciliation avec les Russes <sup>8</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. Documents diplomatiques, N° 562, p. 564.

<sup>2</sup> Cf. ci-dessus, pp. 225-226.

<sup>3</sup> Cf. les dépêches de Bogdanov à Giers, Avanturi, N° 5.

<sup>4</sup> Cf. Avanturi, N° 7.

<sup>5</sup> Cf. ci-dessus, p. 158, n. 1.

<sup>6</sup> Cf. la lettre d'Alexandre III à Obroutchev, ci-dessus p. 231.

<sup>7</sup> Cf. Avanturi, N° 6. Le fait est certifié aussi par les Documents secrets, p. 104 ; cité par Hajek, p. 320. Les chefs russophiles avaient signé une déclaration par laquelle ils s'engageaient à se conformer fidèlement aux vues du gouvernement russe sur la situation en Bulgarie, ainsi qu'à ne pas faire de leur journal uniquement une feuille de parti. Cf. Avanturi, N° 8.

<sup>8</sup> Le gérant du consulat de Roussé recommandait à Saint-Pétersbourg le concours de la police secrète russe qui, avec l'aide des russophiles, organiserait des « comités exécutifs » dans le but de renverser le prince. Cf. Documents secrets, p. 105 ; cité par Hajek, p. 323.

Si le prince avait contre lui les russophiles, il pouvait compter depuis le 6/18 septembre sur les nationalistes bulgares et sur les libéraux rouméliotes, les *kazionni*<sup>1</sup>, qui voyaient en lui la sauvegarde de l'indépendance du pays. Zacharie Stoïanov écrivait : « Pas de prince — pas de Bulgarie. »<sup>2</sup> La position du prince eût été meilleure s'il avait pu s'appuyer sur un gouvernement uni : mais des dissensions sérieuses avaient surgi au sein du parti gouvernemental. Les nationalistes, appelés aussi « radicaux » ou « jeunes », s'étaient groupés autour du titulaire de la justice, Radoslavov, qui, du fond de son fauteuil ministériel, faisait de l'opposition au ministre-président Karavelov<sup>3</sup>.

Les événements récents avaient contribué à rapprocher encore davantage le prince persécuté de son premier ministre : Battenberg pensait que Karavelov était seul capable de sauver son trône. A la veille de la bataille électorale le prince entreprit avec son ministre-président une tournée en Roumélie en vue de lui assurer les suffrages.

On attribuait une grande importance aux élections de Roumélie qui devaient montrer à l'Europe si vraiment la population rouméliote était hostile au prince, comme l'affirmait la diplomatie russe, ou si elle lui était dévouée, ainsi que Battenberg le déclarait aux agents diplomatiques. A Plovdiv le consul russe, Igelström, dirigeait personnellement l'opposition. Il conseillait en secret à ses partisans rouméliotes de provoquer, le jour des élections, des troubles pour compromettre l'Union moralement aux yeux de l'Europe et pour ouvrir ainsi les portes à une intervention russe<sup>4</sup>. Dans un rapport adressé à Giers, Igelström caractérise d'une façon très nette la situation du pays : l'armée et quelques conservateurs étaient favorables au prince, tandis

---

<sup>1</sup> Cf. ci-dessus, p. 224, note 3.

<sup>2</sup> *Nesavissimost* (Indépendance), 30 octobre 1886. Au sujet de Z. Stoïanov, cf. ci-dessus, p. 227.

<sup>3</sup> On reprochait à Karavelov de pencher pour une réconciliation avec les Russes, d'avoir signé la convention bulgare-turque, qui ne réalisait que très imparfaitement l'Union, et d'avoir cédé des territoires à la Turquie.

<sup>4</sup> Cf. Radev, I, p. 774.

que la majorité du peuple restait indifférente. Battenberg ne jouissait de l'appui des radicaux, du parti Karavelov et des partisans de Stoïanov qu'à cause de leurs revendications nationalistes et unionistes dont il s'était fait le défenseur en face de la Russie. Le parti russophile, qui désirait en secret une occupation de la Bulgarie par les Russes, était opposé au prince. Igelström proposait trois solutions pour remédier à cette situation anarchique : il fallait ou bien laisser les Bulgares se convaincre eux-mêmes de l'insuffisance de leur régime, ou bien occuper le pays, ou encore pardonner au prince en procédant à une révision de la Constitution <sup>1</sup>. Mais la Russie avait abandonné définitivement l'idée d'une réconciliation.

Le 6/18 mai on découvrait à Bourgas, port de la Mer Noire au Sud du Balkan, un complot contre le prince Alexandre et Karavelov organisé par le capitaine Nabokov, officier russe de la milice rouméliote <sup>2</sup>. On voulait se saisir de Battenberg vivant, sinon le tuer <sup>3</sup>. Selon le préfet de la ville, Nabokov avait été inspiré par le consulat russe, où il se rendait, en effet, quotidiennement. Si des preuves de cette assertion manquent, il est toutefois certain que Giers fit de la libération du conspirateur une question d'honneur pour la diplomatie russe <sup>4</sup>. Il soutenait que les tribunaux bulgares n'étaient pas qualifiés pour juger un officier russe <sup>5</sup>. Sur les instances du consul de Plovdiv, Karavelov

---

<sup>1</sup> Rapport du 19/31 mai 1886, dans *Avanturi*, N° 9, pp. 14-16. Ce rapport est annoté au crayon de la main d'Alexandre III ; en marge de la dernière proposition d'Igelström, le Tsar avait marqué : « Nous ne le désirons pas » ; *ibid.*, p. 16, note 1.

<sup>2</sup> Après le rappel des officiers russes, il était resté en Bulgarie soi-disant pour des affaires privées. Cf. Radev, I, p. 774.

<sup>3</sup> Cf. Hajek, p. 321.

<sup>4</sup> Cf. Radev, I, p. 775.

<sup>5</sup> Cf. Hajek, p. 321. Juridiquement, la thèse du consul était soutenable : selon les capitulations en vigueur en Turquie (dont la Roumélie Orientale faisait encore partie malgré l'Union personnelle) Nabokov, en tant que sujet russe, ne pouvait être jugé que par les autorités consulaires de son pays.

estima plus prudent de livrer le capitaine compromis aux autorités russes <sup>1</sup>.

Malgré l'agitation d'Igelström et les menées de Nabokov, et grâce à une forte pression des autorités administratives, Karavelov obtint en mai une majorité écrasante aux élections de la Bulgarie méridionale. Les députés rouméliotes furent appelés à siéger dans la même Chambre que leurs collègues de la Principauté. Bien que cet acte violât manifestement l'esprit de la convention bulgaro-turque, ni les Puissances, ni la Turquie ne protestèrent <sup>2</sup>. En revanche, le discours du trône du 2/14 juin souleva de nombreuses critiques. Dans la crainte que les députés ne rouvrisse la crise rouméliote en votant contre la convention bulgaro-turque, le prince omit de la mentionner et déclara au Sobranié que l'Union était réalisée en fait. De toutes les Puissances, c'est la Russie qui éleva les protestations les plus vigoureuses contre la proclamation de l'Union réelle à la place de l'Union personnelle <sup>3</sup>. Les Russes et les russophiles bulgares furent particulièrement mécontents du discours du trône. Pour la première fois depuis 1878, remarquaient les journaux de Saint-Petersbourg avec indignation, le nom de la « Libératrice » y avait été omis ! L'ambassadeur russe à Constantinople ne manqua pas de protester auprès de la Porte contre les violences commises pendant les élections. Le ministre des affaires étrangères bulgares, Tsanov, nia les accusations russes dans une note verbale, soulignant que depuis le 6/18 septembre l'ordre régnait en Roumélie « malgré les menées de quelques cerveaux troubles et déséquilibrés, soutenus malheureusement par des éléments

---

<sup>1</sup> Le ministre de la justice Radoslavov, qui n'avait pas été averti de cette décision, voulut donner sa démission. Battenberg, prévoyant qu'elle serait le coup de grâce pour son gouvernement, réussit à dissuader le ministre de son intention.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 66 ; Radev, I, p. 776.

<sup>3</sup> Il est remarquable que la Turquie, qui était, du point de vue formel, la plus intéressée à une observation fidèle de la Convention, n'accorda pas une grande importance à la déclaration de Battenberg. Le grand Vizir se contenta d'envoyer un télégramme ironique au prince, remarquant que son discours avait été « très éloquent, mais incorrect ! » Cf. Radev, I, p. 778.

étrangers »<sup>1</sup>. L'allusion aux Russes était nette ; elle complétait les informations secrètes données par Battenberg à quelques agents diplomatiques, selon lesquelles la Russie voulait provoquer des troubles en Bulgarie méridionale afin d'avoir un prétexte pour l'occupation<sup>2</sup>.

La session de la Chambre fut particulièrement orageuse. Karavelov avait perdu tout son prestige et était attaqué tant par les russophiles, qui dénonçaient sa politique « sacrilège » à l'égard de la « Libératrice », que par les nationalistes extrêmes, mécontents par ses concessions en politique extérieure ; pour les uns il trahissait la Russie, pour les autres, les intérêts bulgares. Il ne fut sauvé que par l'intervention en sa faveur du président Stambolov. Au fond, sa politique était opportuniste : d'un côté il s'efforçait de ne pas laisser les russophiles gagner du terrain en Roumélie Orientale, de l'autre de ne pas envenimer le conflit avec la Russie. Depuis le printemps, le ministre-président avait été amené à reviser ses opinions sur la politique à suivre. L'incident Nabokov et les menaces qu'Igelström avait proférées à cette occasion l'avaient profondément impressionné ; il craignait pour l'avenir de la Bulgarie. Les russophiles, avec leurs prières pour une occupation, et les nationalistes, avec leur langage provocateur, lui semblaient également dangereux<sup>3</sup>. Seule une réconciliation avec la Russie pourrait sauver la Bulgarie. Avec Stambolov il s'était rendu auprès du représentant russe Bogdanov pour sonder le terrain en vue d'un rapprochement bulgaro-russe. Une semaine après arriva la réponse décourageante de Saint-Pétersbourg : tant qu'Alexandre Battenberg occuperait le trône, la Russie ne changerait pas d'avis<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Radev, I, p. 777.

<sup>2</sup> *Turkey*, 1887, I, N° 54 ; cité par Radev, p. 778.

<sup>3</sup> Les nationalistes ou « jeunes » (Zacharie Stoïanov, Risov, Petkov) menaient une campagne terrible contre tout ce qui était russe, tant contre le Tsar et Katkov, que contre les mœurs et coutumes russes : les cloches, les samovars, le culte exagéré des saints, tout y passait... Cf. Hajek, p. 323.

<sup>4</sup> Cf. Radev, I, p. 790. Le 28 juin/10 juillet Nelidov exposait dans un mémoire son avis sur la politique à suivre en Bulgarie. Il insistait sur l'impossibilité pour la Russie de rendre sa confiance à Battenberg et sur la nécessité de le



Pendant l'été, l'agitation de l'opposition atteignit son paroxysme. Les journaux russophiles<sup>1</sup> préconisaient ouvertement le renversement de Battenberg<sup>2</sup> et appelaient l'occupation russe pour mettre fin à l'anarchie intérieure : comme en 1878, l'arrivée des Russes signifierait une libération<sup>3</sup>. L'opinion publique russe, d'abord opposée à l'idée d'une occupation de la Bulgarie, commençait à croire que la Russie devrait mettre fin à une situation dépeinte en couleurs si noires par les correspondants de Sofia et de Plovdiv<sup>4</sup>.

Le mécontentement en Bulgarie s'étendit aussi à l'armée. Déjà vers la fin de décembre le correspondant sofiote des *Moskovskia Vedomosti* écrivait que le prince s'était fait des ennemis parmi les officiers en favorisant ses protégés dans la distribution des décorations après la guerre, et parlait de la formation de deux partis militaires : l'un « russe », l'autre « princier »<sup>5</sup>. Tandis que

---

faire détrôner par les Bulgares eux-mêmes ; une intervention du dehors ne saurait que renforcer le courant anti-russe au profit de l'Occident. Il fallait gagner la confiance du peuple et signifier aux chefs de l'opposition que la Russie se désintéresserait de la Bulgarie tant que Battenberg serait sur le trône bulgare. (Ici Alexandre III avait ajouté de sa propre main : « Dans ce cas, il nous faudrait soutenir l'opposition et ses organes. ») On devait remettre les projets tendant à la réalisation d'une Grande Bulgarie à une époque plus favorable, lors d'un conflit, par exemple, avec la Turquie. Quant à cette dernière, on devait se contenter de lui suggérer que l'observation du traité de Berlin était dans son propre intérêt, sans cependant compromettre la politique traditionnelle de la Russie en insistant trop dans ce sens. Alexandre III avait mis en marge du mémoire : « Approuver ce programme sans réserve. » Cf. Avanturi, N° 10, pp. 16-19.

<sup>1</sup> *Svetlina* (Lumière) à Sofia et *Saédinenie* (Union) à Plovdiv.

<sup>2</sup> « La source du mal se trouve au palais de la capitale bulgare... » et « tant que Battenberg règnera, il n'y aura point de salut pour la Bulgarie », écrivait *Saédinenie* ; N°s du 26 juin 1886 et du 20 juillet 1886.

<sup>3</sup> Cf. *Svetlina*, 1886, N° 188 ; cité par Radev, I, p. 791.

<sup>4</sup> La Roumélie surtout était représentée comme victime de la corruption des autorités, de leurs violences. Cf. *Saédinenie*, 10 juillet 1886 ; cité par Radev, I, p. 791.

<sup>5</sup> *Moskovskia Vedomosti*, 23 décembre 1885 ; cité par Radev, I, p. 795. Selon les Documents secrets, p. 105, le conseiller d'Etat Mischenko fut dépêché à Sofia sur l'ordre du directeur de la police russe « pour organiser

la majorité, dont les militaires nationalistes (Nikolaev, Ratcho, Petrov, Panitsa, etc.), restait fidèle au prince, les officiers mécontents ou russophiles (Benderev, Kissov, Radko Dimitriev) avaient, en effet, constitué le groupe anti-dynastique où devait s'ourdir, d'accord avec l'agence russe, la conspiration du 9/21 août qui coûta son trône à Battenberg.

Les officiers russophiles étaient en rapports étroits avec l'attaché militaire Sacharov, ex-chef de l'Ecole militaire. Mais il n'est pas prouvé que celui-ci ait pris l'initiative du complot. Benderev et Radko Dimitriev, russophile fanatique qui rêvait d'une fédération de tous les Slaves sous le sceptre de la Russie <sup>1</sup>, entretenaient de l'agitation dans l'armée pour lui faire comprendre la nécessité d'un éloignement du prince. L'atmosphère à Sofia était lourde. Les rumeurs d'une mobilisation serbe, répandues vers la fin de juillet, ne firent qu'aggraver la situation pour Battenberg. Les officiers russophiles, ainsi que le ministre de la guerre Nikiforov estimaient que, cette fois-ci, la Bulgarie ne saurait gagner la guerre toute seule. L'attaché Sacharov exploitait habilement ce défaitisme en déclarant que, si le prince était détrôné, la Russie n'admettrait pas une agression contre le pays et garantirait l'intégrité de la Bulgarie unie <sup>2</sup>.

Le gouvernement bulgare se trouvait dans une position extrêmement difficile : il voyait que la situation devenait chaque jour plus critique, mais ne savait que faire pour l'améliorer. Toute tentative de réconciliation avec la Russie était paralysée d'avance par l'ultimatum tacite de Saint-Pétersbourg : il fallait choisir entre le Tsar et le prince. On ne pouvait s'attendre à

---

à l'aide d'agences clandestines et avec l'appui du parti libéral (russophile) le renversement de Battenberg ». Cf. Hajek, p. 323.

<sup>1</sup> Cf. Radev, I, pp. 797-798, d'après R. Dimitriev : *Moskovskia Vedomosti*, 29 septembre 1886.

<sup>2</sup> Cf. *Koï sa vinovnitsite za 9 avgoust?* (Qui sont les responsables du 9 août ?), brochure contenant les témoignages de plusieurs conspirateurs, p. 58 ; cité par Radev, I, p. 802.

aucun appui des Puissances <sup>1</sup>. L'opinion publique en Europe, qui avait suivi avec intérêt et sympathie les récents succès bulgares, était pessimiste au sujet du prince, qui, pensait-on, serait fatalement la victime de la politique russe. Pour la première fois tout le monde était d'accord pour prédire le triomphe final de la Russie et l'inutilité d'une résistance bulgare. Le ministère Karavelov avait une tâche ingrate : sa politique était d'avance vouée à l'échec.

Dans ces conditions, les ministres démoralisés se demandaient s'il ne serait pas plus prudent de sacrifier le souverain, plutôt que de pousser le peuple entier à la ruine. Le ministre de la guerre alla jusqu'à suggérer au conseil des ministres de présenter un rapport motivé à Battenberg, le priant d'abdiquer pour sauver le pays <sup>2</sup>. De son côté, le ministre des affaires étrangères, Tsanov, discutait avec l'agent russe du renversement du prince ; ses conversations avec Bogdanov ne durent pas rester un secret pour le ministre-président, qui comme nous l'avons vu, était lui-même assailli de doutes. L'agent réitérait les promesses faites par Sacharov et, pour donner plus de poids à ses assertions, montrait à Tsanov sa correspondance avec Giers. Bogdanov se prononçait contre un assassinat du prince, dont la responsabilité retomberait sur la Russie (Alexandre Battenberg était un parent du Tsar!). En revanche il garantissait aux conspirateurs qu'une fois exilé en territoire russe, le prince ne reviendrait plus en Bulgarie <sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Sur la politique anglaise, cf. p. 244, note 1. Pendant l'été Bismarck persuada Kálnoky à Kissingen et Gastein (28 juillet/8 août) de ne pas s'opposer au renversement de Battenberg, pour sauvegarder la Ligue des trois Empereurs. Kojouharov, p. 320, selon Köhler, p. 146.

En ce qui concerne la Porte, Nelidov voulut troubler l'accord bulgaro-turc, en persuadant au Sultan que le prince, sous prétexte de la mobilisation serbe, entreprenait des préparatifs militaires en vue d'envahir la Macédoine! Grâce au commissaire turc Gadban Efendi, dévoué à Battenberg, le malentendu put être dissipé. Cf. Hajek, p. 328.

<sup>2</sup> Cf. Radev, I, p. 809 et suiv.

<sup>3</sup> Cf. Radev, I, p. 810.

Les instances de l'agent et de l'attaché militaire devenaient toujours plus pressantes. Les conjurés ne voulaient plus attendre, de peur d'être compromis<sup>1</sup>. Le moment était favorable : les officiers les plus fidèles au prince étaient absents de Sofia, et Nikiforov, malade, était remplacé par Benderev, un des principaux conspirateurs<sup>2</sup>. Le 9/21 août le chef de l'Ecole militaire, Grounev, après avoir hésité jusqu'au dernier moment, cerna le palais avec ses « junkeri » ; les officiers rebelles annoncèrent au prince « la volonté du peuple » et lui firent signer l'acte d'abdication. Alexandre fut conduit à Orechovo, sur le Danube ; son yacht l'y attendait pour l'emmener à Reni, en Bessarabie, où il fut remis aux autorités russes.

Dans les rues de Sofia, les russophiles fêtaient la « seconde Libération ». Tsankov télégraphia à Saint-Pétersbourg que la Bulgarie était aux pieds de Sa Majesté<sup>3</sup>. Dans la cathédrale, le métropolite Kliment remerciait Dieu de cette « délivrance »<sup>4</sup>. Une foule menée par les tsankovistes alla devant l'agence russe pour implorer le pardon d'Alexandre III. Lorsque Bogdanov déclara du haut de son balcon que Sa Majesté le Tsar prenait le peuple bulgare sous sa protection, l'officier russe Kessiakov incita la foule émue à se mettre à genoux<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Karavelov, que les conspirateurs avaient voulu gagner au complot, les avait priés d'en remettre l'exécution de quelques jours. Comme Nikiforov, le président aurait préféré demander l'abdication du prince par un rapport motivé. Tous deux furent pris au dépourvu par le coup d'Etat.

<sup>2</sup> Cf. le télégramme de l'agent russe à Giers, 27 juillet/8 août ; Avanturi, N° 11, p. 19. Alexandre III l'avait annoté : « Je crains qu'il n'en sorte rien de bien. » Par l'intermédiaire de l'agent, Sacharov annonçait à Obroutchev que le gouvernement provisoire demanderait, après le renversement du prince, l'envoi d'un général populaire en Bulgarie, Ignatiev ou Dondoukov, comme commissaire impérial. Ibid., N° 12, p. 20.

<sup>3</sup> Cf. Milioukov, p. 84 ; cité par Hajek, p. 342.

<sup>4</sup> Hajek, p. 342, prétend que la plupart des assistants ne savaient même pas de quoi il s'agissait. Un paysan se serait écrié : « Dieu soit loué, notre prince épousera maintenant la fille du Tsar ! » Selon Hajek, l'histoire, sinon vraie, est vraisemblable.

<sup>5</sup> Cf. Radev, II, p. 10 et suiv. ; *Svetlina* du 9/21 août, cité par Hajek, p. 343.

La presse russe ne se laissa pas aller à de grandes manifestations de joie — on ne voulait pas donner l'impression que le renversement du prince avait été inspiré par la Russie. On acceptait l'événement comme quelque chose qu'on avait prévu et on se borna à conseiller aux chefs du complot de s'assurer la faveur du Tsar <sup>1</sup>.

Le coup d'Etat avait été mal organisé. Grekov, Stoïlov, Karavelov et d'autres refusèrent l'invitation de Grouev de légaliser la révolution en se mettant à sa tête. Le gouvernement provisoire formé par le métropolite Kliment, protégé des Russes, ne réussit pas à s'imposer. Par la proclamation du 10/22 août, le président de la Chambre Stambolov dénonça le coup d'Etat comme une trahison et invita le peuple à la révolte. Au lieu du conspirateur Grouev, il nomma Moutkourov commandant en chef de l'armée. Dans les rues de Sofia, aux cris des russophiles : « A bas Alexandre ! Vive la Russie ! », les radicaux répliquaient : « Vive le héros de Slivnitsa ! A bas les traîtres ! A bas la Russie ! » <sup>2</sup> A Plovdiv aussi, où Battenberg était aimé depuis l'Union, la contre-révolution, encouragée par le consul anglais, faisait de rapides progrès <sup>3</sup>. A cause des désordres graves en Bulgarie, la Russie estima plus prudent d'ajourner l'envoi du commissaire impérial <sup>4</sup> réclamé par le gouvernement de Kliment.

Stambolov était décidé à ramener le prince. Pour savoir quelle serait l'attitude des Puissances, il s'informa auprès de l'agent bulgare à Bucarest. La réponse de Natchovitch, qui avait sondé les représentants diplomatiques, fut encourageante : il semblait que l'Europe n'admettrait pas une occupation de la Bulgarie <sup>5</sup>.

Dans presque tous les pays, l'opinion publique avait pris parti pour le prince détrôné. En Allemagne et en Autriche-Hongrie

---

<sup>1</sup> Cf. Hajek, p. 347 et suiv.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 69.

<sup>3</sup> Cf. Fillion, p. 332 et suiv. Pour plus de détails au sujet des événements en Bulgarie après le coup d'Etat, cf. Hajek, pp. 340-373.

<sup>4</sup> Comme tel on avait nommé le prince Dolgoroukov. Cf. Documents secrets, p. 105 ; cité par Hajek, p. 352.

<sup>5</sup> Cf. Marinov, p. 297 ; cité par Hajek, p. 364.

la presse menait une campagne énergique en faveur de Battenberg, à l'exception des organes officiels, qui sacrifiaient le souverain infortuné au maintien de la Ligue des trois Empereurs. Si la France, dans le désir de flatter la Russie, acceptait le coup d'Etat, si la Porte restait sur l'expectative, se bornant à « regretter cet événement » <sup>1</sup>, en Angleterre, l'opinion publique prenait chaleureusement parti pour un retour de Battenberg. La presse anglaise jugeait la chute du prince une défaite diplomatique de la Grande-Bretagne <sup>2</sup>. La reine Victoria s'entremettait avec zèle pour son neveu, envoyait des notes aux gouvernements de Berlin et de Vienne pour gagner leur concours, et songeait même à rappeler ses ambassadeurs de Saint-Pétersbourg et de Constantinople <sup>3</sup>.

Alarmés, les russophiles, craignant des représailles, s'efforçaient d'empêcher un retour d'Alexandre. Le gérant du consulat de Roussé télégraphiait au Département asiatique : « Les bourgeois et les officiers qui ont participé au coup d'Etat me déclarent que le retour du prince Battenberg en Bulgarie entraînerait inévitablement une guerre civile dont l'issue serait très regrettable pour le pays », et il priait qu'on retînt le prince encore quelque temps à Reni, « jusqu'à ce que l'ordre et un gouvernement suffisamment fort fussent rétablis en Bulgarie » <sup>4</sup>.

La panique s'emparait des conspirateurs dont quelques-uns, tel Radko Dimitriev, avaient déjà fui de la Principauté. Bogdanov, craignant que tout ne fût perdu, alla chez Karavelov pour l'inviter à prendre le pouvoir : il espérait que la popularité de l'ex-russophobe pourrait sauver la situation. Karavelov

---

<sup>1</sup> Télégramme adressé à Gadban Efendi ; cf. Hajek, p. 350.

<sup>2</sup> *Times* du 11 août ; cf. Hajek, p. 349.

<sup>3</sup> Cf. lettre du prince Henri de Battenberg à son frère Alexandre du 4 septembre 1886, Hartenau-Archiv, citée par Corti, p. 266. Par ces mesures « platoniques » la reine ne fit qu'affaiblir la position d'Alexandre à l'égard du Tsar, et de Bismarck surtout qui soupçonnait l'Angleterre de vouloir séparer l'Allemagne de la Russie en y provoquant une campagne de presse en faveur du prince. Cf. Hajek, p. 380 et suiv.

<sup>4</sup> Documents secrets, N° 98, p. 108 ; cité par Hajek, p. 370.

exigea l'octroi de pleins pouvoirs illimités pour lui et l'élimination des conjurés du gouvernement, ce qui lui fut accordé en échange de la promesse de ne pas admettre le retour de Battenberg et d'agir conformément aux intérêts russes <sup>1</sup>. Le 12/24 août il forma un nouveau gouvernement ; tous les partis, à l'exception des tsankovistes, y étaient représentés. Karavelov se rendit compte de l'extrême difficulté de sa tâche lorsqu'en réponse à sa circulaire aux Puissances, dont il avait espéré obtenir l'appui, les représentants de la Grande-Bretagne et de la Porte exigèrent de lui l'assurance qu'il allait agir au nom du prince. Le major Popov, commandant de la garde de corps du prince, était rentré à Sofia et — comme d'ailleurs la majorité des militaires — réclamait de Karavelov le rappel d'Alexandre <sup>2</sup>. Stambolov agissait sur lui dans le même sens : il tenait à arriver à un accord avec le gouvernement de Sofia pour éviter la guerre civile : en effet, Moutkourov avançait sur Sofia à la tête des troupes fidèles au prince ! Devant cette menace, Karavelov était prêt à céder, mais Bogdanov, en agitant devant lui l'épouvantail d'une occupation russe, réussit à raidir à nouveau sa résistance : le ministre-président ne voulut plus rien entendre d'une régence princière exigée par Stambolov conformément à la Constitution. Devant l'impossibilité d'arriver à un accord, Stambolov décida de prendre les affaires en main. Ainsi, comme dit Radev, il y avait en Bulgarie un gouvernement qui ne possédait plus de pouvoir, et une dictature qui n'était pas encore un gouvernement !

A Tirnovo, Stambolov se proclama régent avec le poète-politicien Slaveïkov et le chef du parti libéral rouméliote Stranski, et entama des négociations avec Battenberg pour le ramener en Bulgarie <sup>3</sup>. Quinze jours plus tard, l'attaché militaire Sacharov

---

<sup>1</sup> Cf. Hajek, p. 365 et suiv.

<sup>2</sup> Dans l'intention de demander des explications à Kliment, Popov s'était rendu chez le métropolite, où il trouva assemblés nombre de russophiles, ainsi que l'agent russe. Nullement intimidé, il s'inclina ironiquement et déclara : « Mes compliments, mais ce qui est arrivé est malgré tout une trahison noire ! » Hajek, p. 368.

<sup>3</sup> Cf. Stanev, p. 70.



annonçait à Obroutchev l'échec total du complot par la faute de Stambolov <sup>1</sup>.

Le 13/25 août, le régent avait télégraphié au Tsar, le priant de libérer le prince et d'autoriser sa rentrée à Sofia. Au rebours des russophiles, il représentait l'absence du prince comme un grand danger pour l'ordre en Bulgarie <sup>2</sup>. Cette dépêche, retenue à Roussé, n'arriva pas à destination <sup>3</sup>.

Le jour suivant, un télégramme du ministère des affaires étrangères, arrivé de Saint-Pétersbourg, autorisait le prince Battenberg (gardé à Réni où il avait débarqué deux jours auparavant <sup>4</sup>) à rentrer en Bulgarie à travers l'Autriche. Le Tsar refusait son consentement à un voyage du prince à Saint-Pétersbourg, pour lequel Battenberg avait particulièrement insisté <sup>5</sup>. A Lemberg, où il arrivait le 15/27 août, le prince reçut les dépêches de Stambolov et de Natchovitch qui lui annonçaient le succès de la contre-révolution et le priaient de reprendre le pouvoir. Le 16/28, le prince donna sa réponse affirmative, malgré les instances de ses parents <sup>6</sup>. Il accepta de rentrer à Sofia parce que son honneur et le principe monarchique le lui commandaient, parce qu'il croyait au dévouement de son peuple et parce qu'il se savait appuyé par la reine Victoria.

---

<sup>1</sup> Cf. Avanturi, N° 15, p. 21.

<sup>2</sup> Marinov, p. 298 et suiv.; cité par Hajek, p. 371.

<sup>3</sup> Radev croit que Stambolov ordonna lui-même cette mesure. Selon Hajek, qui déclare les motifs invoqués par Radev insuffisants, c'est le consulat russe qui retint la dépêche au lieu de l'expédier en Russie. D'après Marinov, le télégramme non seulement parvint finalement au Tsar, mais fit une telle impression sur lui qu'il ordonna tout de suite la libération de son cousin! Cf. Hajek, p. 371.

<sup>4</sup> Le commandant du yacht, Koroborov, l'avait livré aux autorités russes malgré la dépêche de Stambolov du même jour lui ordonnant de ramener le prince.

<sup>5</sup> Selon le témoignage du capitaine de cavalerie Gojinskii, remplaçant du commandant de la garde frontière de Réni, cité par Hajek, p. 378.

<sup>6</sup> Le père de Battenberg, Alexandre de Hesse, avait reçu un long télégramme de Bismarck, soulignant que le retour du prince, en dépit de la volonté manifeste du Tsar, ne saurait avoir que des conséquences très graves pour lui. Cf. Hajek, p. 380. Lors de leur rencontre à Franzensbad, le 25 août, Bismarck et Giers s'étaient mis d'accord au sujet de la question bulgare. Cf. Corti, p. 270.

Le prince était même assez naïf pour espérer encore une réconciliation avec la Russie. Sa libération, son retour en Bulgarie, n'étaient-ce pas des indices prometteurs ? La présence du consul russe Satochine en uniforme de gala, lors de l'accueil triomphal de Battenberg à Roussé, le 17/29 août (Alexandre n'avait été absent de Bulgarie qu'une semaine!) ne fit qu'encourager le prince dans ses illusions. Laissé sans instructions, Satochine avait décidé de se joindre à ses collègues sur l'invitation du consul roumain<sup>1</sup>. Lorsqu'Alexandre III apprit l'affaire, il eut un accès de colère terrible et voulut destituer le fonctionnaire qui avait osé « recevoir cette personne en uniforme »<sup>2</sup>. A grand'peine, Giers réussit à expliquer au Tsar que le consul avait rendu un service inestimable à la Russie<sup>3</sup>. Le prince avait fait venir le jeune consul pour discuter avec lui des relations russo-bulgares, et Satochine lui conseilla de s'assurer le pardon du Tsar qui seul saurait lui garantir son trône. Ce conseil, qu'Alexandre eut l'imprudence de suivre, devait lui coûter définitivement sa couronne princière<sup>4</sup>. Touché par ce qu'il estimait être une avance de la part du Tsar, Battenberg envoya, sans avoir consulté Stambolov, un télégramme à son cousin, que nous nous permettons de citer en entier : « Ayant repris en mains le gouvernement de mon pays, j'ose soumettre à Votre Majesté l'expression de mes remerciements pour l'attitude de Votre représentant à Roustchouk (Roussé). Celui-ci, par sa présence officielle à la réception qui m'a été faite, a montré au peuple bulgare, que le gouvernement impérial ne saurait approuver l'acte révolutionnaire dirigé contre ma personne. En même

---

<sup>1</sup> Cf. Documents secrets, N° 102, p. 110; Tatichtchev 2, p. 454, cité par Hajek, p. 384.

<sup>2</sup> Baddeley, p. 283; cité par Koujouharov, p. 321, note 7.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Selon Koujouharov, p. 321, toute l'affaire avait été une intrigue bien calculée de Giers. Hajek, qui d'habitude n'hésite pas à attribuer aux Russes les pires intentions, croit au contraire que Satochine, laissé sans instructions, agit de bonne foi en recommandant au prince de s'adresser au Tsar. Cf. Hajek, p. 384.

temps, je sollicite de Votre Majesté la permission de lui soumettre l'expression de toute ma gratitude pour l'envoi qu'elle a daigné ordonner en Bulgarie du général Dolgoroukov <sup>1</sup>. Car, en reprenant le pouvoir légal en mains, mon premier acte est d'exprimer à Votre Majesté ma ferme intention de faire tous les sacrifices nécessaires afin d'aider la magnanime intention de Votre Majesté de faire sortir la Bulgarie de la crise grave qu'elle traverse. Je prie Votre Majesté d'autoriser le général Dolgoroukov à se concerter le plus vite possible et directement avec moi. Je serais heureux de pouvoir donner à Votre Majesté la preuve définitive du dévouement inaltérable dont je suis animé envers Votre auguste personne. Le principe monarchique me force à rétablir la légalité en Bulgarie et en Roumélie. La Russie m'ayant donné ma couronne, c'est entre les mains de son Souverain que je suis prêt à la remettre. — Alexandre. » <sup>2</sup> Ce télégramme était un pas fatal de la part du prince, car il le mettait complètement à la merci du Tsar. Le 20 août/1 septembre arriva la réponse écrasante, conçue dans les termes suivants : « J'ai reçu le télégramme de Votre Altesse. Je ne puis approuver Votre retour en Bulgarie, prévoyant les conséquences sinistres qu'il peut entraîner pour le pays bulgare, déjà si éprouvé. La mission du général Dolgoroukov devient inopportune ; je m'en abstiendrai dans le triste état de choses auquel la Bulgarie est réduite tant que vous y serez. Votre Altesse appréciera ce qu'elle a à faire. Je me réserve de juger ce que me commandent la mémoire vénérée de mon père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Orient. Alexandre. » <sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Ceci était plus que diplomatique, vu que l'envoi de Dolgoroukov avait été prévu par Saint-Pétersbourg au cas du succès de la conspiration ! Cf. p. 256, note 4.

<sup>2</sup> Texte chez Hajek, p. 387, en note.

<sup>3</sup> Cité par Hajek, p. 387. Lamsdorf, ami et secrétaire de Giers, affirme que ce télégramme fut envoyé en dépit du Conseil des ministres qui désiraient éviter une rupture. Lamsdorf critique à plusieurs reprises la politique russe en Bulgarie. Cf. Lamsdorf, vol. II, Introduction, p. XIII. Malheureusement nous n'avons pu trouver à Lausanne le premier volume, consacré aux années 1886-1890, de ce précieux ouvrage.

Pourquoi le Tsar avait-il laissé Battenberg rentrer en Bulgarie, s'il n'avait nullement changé d'avis ? C'est que la diplomatie russe, représentant un pays monarchique par excellence, ne pouvait officiellement sanctionner la voie illégale par laquelle le prince avait été détrôné. La Russie tenait toujours à l'éloignement de Battenberg, mais elle préférait une abdication normale qui ne la compromettrait pas. Le télégramme d'Alexandre était une occasion bienvenue pour la provoquer.

Battenberg ne s'attendait nullement à cette réponse qui l'anéantissait totalement. La mort dans l'âme, il recevait les ovations de la population qui ne soupçonnait rien : Stambolov avait décidé de garder provisoirement le secret, pour ne pas favoriser un triomphe des russophiles <sup>1</sup>. Le prince était résolu à abdiquer malgré les instances des officiers fidèles. Il savait qu'il lui serait impossible de régner en Bulgarie avec le seul appui moral de la Cour anglaise <sup>2</sup> contre une Russie hostile, soutenue par l'Allemagne officielle. D'autre part il voulait éviter de provoquer une occupation de la Bulgarie, préconisée par la presse russe « dans l'intérêt de la paix » <sup>3</sup>.

Le 23 août/4 septembre, Alexandre Battenberg convoqua les hommes politiques et les officiers supérieurs du pays pour discuter avec eux de l'abdication et de la formation de la régence. L'accord entre les différents points de vue était difficile à établir : enfin on décida d'admettre le départ du prince à condition que la Russie reconnût l'indépendance de la Bulgarie et la garantît. Radoslavov et Tontchev se rendirent à l'agence russe où ils furent reçus par le consul russe de Vidine, Kartsov, qui dirigeait provisoirement les affaires à la place du nouveau représentant

---

<sup>1</sup> Stambolov était furieux que le prince, par son imprudence, eût compromis la victoire si difficilement acquise. Cf. Hajek, p. 388.

<sup>2</sup> Tandis que Lord Salisbury, qui était revenu au pouvoir au début d'août, penchait pour une politique anti-russe, Lord Randolph Churchill s'entremettait énergiquement pour éviter une rupture avec la Russie et qualifiait de « manque de conscience » l'attitude consistant à nourrir les espoirs de Battenberg que finalement personne ne soutiendrait. Cf. Hajek, p. 392.

<sup>3</sup> Cf. Hajek, p. 390 ; Avanturi, Introduction, p. XVI.

russe Neklioudov <sup>1</sup>. Kartsov leur dicta une déclaration en quatre points : 1. La Russie ne soutiendrait le gouvernement provisoire que s'il sacrifiait les intérêts de parti au bien-être du pays et au rétablissement de l'ordre. 2. Elle remettait à plus tard, lorsque les passions se seraient calmées, la désignation d'un nouveau prince. 3. La Russie serait prête à seconder l'union des Bulgares s'ils renonçaient à vouloir l'obtenir par la force. 4. Le rétablissement de relations amicales entre la Russie et la Bulgarie dépendrait des efforts du gouvernement provisoire pour faire oublier le passé. Pour l'instant la Russie jugeait inutile de se lier par un accord formel. <sup>2</sup>

Les Bulgares acceptèrent ces quatre points qui, au fond, ne contenaient pas expressément les garanties demandées. Le 26 août/7 septembre 1886 le prince annonçait son abdication et désignait Stambolov, Karavelov <sup>3</sup> et Moutkourov comme régents, tandis que le nouveau gouvernement de coalition était constitué sous la présidence de Radoslavov <sup>4</sup>. Le même jour Alexandre Battenberg quittait Sofia pour toujours, accompagné et pleuré par une foule immense.

Un règne mouvementé de sept ans prenait fin. Lorsque Alexandre Battenberg était venu dans le pays, âgé de vingt-deux ans à peine, il n'avait qu'une idée vague de la besogne difficile qui l'attendait. Grand, beau, d'apparence militaire, de manières affables, vif d'esprit, il possédait un grand charme personnel dont parlent tous ceux qui l'ont connu. Ce n'était pas un homme d'Etat : il ne sut jamais se faire aux chemins tortueux de la diplomatie à laquelle il préférerait le franc métier de soldat. Doué

---

<sup>1</sup> Ex-secrétaire de l'ambassade de Constantinople.

<sup>2</sup> Cf. Hajek, p. 393.

<sup>3</sup> Karavelov, arrêté provisoirement le 18/30 août, lorsque Moutkourov entra dans la capitale avec ses troupes, fut relâché sur l'ordre de Stambolov, ainsi que Kliment et quelques autres.

<sup>4</sup> La composition du cabinet était la suivante : Radoslavov à la présidence et à l'intérieur ; Natchovitch aux affaires étrangères ; Stoïlov à la justice ; Guéchoy aux finances ; Nikolaev, un des héros du 6/18 septembre, à la guerre. Les tsankovistes, compromis dans le complot, en étaient exclus.

d'une belle intelligence, il était néanmoins plutôt homme de sentiment que de réflexion. Trop souvent il se laissait emporter par ses émotions, ne connaissant aucune modération ni dans l'exaltation ni dans la plus profonde des dépressions. Son caractère manquait de fermeté : aux élans d'énergie succédaient des périodes d'affaissement complet. Son attitude à l'égard de la Russie met en lumière son tempérament. Ambitieux, le prince Alexandre ne voulut pas être l'instrument du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Lorsque quelque procédé russe offensait sa dignité, il se cabrait, et dans ces moments de révolte il était capable des actes les plus téméraires et les plus imprudents, tel le rappel des officiers bulgares au service russe en octobre 1883. Mais le premier mouvement de colère passé, il s'abandonnait au sentiment de son impuissance — alors se multipliaient les marques de déférence envers le Tsar et ces lettres presque trop humbles qu'il signait de « votre lieutenant » <sup>1</sup>. Longtemps il resta étranger aux Bulgares qui, absorbés dans leurs querelles intestines, ne lui inspiraient aucune confiance. Mais après 1883, lorsqu'il perdit définitivement la faveur de la Russie, il essaya de les ramener à lui, en faisant du nationalisme bulgare son arme principale contre les Russes. Là aussi, il manqua d'habileté : en même temps qu'il évoluait par la force des circonstances vers une politique plus indépendante et plus nationale, en cherchant de l'appui ailleurs, auprès de la Grande-Bretagne surtout, il faisait des tentatives désespérées de rapprochement avec Saint-Pétersbourg, ne voyant pas qu'il compromettrait lui-même le succès de ses efforts. S'il montra quelque sens politique en opérant des sondages, vains d'ailleurs, dans les capitales balkaniques en vue d'un rapprochement <sup>2</sup>, s'il ne se fit pas longtemps des illusions sur l'aide que lui prêterait l'Autriche, il commit la faute de trop compter sur l'appui anglais, qui n'alla jamais au-delà de l'encouragement moral. Finalement, Alexandre Battenberg

---

<sup>1</sup> Cf. Fillion, p. 82.

<sup>2</sup> Cf. Corti, pp. 258, 259.

comprit l'inutilité de sa résistance à une Russie inconciliable — ce fut la fin de sa carrière politique <sup>1</sup>.

Le 1/13 septembre s'ouvrait la session ordinaire de la Chambre. Sur l'initiative de Stambolov, l'Assemblée envoya un télégramme au Tsar, plaçant la Bulgarie et ses idéaux nationaux sous la protection de la Russie <sup>2</sup>.

Mais la crainte d'une occupation par les Russes continuait à peser sur la régence. Pour parer à ce danger, on envoya également une dépêche au Sultan, où les Bulgares protestaient de leur fidélité envers leur suzerain et le priaient de ne pas admettre une occupation de la Bulgarie et d'inviter les Puissances à respecter l'indépendance bulgare. La réponse du Grand Vizir fut encourageante : la Porte, flattée par le télégramme de ses vassaux, assurait que la Bulgarie ne risquait rien, si elle restait calme. La Turquie s'engageait à faire des démarches auprès des Puissances afin d'obtenir des garanties pour la Principauté. La Russie ne tarda pas à faire connaître son point de vue : elle n'avait aucune intention d'intervenir en Bulgarie, sauf en cas de désordres <sup>3</sup>. Giers déclara au représentant allemand à Saint-Pétersbourg : « L'occupation de la Bulgarie est pour moi la dernière des éventualités. L'Empereur y est tellement opposé, qu'il ne veut même pas en entendre parler. Les Autrichiens peuvent être sûrs que l'Empereur ne fera l'occupation que si la dignité et l'honneur national l'exigent absolument. Nous n'en sommes pas encore là. » <sup>4</sup> Bien que Bismarck insistât auprès des gouvernements européens sur le caractère « très satisfaisant » de la déclaration russe <sup>5</sup>, celle-ci était équivoque et

---

<sup>1</sup> Après son abdication, le prince Alexandre reprit son métier de soldat dans l'armée autrichienne. En 1888 il épousa en mariage morganatique une actrice du théâtre de Darmstadt et porta dès lors le simple titre de comte de Hartenau. Après sa mort soudaine, survenue le 17 novembre 1893, sa dépouille fut transférée à Sofia, où les derniers honneurs furent rendus à l'ex-prince de la Bulgarie.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 74.

<sup>3</sup> Cf. Kojouharov, p. 324.

<sup>4</sup> Die grosse Politik, V, N<sup>o</sup> 1013, p. 132.

<sup>5</sup> Cf. Kojouharov, p. 323.



laissait à la Russie la possibilité d'une intervention en Bulgarie, car il lui serait toujours facile d'y provoquer des troubles par l'intermédiaire de ses représentants et de ses partisans <sup>1</sup>.

Aussi les régents s'empressèrent-ils d'annoncer aux Puissances, par une lettre circulaire, que le calme régnait en Bulgarie et que celle-ci comptait sur l'appui de l'Europe pour choisir un nouveau prince <sup>2</sup>. Toutes les réponses, à part celle de Berlin, s'accordaient pour rassurer les Bulgares <sup>3</sup> : la question bulgare ne saurait être résolue par une puissance seule ; l'Europe s'opposerait à la violation du statu quo.

Stambolov espérait qu'avec l'éloignement d'Alexandre Battenberg le principal obstacle au rapprochement russo-bulgare aurait été écarté et que, par conséquent, la Russie se montrerait conciliante et proposerait un nouveau candidat au trône bulgare. On attendait avec impatience l'arrivée du commissaire impérial, dépêché par le Tsar en Bulgarie en réponse au télégramme déjà mentionné <sup>4</sup>. Le choix de l'émissaire encourageait tous les espoirs : c'était le baron Kaulbars, dont on se rappelait encore l'attitude obligeante lors de la signature de la

---

<sup>1</sup> Cf. Kojouharov, p. 324, note 1.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 75.

<sup>3</sup> Même les Hongrois qui, en raison de leur russophobie datant de 1849, avaient toujours protégé Milan contre la Bulgarie, selon eux un instrument russe, prirent, depuis la chute de Battenberg, le parti de la Bulgarie et s'opposèrent énergiquement à la politique russophile de Bismarck. Cf. *Die grosse Politik*, V, Nos 1008, 1010, p. 127. Kálnoky avait la partie difficile : mis en garde par Bismarck contre une politique à la Battenberg (« im Battenbergischen Sinne » — cf. *Ibid.*, N° 1009, p. 124), il devait néanmoins tenir compte de l'opinion autrichienne qui, indignée de l'indifférence de Berlin dans la crise balkanique, désirait une politique plus active au sujet de la Bulgarie. Cf. *Ibid.*, Nos 1010, 1012.

<sup>4</sup> Cf. ci-dessus, p. 265. L'agent Neklioudov écrivait à Giers que les chefs de l'opposition russophile ne cessaient de demander l'envoi de troupes et d'un commissaire impérial pour venir à bout — comme ils disaient — « de nos ennemis et des vôtres ». Rapport du 8/20 septembre 1886. Cf. Avanturi, N° 16, p. 24. Le même rapport disait que « malheureusement l'opposition ne représentait pas le peuple et avait sur lui moins d'influence que les autres partis ». *Ibid.*, p. 23.

Convention militaire de 1883 et au moment des négociations bulgaro-serbes <sup>1</sup>.

Quelle était au juste la mission de Kaulbars ? A l'ambassadeur anglais à Vienne, le commissaire avait déclaré qu'il se rendait en Bulgarie pour aider les Bulgares à sauvegarder l'ordre à l'intérieur, sans quoi ils risquaient une occupation <sup>2</sup>. En vérité, il devait s'entremettre pour obtenir la libération des conspirateurs, exigée par les russophiles <sup>3</sup>, et pour ajourner la convocation de la Grande Assemblée chargée d'élire un prince.

Kaulbars arrivait en Bulgarie sans préjugé contre le gouvernement. Mais, une fois dans le pays, il prit chaleureusement parti pour les russophiles qui s'étaient plaints du traitement réservé par la police de Radoslavov aux amis de la Russie. En effet, les persécutions contre l'opposition étaient fréquentes, surtout en Bulgarie méridionale, où sévissaient les agents du gouvernement, groupés en formations connues sous le nom de *Balgaria za sebe si* (La Bulgarie indépendante) <sup>4</sup>. Il était néanmoins très maladroit de la part de Kaulbars de prendre ouvertement position dans une question de politique intérieure.

La note que le commissaire impérial remit au gouvernement bulgare à la suite du télégramme de Giers du 13/25 septembre <sup>5</sup>, attirait l'attention du ministère sur le fait qu'en raison de la situation du pays, Saint-Pétersbourg ne saurait reconnaître la légalité d'une Grande Assemblée dont les décisions — en cas de convocation — ne seraient pas valables aux yeux des Russes. Par conséquent il conseillait <sup>6</sup> au gouvernement d'ajourner les élections, de lever l'état de siège, afin de calmer les esprits et d'assurer la liberté de la votation, et de libérer les personnes compromises dans le coup d'Etat du 9/21 août <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Cf. ci-dessus, p. 245, note 4.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 76.

<sup>3</sup> Cf. Avanturi, N° 16.

<sup>4</sup> Cf. Stanev, p. 74.

<sup>5</sup> Cf. Avanturi, N° 20.

<sup>6</sup> Dans une dépêche à Giers, Kaulbars insistait sur le fait d'avoir « conseillé » et non « exigé ». Cf. Avanturi, N° 20, p. 26.

<sup>7</sup> Cf. Die grosse Politik, V, N° 995.

La question de la libération des conspirateurs était devenue brûlante. L'agent Neklioudov insistait auprès de Giers, en soulignant que Grouev, Benderev et les autres, avaient agi dans l'intérêt russe, avec les encouragements de la presse, de l'opinion et des représentants officiels de la Russie, et que, par conséquent, la Russie ne pouvait se désolidariser d'avec eux. Une intervention russe était dictée non seulement par des considérations d'ordre moral, mais encore par des considérations politiques : Neklioudov prétendait savoir que le gouvernement bulgare agissait sous l'inspiration d'agents étrangers travaillant au nom de Battenberg <sup>1</sup>. Selon Neklioudov, qui s'efforçait de retarder la remise des inculpés au tribunal militaire, leur vie n'était assurée que dans la mesure où le gouvernement bulgare craignait une rupture avec la Russie <sup>2</sup>.

En réponse à la note de Kaulbars, le gouvernement bulgare affirmait ne pouvoir ajourner les élections pour la Grande Assemblée qui, conformément à l'article 151 de la Constitution, devait être convoquée avant un mois. L'état de siège serait levé « dans le délai légal », mais le calme complet dans le pays ne saurait être rétabli qu'après les élections. La libération des officiers coupables était l'affaire de la justice et non celle du gouvernement. <sup>3</sup>

Simultanément, le ministre des affaires étrangères, Natchovitch, communiqua sa réponse aux représentants étrangers et voulut savoir si leurs gouvernements ne considéreraient pas les exigences de Kaulbars comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Principauté. Si l'Allemagne soutint la Russie <sup>4</sup> et si Kálnoky

---

<sup>1</sup> Cf. Avanturi, N<sup>o</sup> 19, p. 25. Il est vrai qu'à Sofia les agents anglais et autrichien encourageaient la résistance des dirigeants bulgares, en les assurant que les Puissances n'admettraient jamais une occupation de la Bulgarie. Cf. Fillion, p. 358 et suiv.

<sup>2</sup> Cf. Avanturi, N<sup>o</sup> 17, p. 24. Bismarck s'entremît, lui aussi, pour la libération des conspirateurs. Cf. *Turkey*, 1887, I, p. 182, cité par Kojouharov, p. 327.

<sup>3</sup> Cf. Stanev, p. 77.

<sup>4</sup> Bismarck était d'avis qu'un partage des Balkans en zones d'influence entre l'Autriche-Hongrie et la Russie serait la meilleure solution à la crise bulgare. « La ligne de démarcation des zones d'influence est la frontière bulgaro-serbe »

fut partisan d'un compromis <sup>1</sup>, la Grande-Bretagne conseilla à la Bulgarie de rester sur le terrain constitutionnel <sup>2</sup>.

Entre temps l'agitation grandissait à l'intérieur du pays. Russophiles et radicaux s'affrontaient dans les rues où les premiers, sur l'initiative de Kaulbars, avaient affiché la note russe. Le commissaire, convaincu que le peuple tenait pour la Russie mais n'osait manifester ses sympathies à cause de la terreur gouvernementale, se rendit à une assemblée organisée par les citoyens de Sofia dans le but d'éclaircir la situation. On l'accueillit avec les cris de « Vive la Russie », mais l'atmosphère se refroidit subitement après son discours. Lorsqu'il fut parti, de jeunes orateurs amenèrent l'assemblée à passer une résolution anti-russe. En effet, disait-on, si la Russie a de bonnes intentions, pourquoi veut-elle ajourner les élections et prolonger ainsi la crise ? Pourquoi ne désigne-t-elle pas son candidat au trône ? Interrogé par le gouvernement bulgare au sujet du candidat russe, Kaulbars n'avait su que donner une réponse très vague : la Bulgarie devait avoir confiance dans le Tsar qui ne voulait que son bien <sup>3</sup>. Ce silence sur une question si essentielle contribua également à affaiblir l'influence de Kaulbars en province, où il avait entrepris une tournée dans l'espoir de gagner

---

déclarait-il. Cf. *Die grosse Politik*, V, N° 969. Giers s'était rallié à cette thèse. Cf. *Ibid.*, N° 1013, p. 133.

<sup>1</sup> Cf. *Die grosse Politik*, V, N° 1018, p. 142. En revanche, au Parlement hongrois Kaulbars était traité de dictateur ; on invitait le gouvernement à prendre la défense de l'indépendance bulgare, tout en niant les bruits d'un partage de la péninsule balkanique entre l'Autriche et la Russie. Cf. Stanev, p. 77.

<sup>2</sup> Salisbury déclara devant le prince Lobanov que la mission de Kaulbars prenait le caractère d'une ingérence dans les affaires intérieures de la Principauté. Cf. *Turkey* 1887, I, p. 184 et suiv. ; cité par Kojouharov, p. 326.

<sup>3</sup> Cf. Stanev, p. 78. Au sujet du candidat, Giers avait déclaré à l'ambassadeur allemand : « Nous pouvons seulement dire qui nous ne voulons pas. Nous ne voulons ni les Karageorgewitchs (sic), ni un Monténégrin, nous devons cela à l'Autriche. Mais où trouver un prince européen convenable ? Je crois que le duc Alexandre d'Oldenbourg n'a aucune envie de se fourrer dans le gâchis bulgare. Comme le duc est très soumis à l'Empereur, il exécutera chaque ordre qu'il plairait à Sa Majeauté de lui donner. Mais peut-on lui demander de s'exiler là-bas ? » *Die grosse Politik*, V, N° 1013, p. 132.

le peuple <sup>1</sup>. Souvent la foule, accourue avec des sentiments amicaux pour la Russie, s'en retournait hostile <sup>2</sup>. Quatre ans plus tard, le baron Kaulbars lui-même soulignait, dans une lettre ouverte adressée à Tatichtchev <sup>3</sup>, que sa position en Bulgarie avait été extrêmement délicate à cause du manque d'instructions concernant le candidat russe; à Sofia on n'avait pas voulu croire à son ignorance, qui était réelle. « Nous ne pouvions désigner un candidat au trône bulgare, écrit-il, ce que j'ai regretté profondément déjà avant mon départ pour la Bulgarie, prévoyant justement que mon apparition sans un candidat à proposer en une période si trouble devait, dès les premiers jours, miner la confiance de tous les partis en ma mission. » <sup>4</sup>

Les incidents provoqués par l'opposition des russophiles aux élections se multiplièrent. A Vidin, la députation qui voulait remettre au consul une déclaration contre les élections fut dispersée à coups de matraques par les agents de Radoslavov <sup>5</sup>. Ailleurs, il y eut des rencontres sanglantes. A Sofia, l'agent avait harangué une foule de paysans venus pour connaître la volonté du Tsar. Brutalement mis en fuite par la police, lorsqu'ils avaient voulu s'opposer à la formation d'un bureau électoral, ils vinrent se réfugier à l'agence russe, où Neklioudov leur fit distribuer du pain et du vin <sup>6</sup>. Après chaque accident survenu à un sujet

---

<sup>1</sup> Cf. Avanturi, N° 18, p. 24.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 79.

<sup>3</sup> Publiée dans *Novoé Vremia*, 1890, N° 5262.

<sup>4</sup> Ibid. Selon les Documents secrets, p. 114 et suiv. (cité par Kojouharov, p. 326), le but final de la mission de Kaulbars aurait été la proclamation d'Alexandre III comme grand prince de la Bulgarie. Ceci expliquerait le silence de la Russie sur le candidat, ainsi que ses instances pour l'ajournement de l'Assemblée. Nous ne sommes cependant pas en mesure de vérifier l'assertion qui nous paraît aller trop loin. Il semble qu'Alexandre III ait été personnellement favorable à la candidature du prince monténégrin Nikita, mais qu'il ait dû abandonner ce projet à la suite d'une forte opposition de Giers. Cf. Rapport de Beust à Kálnoky, 18 septembre 1886, dans Corti, p. 278.

<sup>5</sup> Cf. Rapport de Kartsov à Nelidov, 29 septembre/11 octobre. Avanturi, N° 21, p. 26.

<sup>6</sup> Une demi-bouteille par personne, précise le rapport de Neklioudov. Cf. Avanturi, N° 22, p. 27.

russe, Kaulbars et Neklioudov protestaient par des notes auprès du gouvernement bulgare. Leurs démarches n'eurent aucun succès ; au contraire, lorsque après un incident particulièrement sérieux, Kaulbars réprimanda officiellement les régents, on lui donna pour réponse qu'ils n'étaient responsables que devant l'Assemblée nationale <sup>1</sup>. L'opposition avait gagné des partisans dans l'armée : plusieurs officiers estimaient qu'il fallait se soumettre aux exigences russes <sup>2</sup> ; dans quelques villes les garnisons étaient prêtes à se révolter contre la régence si les Russes leur prêtaient une aide efficace <sup>3</sup>. Au sein du parti libéral il y avait également scission : alors que les radicaux de Radoslavov ne voulaient pas entendre parler de concessions envers la Russie, Karavelov était d'avis qu'on acceptât les propositions russes. Cependant, comme il ne se décidait pas à offrir sa démission, ses partisans se joignirent aux stambolistes dans les élections, et remportèrent la victoire sur les russophiles <sup>4</sup>.

Le 15/27 octobre s'ouvrait à Tirnovo la Grande Assemblée nationale. Les députés auraient volontiers voté pour Battenberg, mais l'ex-prince s'opposa à cet acte qui aurait été une provocation manifeste à l'égard de la Russie <sup>5</sup>. Alors l'assemblée choisit le prince Valdemar, fils du roi de Danemark et neveu du Tsar,

---

<sup>1</sup> Cf. Stanev, p. 79.

<sup>2</sup> Kaulbars à Giers, 1/13 octobre. Cf. Avanturi, N° 23, p. 28.

<sup>3</sup> Cf. Avanturi, N°s 24, 25, p. 28 et suiv. Selon Avanturi, N°s 32-40, pp. 33-37, le 22 octobre/4 novembre, Kaulbars encouragea une révolte à Bourgas préparée par le capitaine russe Nabokov. Le lendemain l'insurrection fut matée par les troupes du gouvernement. Nabokov réussit à fuir à Constantinople, d'où on l'expédia à Odessa. L'insuffisance de notre documentation ne nous a pas permis d'établir s'il s'agit d'une confusion avec la révolte de mai (cf. ci-dessus, p. 249), ce que nous serions portés à croire vu les personnages compromis dans l'affaire (les Documents secrets mentionnent un pope monténégrin qui, selon Radev, avait joué un rôle en mai) et les erreurs de date fréquentes dans ce recueil. L'histoire sommaire de Stanev se borne à parler en passant de « révoltes facilement étouffées ».

<sup>4</sup> Cf. Avanturi, N° 21, p. 26.

<sup>5</sup> En correspondance avec les ministres bulgares, l'ex-prince s'efforçait sincèrement d'aider par ses conseils la Bulgarie dans la crise qu'elle traversait. Cf. Stanev, p. 80.

qui fut élu le 29 octobre/10 novembre. On espérait qu'étant apparenté à la Cour russe, le candidat rencontrerait l'approbation de la Russie et de l'Europe. Malgré les espoirs bulgares, Alexandre III se prononça contre l'élection : après avoir consulté Saint-Pétersbourg, le roi Christian refusa pour son fils.

Stambolov fit une dernière tentative de compromis en invitant Tsankov à venir à Tirnovo pour y former avec lui une régence de coalition qui s'arrangerait avec la Russie<sup>1</sup>. La réponse du vieux politicien, inspirée par Kaulbars, témoignait de son esprit intransigeant : il exigeait la démission immédiate de la régence et la formation d'un nouveau gouvernement jouissant de l'approbation de Saint-Pétersbourg. L'accord des partis s'avérait impossible.

Le commissaire impérial avait déclaré que la Russie estimait l'Assemblée illégale et ne reconnaîtrait aucune de ses décisions. Il annonça en même temps l'arrivée de deux bâtiments de guerre russes qui resteraient ancrés devant les ports de Varna et de Bourgas pour la protection des sujets russes. Cet acte fut considéré en Bulgarie comme le début de l'occupation<sup>2</sup>. Devant cette menace suprême, le gouvernement céda sur les instances des agents étrangers et consentit à libérer les officiers conspirateurs. Ordre fut donné à la garnison de Varna de ne pas tirer sur les Russes, même s'ils débarquaient. L'exigence russe relative à la levée de l'état de siège fut également satisfaite.<sup>3</sup>

L'envoi des bâtiments n'avait été qu'une mesure d'intimidation. La Russie craignait des complications sérieuses avec les

---

<sup>1</sup> Karavelov avait démissionné finalement. A sa place on désigna Jivkov.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 79. Kaulbars, d'accord avec les russophiles, préconisait l'envoi de troupes russes en Bulgarie. Selon lui le peuple et l'armée — à l'exception des officiers supérieurs — étaient russophiles. Il s'agissait de les soutenir efficacement contre les autorités. Rapport à Giers, 18/30 octobre, cf. Avanturi, N° 27, p. 30. Giers croyait à la thèse de la majorité des Bulgares russophiles, terrorisés par une minorité radicale (Cf. Die grosse Politik, V, N° 995, p. 87), tandis que Bismarck la qualifia de « légende Kaulbars ». Ibid., N° 996, annotation.

<sup>3</sup> Cf. Slonimski, p. 579.



Puissances au cas où elle occuperait la Bulgarie <sup>1</sup>. Dans son discours du 9 novembre, Salisbury avait violemment désapprouvé la politique russe en Bulgarie <sup>2</sup>. En Autriche-Hongrie, les Hongrois poussaient à une politique plus active dans les Balkans : Andrassy, adversaire de la Ligue des Trois Empereurs, qu'il estimait nuisible aux intérêts de l'Autriche, critiquait sévèrement la politique de Kálnoky <sup>3</sup>. Dans la question bulgare, la Russie ne pouvait compter que sur l'appui de Bismarck. Dans ces conditions, Alexandre III ne jugea pas prudent d'envoyer des troupes en Bulgarie <sup>4</sup>. Le comte Shouvalov, dépêché à Berlin, déclara à Bismarck que la Russie n'occuperait la Bulgarie qu'au cas où le prince Battenberg y retournerait.

La mission de Kaulbars avait abouti à un échec total, en grande partie à cause des graves erreurs diplomatiques du commissaire impérial qui, au lieu de mettre à profit les concessions du gouvernement bulgare, continuait à perdre un temps précieux dans des disputes secondaires ; au lieu de proposer un candidat au trône, la Russie s'aliénait les sympathies des régents en multipliant ses invectives contre eux <sup>5</sup>, tandis que la presse russe allait jusqu'à envisager une occupation de la Bulgarie par la Turquie <sup>6</sup>. La Russie était irritée, car elle se sentait extrêmement compromise en Bulgarie : la révolution de Plovdiv, la victoire bulgare de Slivnitsa, le retour triomphal de Battenberg

---

<sup>1</sup> Rapport de Giers à Alexandre III, 25 octobre/7 novembre. Cf. Avanturi, N° 28, p. 30 ; télégramme de Sinoviev au consul de Roussé, Ibid., N° 29.

<sup>2</sup> Cf. *Times*, 10 novembre 1886 ; cité par Kojouharov, p. 329.

<sup>3</sup> Cf. *Die grosse Politik*, V, N° 1012, p. 130.

<sup>4</sup> En marge du rapport de Kaulbars du 18/30 octobre (cf. ci-dessus, p. 272, note 2) il avait écrit : « D'après moi, ce n'est pas pratique. »

<sup>5</sup> Giers appelait les dirigeants bulgares « une bande de misérables » et une « clique de malfaiteurs ». Cf. *Die grosse Politik*, V, N° 1013, p. 132.

<sup>6</sup> Slonimski, p. 579. Le Russe Slonimski critique sévèrement la politique suivie par la Russie en Bulgarie (cf. pp. 577-581). Il s'en prend particulièrement au journal *Severnii Vestnik* (Journal du Nord), N° 91886, qui recommandait qu'on fit de la Bulgarie une province russe à l'instar de la Finlande ; la Bulgarie ne possédant pas de classe dirigeante, on lui enverrait généreusement des fonctionnaires expérimentés de la Russie !

après le complot, l'attitude de la régence avaient été une série d'humiliations. L'*intelligentsia* s'avouait avec amertume qu'elle avait été trompée dans ses illusions panslavistes. Les Russes se rendaient compte qu'ils portaient la responsabilité partielle de ce fiasco <sup>1</sup>. Il était évident que le rapprochement russo-bulgare, auquel on s'était attendu après l'abdication d'Alexandre, était loin d'être réalisé. Dès lors il ne manquait aux Russes qu'un prétexte pour rompre les relations avec un pays où, pour l'instant, tout était perdu pour leur cause. L'occasion ne se fit pas attendre : lorsque le dragoman du consulat russe de Plovdiv fut maltraité par des radicaux, une note de Kaulbars exigea qu'en plus de la punition des coupables et de la destitution du commandant de la garnison, on rendît les honneurs au drapeau russe devant le consulat <sup>2</sup>. Le gouvernement refusa d'accepter cet ultimatum inouï, en raison de quoi Kaulbars annonça le 5/17 novembre 1886 la rupture des relations russo-bulgares, parce que « le gouvernement avait définitivement perdu la confiance de la Russie » <sup>3</sup>. Kaulbars partit pour Constantinople, et tous les consuls russes furent rappelés de Bulgarie.

Ainsi s'achevait un chapitre des relations russo-bulgares qui avait débuté huit ans auparavant sous les meilleurs auspices.

---

<sup>1</sup> Cf. Die grosse Politik, V, N° 990, p. 69.

<sup>2</sup> Cf. Stanev, p. 81.

<sup>3</sup> Ibid.

## CONCLUSION

Si l'on considère la libération des Bulgares par la Russie en 1878 et la rupture diplomatique des deux pays en novembre 1886, on ne peut qu'être frappé par l'évolution accomplie dans les relations russo-bulgares au cours de ces huit années. A qui incombe la faute de cette regrettable issue ? Y a-t-il faute ou s'agit-il tout simplement d'un malheureux concours de circonstances fatales ?

D'une façon générale, les rapports russo-bulgares furent excellents sous Alexandre II. Si les dissensions entre les fonctionnaires ou officiers russes au service de la Bulgarie et les autorités étaient fréquentes, le conflit ne prit jamais d'ampleur, grâce à la compréhension qui régnait entre le Tsar et son neveu Battenberg. Désirant sincèrement le bien de la Bulgarie qu'il considérait comme sa création, sûr de la force du prestige russe dans le pays, Alexandre II recommandait au jeune prince d'établir des rapports amicaux avec l'Occident, en remplissant ses obligations internationales conformément au traité de Berlin. En politique intérieure, il lui conseillait de s'en tenir à la Constitution en dépit des difficultés causées par les luttes de parti.

Après la mort d'Alexandre II, les choses se gâtèrent. Le nouveau Tsar avait peu de sens politique ; il n'avait aucune sagesse diplomatique. Par sa faute, à la fin de 1886, la Russie se trouvait complètement isolée en Europe. Le journal de Lamsdorf, l'ex-ministre des affaires étrangères, qui était très lié avec Giers au moment de la crise bulgare, révèle que les erreurs commises par la diplomatie russe en Bulgarie étaient dues essentiellement au Tsar — Lamsdorf l'appelle à plusieurs reprises l'« imbécile couronné » !<sup>1</sup> Pour commencer,

---

<sup>1</sup> Kojouharov, p. 301, note 1.

Alexandre III approuva la suspension de la Constitution, mesure à laquelle son père s'était toujours opposé ; par l'intermédiaire d'Ehrenrooth d'abord, puis par celui des généraux Kaulbars et Sobolev, il prêta son appui à l'instauration du régime des pleins pouvoirs, se mêlant ainsi des affaires intérieures du pays. D'où la russophobie du parti libéral ou populaire, défenseur des libertés constitutionnelles et de l'indépendance extérieure.

Après avoir mâté les « nihilistes » en Bulgarie, le Tsar s'en prit au « slavophobisme » des conservateurs et enfin au prince lui-même, pour lequel il avait peu de sympathies. Naturellement méfiant, Alexandre III soupçonnait partout des menées anti-russes : c'est ainsi que les intrigues des représentants russes en Bulgarie contre Battenberg, restées sans conséquence sous Alexandre II, finirent par monter son fils contre le cousin « autrichien ». Koumany avait allumé le feu de la méfiance, Hitrovo en attisa la flamme, les généraux, après leur chute, y versèrent de l'huile. Une fois persuadé que la présence d'Alexandre Battenberg était incompatible avec les intérêts russes, on pensa à l'éloigner en se servant premièrement de l'opposition libérale et ensuite, lorsque les libéraux furent retournés au pouvoir, des russophiles tsankovistes.

L'Union de septembre 1885 gêna les calculs russes : elle contribua à la popularité du prince et rendit ainsi son renversement plus difficile. Au lieu de tirer parti de la révolution de Plovdiv en la prenant sous sa protection, la Russie, par son attitude hostile, réussit à ternir aux yeux du peuple son auréole de « Libératrice ».

Après le revirement de l'opinion, causé par les succès bulgares contre les Serbes, Battenberg semblait le seul obstacle à une réconciliation. Mais lorsque les Russes eurent obtenu finalement son abdication, ils ne surent pas regagner la confiance de la Bulgarie. Au lieu de proposer un nouveau candidat au trône et de s'entendre avec la régence qui désirait un rapprochement, ils perdirent définitivement leur cause en se faisant les défenseurs d'un parti en minorité et en ramenant de

la sorte la question des relations russo-bulgares sur le terrain de la politique intérieure.

Alexandre II estimait que la Bulgarie devait avoir sa propre vie nationale ; il s'efforçait d'aplanir les difficultés qu'elle rencontrait sur le chemin de son existence indépendante en lui facilitant les rapports avec les autres pays. Alexandre III, tout au contraire, n'envisageait la Bulgarie que par rapport à la Russie ; il voulait qu'elle servît les intérêts russes. Par conséquent, tout rapprochement avec l'Occident était jugé un acte d'hostilité envers la Russie. Alors qu'Alexandre II évitait autant que possible de se mêler des affaires intérieures du pays, son fils ne voyait pas d'autre moyen d'y assurer la prépondérance russe. C'est ainsi qu'il fut amené à envisager l'idée d'une occupation.

Cependant, les événements n'auraient jamais pris cette tournure, si la Russie avait disposé en Bulgarie d'un personnel diplomatique digne de confiance. Tel n'était pas le cas, malheureusement. Souvent les représentants russes en Bulgarie, désireux de satisfaire des ambitions personnelles, allaient plus loin que ne le leur permettaient les instructions officielles. Voulant jouer le rôle de maîtres dans un pays qu'ils considéraient un peu comme une province russe, ils se mirent à intriguer tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre des partis, selon l'avantage qu'ils y pensaient trouver. Davidov soutint les conservateurs et s'attira l'hostilité des libéraux, Koumany prit parti pour les libéraux et excita la haine des conservateurs, Hitrovo fit d'abord le jeu de ces derniers pour se rapprocher ensuite des premiers. Derrière les fonctionnaires russes, on voyait la Russie et on se méfiait de ses méthodes.

En outre, le changement perpétuel des agents ne pouvait que compromettre l'unité de la politique russe en Bulgarie : en huit ans, l'agence de Sofia changea dix fois<sup>1</sup> de titulaire ! Chaque représentant russe avait sa propre opinion sur la politique à suivre en Bulgarie et agissait conformément à sa

---

<sup>1</sup> Dans ce chiffre sont compris les remplaçants par interim.

conviction : alors que Sobolev estimait le coup d'Etat de 1881 nuisible aux affaires russes, Ehrenroot, d'avis contraire, en assumait la responsabilité. Ces contradictions dans les attitudes des fonctionnaires russes en Bulgarie n'étaient qu'un reflet de la désunion qui régnait dans les cercles gouvernementaux de Saint-Pétersbourg. Le parti militaire et le Département asiatique, Giers et Alexandre III, derrière lequel se tenait Katkov, autant de positions bien distinctes, dont la contradiction ne pouvait que nuire au succès de la politique russe. Quant à l'opinion publique — souvent aux antipodes mêmes de la Russie officielle — nous n'en parlons pas, car elle n'eut pour ainsi dire aucune influence sur la conduite des affaires.

Lorsqu'on recherche les causes de la crise bulgaro-russe, on ne peut omettre de mentionner l'action du panslavisme. Si la libération de la Bulgarie est due en partie à l'essor de ce mouvement, le panslavisme est également l'une des sources du conflit entre les deux pays. Tandis que, vers la fin de son règne, Alexandre II s'efforçait de réfréner l'extrémisme des tendances nationalistes-panslavistes, ces tendances triomphèrent sous le régime de son fils, fortement influencé par Katkov et Pobedonostsev, l'ex-précepteur du Tsar<sup>1</sup>. Le chauvinisme pénétrait la vie publique entière, et l'on sait combien facilement les nationalismes exagérés dégénèrent en impérialisme.

A côté de la domination politique il y a la domination économique. D'une façon générale, la Russie ne chercha pas à exploiter la Bulgarie matériellement ; elle se montra même arrangeante au sujet de la dette d'occupation. Ce qui n'empêcha pas un groupe d'hommes d'affaires russes, jouissant de l'appui de hauts personnages et qui avaient quelque influence dans les cercles panslavistes, de vouloir profiter du champ vierge que présentait la Bulgarie libérée. On voulut s'assurer, aux dépens des indigènes, le monopole de l'argent par la création d'une banque nationale et le monopole des travaux publics dans un pays sans chemins de fer. A peine Alexandre Battenberg

---

<sup>1</sup> Fischel, p. 430.

avait-il débarqué à Varna en 1879, qu'ils tâtaient déjà le terrain! Dès le commencement, les Bulgares, économes par nature, se défendirent contre l'exploitation. Les tentatives des hommes d'affaires russes étaient renouvelées à chaque changement de cabinet. Cherchant un appui dans le monde politique, les intéressés sondaient tantôt l'un, tantôt l'autre des partis bulgares.

De plus, ils se faisaient soutenir par les milieux militaires de Saint-Pétersbourg, en insistant sur l'importance stratégique de la voie ferrée à construire; ils s'assuraient la complicité des agents en leur promettant des avantages. Comme l'Autriche-Hongrie était également intéressée à la construction des chemins de fer en Bulgarie, on en profitait pour inculper de trahison les Bulgares hostiles aux projets russes. Si le Tsar et son gouvernement n'appuyèrent jamais ces menées, elles firent néanmoins beaucoup de mal aux relations russo-bulgares, en faisant naître des méfiances des deux côtés.

En 1878, les Bulgares avaient commencé leur existence indépendante avec une vénération profonde pour la Russie. La majorité des paysans conserva, en dépit de tout, son amour pour le grand peuple frère qui les avait libérés du joug turc. Cependant les méthodes russes avaient détourné peu à peu des Russes une partie considérable de l'*intelligentsia*. Dans le désir de se débarrasser d'une tutelle gênante, certains préconisaient un rapprochement avec l'Occident. Mais on se rendait compte pourtant que les intérêts bulgares s'accordaient encore plus naturellement avec ceux de la Russie. Seule la Russie pouvait aider les Bulgares à réaliser leur unité nationale. Lutter contre l'envahissement des Russes, sans rompre avec la Russie dont on avait besoin, tel était le problème que tous les cabinets, conservateurs ou libéraux, eurent à résoudre. La volte-face des Puissances en 1885 à propos de l'Union fut pour beaucoup dans le raidissement de la résistance bulgare, qui entraîna la rupture.

Y a-t-il lieu de parler de l'ingratitude des Bulgares? La Bulgarie n'oublia jamais ce qu'elle devait aux Russes, mais lorsque, dans les années qui suivirent, elle entra en contact,



non plus avec la Russie idéalisée qui avait rendu la liberté aux esclaves d'hier, mais avec une Russie réelle, poursuivant à bon droit une politique intéressée, les Bulgares, partisans fanatiques d'une indépendance à peine acquise, entendirent la défendre même contre ceux qui la leur avaient donnée. Si l'on peut comprendre la Russie d'avoir cherché à s'assurer des garanties dans un pays pour lequel elle avait versé son sang, on ne peut, d'autre part, blâmer les Bulgares d'avoir voulu empêcher que ces garanties ne fussent prises à leur détriment. Car on n'a jamais vu un Etat sacrifier par gratitude ses propres intérêts. Et les méthodes que les Russes employèrent restent difficilement excusables.

En revanche, on ne pourrait que trop justement critiquer le désordre politique à l'intérieur de la Bulgarie, qui contribua à la discréditer aux yeux de la Russie. Les luttes éternelles des partis, dues au tempérament du peuple, aux ambitions personnelles des politiciens, et encore davantage à la Constitution, trop libérale pour un Etat nouveau, sans expérience et sans traditions politiques, facilitèrent les intrigues étrangères et minèrent le prestige des gouvernements bulgares. Le conflit des factions, qui tentèrent tour à tour de s'assurer le pouvoir en recherchant soit le concours des représentants de la Russie, soit l'appui de l'Occident, encouragea l'ingérence russe. N'est-ce pas le prince Battenberg lui-même qui, jeune et inexpérimenté, demanda l'aide du Tsar pour consolider son pouvoir vis-à-vis des libéraux, n'est-ce pas lui qui appela les généraux russes en Bulgarie ? Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les Russes n'aient plus voulu abandonner le terrain conquis.

Qu'un dernier mot soit dit ici sur le malheureux souverain bulgare. Sa situation de petit prince balkanique, vassal formel de la Turquie, vassal moral de la Russie, jalousement surveillé par l'Autriche-Hongrie, n'avait, certes, rien d'enviable. Le prince ne possédait pas les qualités politiques essentielles qui lui eussent permis de surmonter les difficultés de sa tâche ardue. Ses maladresses fréquentes eurent sans aucun doute une répercussion fâcheuse sur les relations russo-bulgares. La carrière

de l'homme d'État Alexandre Battenberg fut un échec. Mais son attitude fondamentale, qui consistait à ne pas se contenter du rôle d'une marionnette dont les ficelles étaient tirées à Saint-Pétersbourg, se justifiait parfaitement.

La Bulgarie, par sa position géographique même, ne peut se soustraire à l'influence de la Russie : elle se trouve sur le chemin des Détroits, qui restent l'éternel but de la politique russe. Trop faible, d'autre part, pour se suffire à elle-même, elle est nécessairement amenée à rechercher l'appui de la Russie, à laquelle la langue et les traditions historiques la lient. Sans doute tient-elle, comme tout peuple conscient de son individualité, à son indépendance et par là elle ne saurait éviter des conflits avec sa puissante voisine. Mais, il n'en reste pas moins qu'elle ne peut et ne doit jamais, dans sa vie politique, négliger le facteur russe.

Liliana DANEVA.